



HAL
open science

L'Espagne et la Ligue bretonne (1589-1598) : limites et pérennité de l'alliance

Corentin Cornec

► **To cite this version:**

Corentin Cornec. L'Espagne et la Ligue bretonne (1589-1598) : limites et pérennité de l'alliance. Littératures. 2019. dumas-02184431

HAL Id: dumas-02184431

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02184431>

Submitted on 16 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Université européenne de Bretagne

UNIVERSITÉ RENNES 2

Mémoire de Master 2 ETILA

L'Espagne et la Ligue bretonne (1589-1598)

Limites et pérennité de l'alliance

Corentin CORNEC

Directeur de recherche : M. Lucas TORRES ARMENDÁRIZ

2019



Université européenne de Bretagne

UNIVERSITÉ RENNES 2

Mémoire de Master 2 ETILA

L'Espagne et la Ligue bretonne (1589-1598)

Limites et pérennité de l'alliance

Corentin CORNEC

Directeur de recherche : M. Lucas TORRES ARMENDÁRIZ

2019

Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier Lucas Torres pour m'avoir suivi au long de ce travail et s'être toujours montré disponible quand j'en avais besoin. Ensuite, je souhaite remercier mon ancien professeur de classes prépa, David Bensoussan, qui m'a fait découvrir l'histoire des guerres de religion en France. Sans ses cours rigoureux et enflammés, je n'aurais sans doute pas eu connaissance de ces événements ou, du moins, je n'en aurais pas eu le goût. Enfin, un grand merci à Liz, Marie-Pierre et Emma pour leurs conseils de rédaction et de traduction.

Bien sûr, je n'oublie pas non plus ma famille, mes amis et pourquoi pas les romanciers que j'ai lus, bref toute cette faune que j'ai côtoyée durant ce semestre et avec laquelle j'ai pu tout autant échanger que me changer les idées. Par des voies détournées, ils ont eux aussi marqué ce travail de leur empreinte.

Sommaire

<u>Remerciements</u>	2
<u>Sommaire</u>	3
<u>Introduction</u>	4
<u>I. La genèse de la protection : les motivations des alliés</u>	15
<u>A. L'intérêt des ligueurs bretons</u>	16
<u>B. L'intérêt de l'Espagne</u>	29
<u>II. Les limites de la protection</u>	39
<u>A. Un protecteur fragile</u>	40
<u>B. L'Espagne, protectrice ou envahisseuse ?</u>	54
<u>III. La protection : un jeu d'équilibre</u>	74
<u>A. D'une demande d'assistance à la sujétion : une ouverture des possibles</u>	76
<u>B. Un moyen de contenir les excès du protecteur</u>	85
<u>Conclusion</u>	92
<u>Annexes</u>	96
<u>Bibliographie</u>	113
<u>Table des matières</u>	119
<u>Résumé</u>	122

Introduction

*Morte est l'autorité : chacun vit à sa guise.
Au vice desreiglé la licence est permise,
Le désir, l'avarice et l'erreur incensé
Ont san-dessus-desoubs le monde renversé.
On a fait des lieux saints une horrible voerie,
Un assassinement et une pillerie :
Si bien que Dieu n'est seur en sa propre maison.
Au ciel est revollée et justice et raison,
Et en leur place, hélas, regne le brigandage,
La force, les cousteaux, le sang et le carnage.*

Pierre de Ronsard, « Discours a la Royné » in
Discours des misères de ce temps, 1562, vers
175-184¹.

Le cas de la Bretagne tient une place particulière dans l'histoire de la guerre de la Ligue pour deux raisons qui nous intéresseront particulièrement : la pérennité du conflit, le duc de Mercœur étant le dernier grand chef ligueur à déposer les armes, et la grande implication des puissances étrangères dont l'Espagne qui, sous couvert d'une alliance avec la Ligue bretonne, envoya des troupes sur place et les installa au fort de Blavet.

Les événements qui embrasèrent la Bretagne à cette époque et constituèrent le terreau de cette alliance sont à replacer dans le cadre de la guerre de la Ligue qui ébranla le royaume de France durant les deux dernières décennies du XVI^e siècle. Cette série de conflits qui opposa un mouvement de catholiques zélés au parti protestant et au pouvoir royal entre 1585 et 1598 relevait non seulement des guerres de religion, qui divisaient le pays depuis les années 1560 et la formation d'un parti huguenot puissant et structuré, mais encore d'une crise de succession ouverte en mai 1584 à la mort du duc d'Anjou. Le mariage du roi Henri III avec Louise de Lorraine-Vaudémont étant resté stérile, le décès prématuré du frère du roi signifiait la fin de la branche des Valois et l'avènement d'un nouvel héritier issu de la maison de Bourbon, le prince Henri de Navarre, leader du parti huguenot.

¹ Pierre DE RONSARD, *Discours des misères de ce temps*, éd. 1979, Genève : Droz, 1562, p. 71-72.

C'est cette perspective inacceptable pour les catholiques les plus intransigeants qui servit de prétexte à la création d'une Ligue catholique. Dans un premier temps, ce fut la noblesse mécontente à cause de la crise successorale, et plus largement de la politique d'Henri III, qui décida la formation d'un parti nobiliaire à Nancy en septembre 1584. Lors de cette réunion, la jeune Ligue énuméra son programme et se découvrit un leader dans le charismatique duc Henri de Guise, dont la famille s'était déjà illustrée dans le camp de l'intransigeance au cours des guerres de religion². Dans le manifeste de Péronne publié en mars 1585, cette noblesse ligueuse exposait les causes de son insurrection. Aux considérations religieuses se mêlaient – et se confondaient – des critiques contre la politique du roi Henri III notamment concernant la rétribution des charges et faveurs qu'une poignée de favoris, les *mignons*, s'étaient accaparés³.

Les victoires militaires remportées par les insurgés et l'écho que reçut leur message jusque parmi les bourgeois, et plus largement les classes populaires, contribuèrent à la création de mouvements de Ligue urbaine, isolant chaque fois davantage le roi. Malgré les concessions faites par Henri III avec la signature du traité de Nemours le 7 juillet 1585 et sa tentative de prendre la tête de la Ligue, les tensions avec le mouvement et le duc de Guise ne retombèrent pas. Officiellement unis dans la guerre contre les huguenots, les ligueurs et les fidèles du roi se livraient en réalité à une série de démonstrations de force. Alors que le favori d'Henri III, le duc de Joyeuse, perdait la vie lors de la bataille de Coutras, les victoires du duc de Guise sur les reîtres confirmaient l'avantage des ligueurs. La Journée des Barricades de mai 1588 durant laquelle le roi, pour sa sécurité, dut s'enfuir de Paris devant le duc de Guise et le peuple galvanisé, finit de mettre en garde Henri III. Si dans un premier temps il semblait prêt à avancer encore des concessions pour la Ligue en signant l'Édit d'Union le 17 juillet 1588, dans un second temps il organisa la répression en faisant assassiner le duc de Guise le 23 décembre et son frère le cardinal de Lorraine le lendemain lors des États Généraux de Blois. Cet événement marqua une première rupture entre le pouvoir royal et une grande partie des sujets. La seconde grande rupture fut l'assassinat d'Henri III par le moine ligueur Jacques

2 En effet, si le parti était nouveau, ses principaux instigateurs avaient déjà fait leurs preuves au cours des conflits religieux. Le père des trois frères de Guise, le duc François, fut déjà à l'origine de la répression sanglante de la conjuration d'Amboise de mars 1560 et du massacre de Wassy du 1er mars 1562, qui déclencha la première guerre de religion. À sa mort, survenue au cours de la première guerre de religion, son fils Henri reprit le flambeau représentant lui aussi auprès du roi de France non seulement la famille de Guise mais aussi le parti de l'intransigeance. L'implication de la maison de Guise, et plus largement des Lorraine-Vaudémont, dont était même issue la célèbre reine d'Écosse Marie Stuart, inscrivait la Ligue dans une histoire de l'intransigeance en réactivant des réseaux où convictions religieuses et politiques tout comme liens de famille et de vassalité se confondaient.

3 Les nobles ligueurs réunissaient en effet de nombreux grands seigneurs écartés de la cour par les *mignons*. Parmi ces exclus on retrouvait notamment le duc de Guise. Voir : Jean-Marie CONSTANT, *La Ligue*, Paris : Fayard, 1996, p. 122-125.

Clément le 2 août 1589 qui annonçait alors le couronnement d'Henri de Navarre⁴. Dès lors, l'intensité des conflits s'accroît et les zones de dispute se multiplient à travers le royaume de France polarisé entre d'un côté les ligueurs, et de l'autre les royaux, c'est-à-dire les protestants et les catholiques modérés.

Si cette série d'événements s'apparentait à une guerre civile et ne semblait relever que de la politique intérieure de la France, les enjeux qui les sous-tendaient étaient en réalité européens et justifiaient l'ingérence de puissances étrangères. Les origines et le cours de la guerre de la Ligue sont à comprendre dans le cadre d'une lutte entre le catholicisme et le protestantisme qui ensanglanta l'Europe du XVI^e siècle. Cette division très schématique est bien sûr à nuancer mais elle rend compte d'une préoccupation européenne, d'une tension qui déboucha en France, mais aussi dans d'autres États comme l'Angleterre ou les Provinces-Unies, sur des guerres fratricides. Cette opposition permet aussi de comprendre les jeux d'alliances et les solidarités transnationales qui se formèrent à cette époque entre groupes de même confession. Si des coopérations se nouèrent entre des partis religieux minoritaires, comme ce fut le cas entre les insurgés hollandais et les huguenots, ou entre des États, comme les principautés protestantes de la Ligue de Smalkalde, elles donnèrent lieu aussi à des alliances entre des États et des partis minoritaires sous la forme de protections. Les minorités religieuses pouvaient compter sur l'aide d'États puissants qui, pour leur part, voyaient dans ces solidarités un moyen de faire triompher leur religion et confirmer leur suprématie.

Dans l'Europe divisée de la fin du XVI^e siècle, l'Angleterre et l'Espagne représentèrent deux grandes pôles de soutien pour les minorités religieuses. Ces deux grandes puissances, qui se livraient une guerre hégémonique sur les mers entre l'Europe et l'Amérique, utilisèrent ces réseaux pour faire avancer leur zone d'influence sur le continent. À travers un système d'alliances et de protections inter-confessionnelles, ils multiplièrent les fronts d'une guerre indirecte qui voyait se rencontrer, quand cela était possible, les intérêts des protégés avec ceux des protecteurs.

L'Espagne s'était forgé la réputation de championne du catholicisme au cours du siècle. Derrière cette image, c'est deux aspects du royaume qui se confondaient : celui de puissance hégémonique et celui de modèle politique et religieux.

4 Malgré les édits de Nemours et d'Union qui radiaient le prince de Navarre de la succession au trône de France, Henri III qui s'était rapproché du parti protestant dans les années 1589 signa un nouveau texte, le traité de Tours, qui annulait les édits précédents et rouvrait la succession au trône à Henri de Bourbon.

D'une part, l'Espagne était considérée comme un empire puissant en Europe. C'est sous les Rois Catholiques, par l'union des couronnes de Castille et d'Aragon et la conquête des dernières possessions musulmanes, que l'Espagne avait gagné sa place parmi les grandes puissances européennes. Elle était devenue un empire prospère étendant son emprise sur les péninsules ibérique et italienne et en Amérique. Puis sous Charles Quint, l'empire s'était ouvert vers le nord et l'est grâce à l'héritage des Habsbourg. L'Espagne était alors un pilier de l'empire Habsbourg, au même titre que le Saint Empire Germanique. Ces territoires germaniques n'étaient cependant pas revenus à Philippe II qui, lors de la succession, avait hérité seulement des possessions des royaumes ibériques et des territoires bourguignons, soit les Pays-Bas et le comté de Bourgogne, actuelle Franche-Comté. Cependant, par la conquête du Portugal, il avait confirmé son emprise sur la péninsule ibérique et sa détermination à poursuivre l'expansion de son empire. Il faut dire que Philippe II continuait de recevoir les recettes des galions d'Amérique dont une grande partie allait dans l'effort de guerre.

D'autre part, l'Espagne s'était imposée comme modèle de puissance catholique. Dans une Europe déchirée par les conflits religieux, son intransigeance religieuse et ses victoires sur les Turcs lui avaient valu la sympathie d'une partie des catholiques. Dans leur conception de la politique, les souverains espagnols faisaient de la question religieuse une priorité.

Au sein de son empire, l'État espagnol s'était employé à corriger les *déviances* de ses sujets avec pour idée de les unifier dans la religion. Ce programme avait rencontré cependant une sérieuse résistance au XVI^e siècle avec l'avènement des religions réformées, bientôt appelées protestantes, qui avaient essaimé tout d'abord dans le Saint Empire Germanique puis au Pays-Bas. Charles Quint puis Philippe II avaient gardé une ligne claire en rejetant en bloc les compromis et en réprimant systématiquement le protestantisme. Cette politique montra cependant ses limites aux Pays-Bas où elle entraîna la sécession d'une partie de la région et la plongea dans une guerre longue et coûteuse qui débouchera finalement sur l'indépendance des Provinces-Unies au milieu du XVII^e siècle.

C'est cependant en Espagne que cette politique d'intransigeance connaissait son application la plus totale et radicale. L'Inquisition, qui avait commencé à s'imposer à travers la péninsule sous les Rois Catholiques, permettait à l'État d'avoir un contrôle sur la société qu'il n'avait pas dans ses possessions du nord. Les idées réformées n'ayant pas réussi à s'implanter durablement sur le territoire, c'est contre les minorités que s'appliqua son orthodoxie. Après l'expulsion des Juifs de 1492 et les conversions de force des Maures en 1502, les descendants de ces deux groupes qui avaient accepté la conversion, les Judéo-

convers et les Morisques, continuaient à être regardés avec suspicion. Les décrets pris contre leurs coutumes, les lois de *pureté du sang*, leur interdisant l'accès à des postes administratifs, et les déplacements de population allaient bien au-delà de simples mesures contre les déviances religieuses et s'apparentaient davantage à un nettoyage ethnique⁵.

Mais c'est avant tout grâce à sa politique étrangère que l'Espagne avait su s'imposer comme championne du catholicisme. Forte de sa puissance militaire, financée par ses possessions européennes et les bénéfices de ses colonies américaines, elle avait multiplié les grandes campagnes en Méditerranée contre les pirates barbaresques et contre les Turcs. Avec la bataille de Lépante en 1571, elle avait fait revivre l'esprit des croisades en prenant la tête d'une coalition de puissances catholiques, parmi lesquels les États pontificaux. Cette victoire, qui eut un grand écho en Europe, avait fait de l'Espagne non seulement le rempart contre le péril turc, mais encore la meneuse d'une union catholique trans-nationale. Cette réputation lui était d'ailleurs bien utile dans la période sur laquelle nous travaillons, alors qu'elle était engagée dans une guerre contre les protestants insurgés des Pays-Bas et contre l'Angleterre. Dans cette Europe de l'ouest plus que jamais divisée, jouer la carte de la solidarité catholique s'avéra une stratégie efficace pour fragiliser ses adversaires de l'intérieur.

Pourtant, lorsque l'Espagne apporta son soutien au parti de la Ligue des frères de Guise en 1584, la France était un royaume catholique et, qui plus est, encore gouverné par un souverain catholique. Cet exemple nous montre les limites du schéma que nous avons présenté dans le paragraphe précédent et nécessite de considérer d'autres points de clivages que la seule opposition confessionnelle.

Malgré les traités du Cateau-Cambrésis qui avaient mis fin aux tensions des guerres d'Italie et assuré la paix depuis 1559, l'Espagne et la France restaient rivales en tant que grandes puissances européennes. Dans les deux décennies qui avaient suivi la signature du traité, la France était cependant restée en retrait à cause des conflits internes qui la divisaient. Les années 1570 avaient été particulièrement difficiles pour le royaume qui s'était écharpé au cours de cinq guerres de religions dont le massacre de la Saint-Barthélémy le 24 août 1572 est resté un des épisodes les plus tristement célèbres. À la violence du parti huguenot s'était ajoutée dans ces années celle de catholiques critiques qui étaient restés jusqu'alors du côté du pouvoir. Ils s'étaient érigés en partis dissidents comme celui des Malcontents réunissant sous la bannière du duc d'Anjou, le frère d'Henri III, des catholiques modérés opposés à

⁵ Nous reprenons ici l'image de Geoffrey Parker qui utilisait le terme de *limpieza étnica*. Geoffrey PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, Barcelona : Planeta, 2010.

l'absolutisme et à l'intransigeance religieuse, ou encore en petits partis catholiques intransigeants appelés ligues qui, à l'échelle locale, semblaient déjà préfigurer les incidents à venir⁶.

Après ces années sanglantes, les premiers temps de la décennie de 1580 annonçaient enfin la paix et la concorde dans le pays. C'est dans ce contexte que la France commença à se réintéresser pleinement aux affaires européennes. Cependant, Philippe II voyait avec circonspection le retour de son voisin et rival. Dans le cadre de ce nouveau bras de fer, la France multipliait en effet les affronts envers l'Espagne en l'attaquant sur ses points faibles. Elle favorisa notamment les séditions internes à l'empire en soutenant les insurgés protestants des Provinces-Unies – de manière indirecte par le biais du duc d'Anjou – et en défendant la cause du prieur de Crato, héritier au trône de Portugal⁷. Peut-être l'Espagne craignit-elle aussi de voir la France se rapprocher de l'Angleterre, son second grand ennemi, perspective que les promesses de mariage entre Élisabeth I^{re} et le duc d'Anjou semblaient annoncer. Les tensions entre l'Espagne et l'Angleterre ne cessaient en effet d'aller croissant à mesure que le royaume insulaire affichait ses ambitions d'hégémonie sur les mers d'Europe et d'Amérique et son hostilité au chef de file des catholiques et oppresseur du protestantisme aux Pays-Bas. L'alliance de deux ennemis puissants comme l'Angleterre et la France – qui ne s'encombraient pas de considérations religieuses⁸ – aurait sérieusement mis en péril l'intégrité – voire la pérennité – du grand empire espagnol. Le réveil de la France sur la scène européenne et les risques que cela faisait encourir à Philippe II confirmaient au monarque la nécessité d'agir.

Les troubles de la Ligue se présentèrent justement à Philippe II comme une occasion de répondre aux provocations de son voisin français. Le duc de Guise, qui cherchait un soutien pour sa révolte, trouva dans l'Espagne un protecteur ouvert et en phase avec sa conception du catholicisme et son application politique intransigeante. Selon Ivan Cloulas, le duc était déjà en lien avec le Roi Catholique bien avant la création de la Ligue et le servait en tant qu'espion. Il lui attribue notamment un rôle dans les projets espagnols d'invasion de l'Angleterre et de tentatives de destitution d'Élisabeth I^{re} au profit de sa propre cousine,

6 Jean-Marie Constant écrit que ces groupes « [s'inscrivent] dans la ligne traditionnelle des ligues nobiliaires et des mouvements de défense de la religion catholique qui se sont organisés dans les provinces à partir de 1561. Les Guises y jouèrent sans doute un rôle, mais pas plus que [d'autres nobles] ». Pour en savoir davantage à ce propos, voir : J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p.70-76.

7 Voir le chapitre "La résistance des Açores" dans Michèle ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne : apogée et déclin, 1572-1598*, Paris : Tallandier, 2015, p. 591-592.

8 En effet, dans une Europe dominée par les Habsbourg, la France avait appris à sceller des alliances opportunistes avec les protestants, comme lors de son adhésion à la Ligue de Smalkalde pendant les guerres d'Italie, et même avec les Turcs. Cette conception très pragmatique et moderne de la politique lui était avant tout dictée par la nécessité de se placer par rapport à son puissant adversaire espagnol en s'alliant à ses ennemis.

l'héritière présomptive Marie Stuart, dont la mère était une Guise⁹. Les convictions politico-religieuses et les ambitions familiales allaient souvent de pair et sont à prendre en compte pour comprendre l'engagement et les motivations des puissants.

Le 31 décembre 1584, quelques mois après la conférence de Nancy, acte de naissance de la Sainte Ligue, les dignitaires du parti intransigeant signèrent avec l'Espagne le traité de coopération de Joinville. Dans ce document, les deux partis s'engageaient au maintien de la religion catholique et à l'éradication du protestantisme en France comme aux Pays-Bas. Les questions successorales françaises étaient aussi abordées et évinçaient Henri de Navarre de la succession. Enfin, en contre-partie d'un soutien financier espagnol, le parti ligueur s'engageait à ne pas aller contre les intérêts de l'empire et ainsi ne pas traiter avec les Turcs ou mener d'expéditions nuisibles à leur commerce¹⁰. Comme l'écrit Jean-Marie Constant, la signature de ce traité était un coup de poker pour l'Espagne. Le grand empire, plus que de parier sur une victoire de l'intransigeance, cherchait à alimenter les désordres internes pour affaiblir son rival¹¹. Ainsi, la série d'événements qui marquèrent la guerre des trois Henri sont à comprendre dans le cadre d'une coopération entre l'Espagne et la Ligue. Même la journée des Barricades, qui semblait pourtant être née d'un mouvement spontané du peuple de Paris galvanisé, avait été planifiée par la Ligue et l'Espagne, laquelle s'apprêtait à lancer son Invincible Armada et voulait frapper un coup fort pour s'assurer la neutralité de la France¹². Deux fronts qui, a priori, paraissaient indépendants, relevaient en réalité d'une stratégie coordonnée, fruit d'une alliance catholique sous l'égide de l'Espagne.

La mort des fondateurs de la Ligue, Henri de Guise et son frère le cardinal de Guise, puis celle d'Henri III, vinrent cependant rebattre les cartes. Dans un pays où désormais le pouvoir central, incarné par un prince jugé hérétique, était remis en question et où des foyers ligueurs se développaient avec une pleine autonomie, l'Espagne découvrit de nouvelles perspectives. À un interlocuteur unique, en la personne du duc de Guise, se substitua une multitude de partenaires davantage ancrés dans le territoire et qui, de par leur isolement, étaient aussi plus vulnérables et dépendants. Certes, l'Espagne maintint des relations diplomatiques et militaires privilégiées avec le premier représentant de la Ligue, le duc de

9 Ivan CLOULAS, *Philippe II*, Paris : Fayard, 1992, p. 462-463.

10 J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 115.

11 *Ibid*, p. 115.

12 Voir l'étude très précise de Serge Brunet sur les liens entre Philippe II et la Ligue, notamment la Ligue urbaine parisienne : Serge BRUNET, « Philippe II et la Ligue parisienne (1588) », in *Revue historique*, n° 656, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 795-844.

Mayenne, jusqu'à sa reddition en janvier 1596, mais elle répondit aussi en parallèle aux sollicitations des villes et provinces insurgées.

C'est dans ce contexte que l'Espagne s'ouvrit aux sollicitations du chef de la Ligue bretonne, Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur. La coopération qui s'établit avec lui fut la plus longue de l'histoire de la Ligue et s'acheva avec sa soumission à Henri IV en 1598. L'Espagne traita Mercœur comme un chef indépendant et, preuve de son intérêt, garda, tout au long de son intervention, deux ambassadeurs officiels à Nantes et une armée de plusieurs milliers de soldats à Blavet, actuel Port-Louis. Néanmoins, cette coalition fut aussi traversée de tensions violentes et de profonds désaccords. Le lien religieux qui unissait ces deux partis catholiques n'était pas suffisant pour garantir leur entente et leur coopération de telle sorte que, bien vite, les intérêts personnels de chaque acteur prirent l'ascendant sur le projet de lutte commune contre Henri IV.

C'est précisément la mise en place de cette protection et son application difficile mais nécessaire qui nous intéresseront dans ce travail. En trois temps, nous essaierons de comprendre les intérêts et les difficultés qu'avaient la Ligue et l'Espagne à s'unir – et surtout se maintenir – dans un même camp catholique¹³. Tout d'abord, à travers une contextualisation plus précise de la situation en Bretagne et en Espagne en 1589, nous dégagerons les problèmes et les enjeux du moment. De là, nous chercherons à comprendre les motivations des deux alliés catholiques en soulignant leurs intérêts – communs mais surtout particuliers – à collaborer. Nous verrons ainsi que l'Espagne voyait dans l'intervention en Bretagne un moyen d'ouvrir un autre front dans la guerre qu'elle menait contre les puissances protestantes. Ensuite, nous prendrons davantage en compte la dimension chronologique et factuelle du conflit pour présenter les limites de l'alliance. Par une étude des événements entre 1589 et 1598, nous interrogerons le rôle de l'Espagne et notamment sa capacité et sa disposition à se faire protectrice de la Ligue. Notre étude comprendra différentes échelles : régionale, nationale et européenne, afin de rendre compte des interactions et des répercussions entre les événements. Par moment, elle décentrera aussi son point-de-vue de la Bretagne et la France à l'Espagne pour montrer l'impact de la situation intérieure du pays sur sa politique étrangère. Enfin, nous terminerons par une étude plus diplomatique de la collaboration en questionnant le lien de protection en lui-même et comment il a permis de faire durer cette collaboration conflictuelle. Nous en montrerons l'originalité et les qualités. Nous verrons que, d'un côté, la protection permettait de faire collaborer des forces aux

¹³ Par commodité, nous emploierons le terme de « camp catholique » pour désigner le front formé des Espagnols et de la Ligue. Cela ne signifie pas, bien entendu, que tous les catholiques sont de ce camp mais plutôt que le catholicisme en était le principe et l'identité.

intérêts divergents, parfois contraires, et que, d'un autre côté, son cadre moral et religieux offrait au protégé un rempart contre les excès du protecteur.

Les sources que nous emploierons pour cette étude seront de deux types. Tout d'abord, nous nous appuyerons sur un recueil de reproductions de documents originaux issus de la correspondance entre les ligueurs bretons et l'Espagne publié par Gaston de Carné¹⁴. Son travail remarquable et considérable (362 documents sont publiés) à partir d'archives aujourd'hui gardées à Simancas, nous permettra non seulement de connaître des événements mais aussi leur réception par les acteurs, la plupart de ces lettres étant des comptes-rendus ou des plaintes. De plus, cet ouvrage nous offre un témoignage précieux de la stratégie et des intrigues espagnoles car, contrairement à ce qu'indique son titre, en plus de la correspondance entre les ligueurs et l'Espagne, Carné présente la correspondance entre Madrid et ses agents espagnols en Bretagne¹⁵.

Ensuite, nous réfléchirons à partir de commentaires et études historiques : articles, ouvrages, mémoires et documents internet. Sur l'histoire de la Ligue en Bretagne, le livre d'Hervé Le Goff nous a été d'une aide précieuse¹⁶. Faisant s'entre-croiser les événements et leur analyse, il est une complète mise-au-point sur le sujet. Il reprend les avancées de la tradition sur le sujet allant des historiens ecclésiastiques de l'époque moderne Dom Morice et Dom Taillandier et des historiens du XIX^e siècle comme Louis Grégoire au contemporain Philippe Hamon. Son travail se fonde aussi sur des documents originaux parmi lesquels ceux recueillis par Carné mais aussi des sources anglaises qui n'avaient pas été suffisamment exploitées jusqu'alors et apportèrent un point-de-vue nouveau sur le sujet. Car en effet, comme l'annonce le sous-titre même de son ouvrage, « guerre civile et conflit international », Hervé Le Goff s'attache à souligner l'importance des affaires de Bretagne dans l'histoire européenne et à montrer le rôle prépondérant qu'y jouèrent les puissances étrangères. Son idée était de décloisonner les études sur la Ligue en Bretagne et montrer qu'on pouvait écrire une histoire de l'Europe à partir d'un lieu précis – dans une certaine mesure excentré – où se

14 Gaston DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur et des ligueurs bretons avec l'Espagne*, 2 volumes, Rennes : Plilhon et L. Hervé, 1899 [en ligne]. Disponible ici : <http://bibnum.univ-rennes2.fr/items/show/683>, <http://bibnum.univ-rennes2.fr/items/show/684> [consulté le 15/06/2019].

15 Cet ouvrage a, cependant, ses limites. Tout d'abord, le choix des documents n'est qu'un échantillon de la correspondance sur les affaires de Bretagne et ne relève que de l'intérêt que leur portait l'auteur. Ensuite, plusieurs documents ont été résumés par Carné lui-même et ceux en espagnol ont été traduits. Ce recueil ne saurait remplacer totalement les documents originaux car la subjectivité de l'auteur y est omniprésente. Il est probable qu'une étude directe des documents premiers nous permettrait d'aller encore plus loin dans la compréhension de notre sujet voire d'en découvrir de nouveaux aspects.

16 Hervé LE GOFF, *La Ligue en Bretagne : guerre civile et conflit international, 1588-1598*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010.

sont noués des enjeux et où, peut-être, se sont résolus des problèmes. En cela, la perspective de cet ouvrage rentrait en corrélation avec notre sujet et l'inspira grandement.

Ensuite, plus précisément sur la figure de Mercœur et son entrée progressive en révolte, nous avons consulté deux articles contenus dans un ouvrage collectif consacré au personnage. Le premier, écrit par Nicolas Le Roux, traite des premières années de Mercœur comme courtisan et de son déchirement entre ses convictions ligueuses et son obligeance envers Henri III¹⁷. Le second, co-écrit par Ariana Boltanski et Philippe Hamon, s'intéresse aux premiers temps de la rébellion ouverte de Mercœur et interroge sa place et son rôle de chef de la Ligue bretonne¹⁸.

Pour l'étude de la guerre de Ligue à l'échelle nationale, nous sommes parti tout d'abord de l'ouvrage sur les guerres de religion de Nicolas Le Roux afin de replacer le conflit dans le contexte des guerres contre les huguenots du XVI^e siècle et celui du début de règne d'Henri IV¹⁹. Ensuite, pour l'étude plus détaillée des événements, nous nous sommes appuyé sur le livre de Jean-Marie Constant sur la Ligue qui développe les exemples et les analyses sur la période même de la Ligue²⁰. Pour notre approche de l'Espagne de Philippe II, nous avons également entrecroisé les études larges avec des ouvrages plus précis. Sur l'Espagne du siècle d'or, le dictionnaire d'Annie Molinié-Bertrand nous a été d'une grande aide, notamment pour comprendre le système économique espagnol et la crise des années 1590²¹. Sur Philippe II plus précisément, nous sommes parti de l'ouvrage biographique d'Ivan Cloulas dont le développement sur l'intervention espagnole en France est conséquent²², et de ceux de Michèle Escamilla²³ et Geoffrey Parker²⁴ qui ont la qualité de proposer une étude axée sur la stratégie globale de Philippe II et de montrer la cohérence et l'interdépendance des divers théâtres d'opération.

Enfin, notre travail s'intéresse, certes, aux événements mais propose aussi une réflexion autour du lien de protection. Développée dans le troisième chapitre, elle s'inspire de

17 Nicolas LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin". Les Engagements du duc de Mercœur sous le règne d'Henri III », in Emmanuel BURON & Bruno MÉNIEL (dir.), *Le duc de Mercœur, 1558 1602 : les armes et les lettres*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 27-74.

18 Ariane BOLTANSKI & Philippe HAMON, « Le duc de Mercœur gouverneur de province : entre statut, Ligue et Bretagne (1589-1598) », in Emmanuel BURON & Bruno MÉNIEL (dir.), *Le duc de Mercœur, 1558 1602 : les armes et les lettres*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 75-97.

19 Nicolas LE ROUX, *Les guerres de religion (1559-1629)*, Paris : Belin, 2009.

20 J-M CONSTANT, *La Ligue*.

21 Annie MOLINIÉ-BERTRAND, *Vocabulaire historique de l'Espagne classique*, Collection *Que sais-je ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 1997.

22 I. CLOULAS, *Philippe II*.

23 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*

24 G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*.

celle de Fabrice Micallef dans son article sur les liens de protection dans la Ligue provençale²⁵. Bien que son travail parte d'un cas précis, il en dégage des axes essentiels pour comprendre le lien de protection dans la première modernité et nous avons essayé de montrer qu'ils étaient également pertinents pour comprendre les rapports entre l'Espagne et la Ligue de Mercœur.

25 Fabrice MICALLEF, « "Sous ombre de protection". Stratégies et projets politiques pendant les "affaires de Provence" (France-Espagne-Italie, 1589-1596) », in *Revue historique*, n° 656, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 763-794.

I. La genèse de la protection : les motivations des alliés

Penser la coopération entre deux acteurs aussi différents que la Ligue catholique bretonne et le grand empire espagnol suscite de nombreuses questions et en premier lieu celle des intérêts qu'avaient chacun des deux acteurs à collaborer. Pour la petite Ligue bretonne, l'Espagne représentait un danger car c'était un empire puissant et ambitieux. Dans les années 1580, Philippe II n'avait caché ni ses visées expansionnistes, en annexant le Portugal par la force, ni sa détermination et son *machiavélisme*, en déstabilisant d'autres puissances catholiques comme la France. Bien que l'Espagne s'affichât comme championne du catholicisme et rempart contre les *hérétiques*, elle était aussi un empire avec ses ambitions et ses priorités. Demander l'aide de l'Espagne et son intervention signifiait remplacer un danger par un autre. Quelles raisons ont donc contraint la Ligue à prendre le risque de la protection ?

Nous pouvons aussi nous interroger sur l'engagement de l'Espagne. Quels intérêts avait-elle de son côté à répondre à la Ligue catholique et ouvrir un front particulier en Bretagne en envoyant une armée et des diplomates permanents ? Dans quelle mesure partageait-elle des intérêts communs avec la Ligue bretonne et quels ont été ses intérêts particuliers ?

Dans ce premier chapitre, nous allons justement nous poser la question des motivations derrière le choix de l'alliance de ces deux membres. Cette première étape de l'étude nous demandera de présenter précisément les acteurs de chacun des deux groupes. Ce faisant, nous contextualiserons le sujet en montrant comment ils s'inscrivaient dans les tensions géopolitiques de l'époque à une échelle nationale, dans le cadre de la Guerre de la Ligue, mais aussi internationale.

A. L'intérêt des ligueurs bretons

1. Les limites de l'insurrection ligueuse : une révolte démunie

Lorsque le duc de Mercœur envoya le capitaine Lobier à l'Escorial pour rencontrer Philippe II et lui demander assistance en août 1589, le pays venait d'entrer dans une nouvelle phase de la guerre de la Ligue. L'assassinat d'Henri III par le moine ligueur Jacques Clément le 2 août avait fini de scinder la France en deux camps opposés et irréconciliables : d'un côté celui des royaux réunissant les protestants et les *politiques*²⁶ derrière Henri IV, et en face celui de l'intransigeance catholique regroupée sous la bannière de la Ligue dont le duc de Mayenne avait pris la tête à la mort de son frère le duc de Guise²⁷.

Dans ce contexte de révolte, la légitimité du pouvoir central était remise en question. La colère qui éclata à travers l'acte radical du régicide ne fit que marquer dans le sang un divorce qui s'était progressivement opéré entre le pouvoir royal et les sujets depuis la mort du duc d'Anjou. En août, une grande partie de la France était déjà acquise aux idées de la Ligue. Si dès mai 1588, le duc de Guise se faisait maître de Paris lors de la journée des Barricades chassant le roi de sa propre capitale, ce n'est véritablement que suite à l'assassinat de ce même duc de Guise et de son frère le Cardinal Louis de Lorraine par Henri III en décembre 1588, que le « venin de la Ligue »²⁸ se répandit sur tout le territoire. À la violence jugée illégitime du roi répondit celle d'une partie du peuple et de la noblesse. Les accusations de tyrannie contre le roi émises par les autorités intellectuelles et religieuses²⁹, justifiaient l'entrée en résistance. Le pouvoir central étant remis en question, de nombreuses villes et places-fortes se rangèrent derrière des pouvoirs ligueurs locaux qu'ils soient urbains ou nobiliaires. L'hiver 1589 vit se multiplier les soulèvements ligueurs sur tout le territoire comme à Orléans dès le 23 décembre ou à Toulouse où fut institué un comité ligueur autonome le 8 janvier et où furent massacrés deux hauts dignitaires du pouvoir royal le 10 février suivant³⁰.

26 Ceux qu'on appelait les *politiques* durant les guerres de religion étaient les catholiques partisans de la conciliation.

27 Le 4 mars 1589, le duc de Mayenne prit le titre inédit de lieutenant général de l'État royal et couronne de France et s'entoura d'un conseil d'État composé de membres des trois ordres. Voir : N. LE ROUX, *Les guerres de religion...*, p. 274.

28 Nous reprenons ici l'expression employée par Hervé Le Goff comme intitulé d'un de ses chapitres. Voir : H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 52.

29 Le 7 janvier 1589, la Sorbonne relève les sujets de l'obéissance au monarque. En mai de la même année, le pape Sixte Quint lance un monitoire d'excommunication contre Henri III.

30 Nous reprenons ici deux exemples de sédition ligueuse parmi bien d'autres, l'un pour sa précocité et l'autre pour sa radicalité. Pour avoir plus de détail sur cette période, se reporter à : N. LE ROUX, *Les guerres de religion...*, Paris : Belin, 2009, p. 265-266.

a. L'entrée de la Bretagne dans la guerre de la Ligue

Dans ce nouvel épisode des guerres de religion, le conflit ne concernait plus seulement une partie du territoire, comme ce fut le cas précédemment lorsque les batailles se déroulaient autour des places-fortes et régions huguenotes. La question successorale touchait la nation dans son intégralité. Les provinces qui avaient alors été les plus épargnées par les conflits religieux se trouvaient concernées par cette crise.

La Bretagne avait su rester relativement à l'écart des batailles depuis le début des guerres de religion, notamment parce qu'il n'y existait pas de communauté protestante solide sauf dans certaines villes comme Vitré ou Nantes³¹. Étant donnée la faiblesse du parti huguenot, les conflits religieux qui éclatèrent en Bretagne opposèrent avant tout des seigneurs catholiques locaux à des troupes huguenotes venues de régions voisines pour réaliser des coups d'éclat³². Si aux Marches de Bretagne la proximité de foyers protestants put alimenter des craintes, notamment dans les années 1589 où les troupes d'Henri de Navarre menèrent des raids contre le comté nantais, c'est avant tout la défiance envers le pouvoir royal qui entraîna l'adhésion des Bretons à la Ligue.

Comme dans le reste de la France, un parti ligueur puissant se mit progressivement en place en 1589 en Bretagne. Il se forma autour du gouverneur de la province, le duc de Mercœur. Celui-ci parvint à rallier à lui les villes et seigneurs insurgés et créer un système concurrent à celui du roi. La charge de gouverneur que lui avait octroyée Henri III, ses possessions en tant que duc de Penthièvre et son appartenance à la maison de Lorraine contribuèrent à faire de lui le leader naturel de la sédition.

Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, était le fils de Nicolas de Lorraine et de Jeanne de Savoie. Tout comme la famille de Guise, celle de Mercœur était issue d'un grand lignage du royaume de France : la maison des Lorraine-Vaudémont, branche cadette de la maison de Lorraine³³. Avant qu'il ne s'affichât officiellement dans le parti de la Ligue, le

31 Selon Hervé Le Goff, l'implantation de la réforme dans la région resta relativement limitée car elle ne parvint pas à atteindre les couches populaires. Dans les campagnes, elle ne trouva de l'écho que chez la noblesse tandis que dans la plupart des villes, elle provoqua l'hostilité de la population et des pouvoirs. La réforme ne parvint à s'enraciner et se développer véritablement que dans les villes et possessions appartenant à de puissantes familles protestantes ou sympathisantes comme à Vitré, La Roche-Bernard, Rieux et Rochefort que possédaient les Rieux ou encore Blain, Josselin et Pontivy détenues par les Rohan. Elle connut aussi une certaine pérennité à Nantes du fait de la proximité de la région avec l'Anjou et le Poitou où existait une communauté protestante plus importante. H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 24-39.

32 Ce fut le cas par exemple à Concarneau qui fut envahie par les seigneurs protestants locaux alliés aux Rochellois en 1577 ou encore au Mont Saint-Michel qu'attaquèrent les troupes huguenotes de Normandie en 1575 et 1577. Ces conflits prirent aussi la forme de combats plus conventionnels comme entre 1588 et 1589 dans le comté nantais entre les troupes d'Henri de Navarre et celles du duc de Nevers soutenu par Mercœur.

33 N. LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin"... », p. 30.

duc Philippe-Emmanuel de Mercœur bénéficiait d'une position privilégiée à la cour. C'est à sa sœur, Louise de Lorraine, qu'il dut son ascension fulgurante. Grâce à son mariage avec Henri III en 1575, Mercœur entra à la cour et s'attira la bienveillance du roi³⁴. Celui-ci aimant à s'entourer de fidèles, ses fameux *mignons*, il fit bénéficier le jeune courtisan de ses largesses. Le 12 juillet 1575, Mercœur réalisa un mariage prestigieux en épousant Marie de Luxembourg, héritière de Penthièvre, une grande famille qui avait des prétentions sur le duché de Bretagne³⁵. En 1577, il se rendit pour la première fois en Bretagne pour faire valoir les droits auxquels il pouvait prétendre³⁶. Il lui fallut cependant attendre le 5 septembre 1582 avant d'être désigné gouverneur de la province par le roi³⁷.

Ainsi, lorsque la ligue nobiliaire prit les armes à la suite d'Henri de Guise en 1585, le duc de Mercœur se trouva tiraillé entre deux camps dont il faisait partie. Bien que fervent catholique et parent des Guise, il était aussi obligé envers Henri III à cause du mariage de sa sœur et des largesses dont il avait bénéficié³⁸. Ses relations avec la cour et le roi s'étaient cependant ternies dans les années précédant la création de la Ligue, notamment à cause des divers refus qu'il avait essuyé dans l'obtention de charges³⁹ et des menaces de répudiation qu'Henri III faisait peser sur sa sœur à qui il reprochait de ne pas lui donner d'héritier⁴⁰. Malgré son absence à la conférence de Nancy et à la signature du traité de Joinville auxquelles il fut convié, Mercœur finit par rejoindre la sédition de 1585 en s'assurant la prise du château de Nantes et des villes de Morlaix, Redon et Fougères. Son action resta cependant contrariée par les contre-pouvoirs fidèles au roi. Avec l'Édit de Nemours, il était considéré à l'égal des autres grands chefs insurgés et cela malgré la tiédeur dont il avait fait preuve au cours de la mobilisation et son absence à la table des négociations. Il reçut à cette occasion deux places de sûreté en Bretagne : Dinan et Concarneau⁴¹.

Si Mercœur avait participé à cette première mobilisation de la Ligue avec beaucoup de retenue, ce fut assurément suite à l'assassinat du duc et du cardinal de Guise en décembre 1588 qu'il se décida à franchir le pas et se dresser ouvertement contre Henri III. Plusieurs sources, dont un pamphlet de l'époque, rapportent que Mercœur aurait lui aussi été visé par

34 *Ibid*, p. 30.

35 *Ibid*, p. 33.

36 *Ibid*, p. 34.

37 *Ibid*, p. 27.

38 Nicolas Le Roux publie un extrait d'une lettre d'Henri III dans laquelle celui-ci rappelle à Mercœur son obligeance : « [...] vous y estes plus particulièrement obligé que ung aultre pour beaucoup de considerations que je laisse a vous mesmes de juger ».

39 Le duc de Mercœur se vit en effet refuser le poste d'amiral en Bretagne face au duc de Joyeuse et l'office de connétable. *Ibid*, p. 38.

40 *Ibid*, p. 42.

41 J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 131.

cette série d'assassinats des têtes de la Ligue mais, prévenu à temps par sa sœur, il ne se serait pas rendu à Blois⁴². Dans les premières semaines de 1589, le gouverneur de Bretagne semblait vouloir couper les ponts avec le roi. En janvier, il réclamait au duc de Nevers le renvoi de l'artillerie qu'il lui avait confiée pour combattre les protestants dans le Poitou et, parallèlement, il réunissait des troupes autour de Nantes⁴³. Mercœur préparait-il la révolte à dans cette ville ? Cela est probable, cependant Ariane Boltanski et Philippe Hamon nous mettent en garde sur l'interprétation de ces mesures en rappelant que le comté nantais était réellement menacé par les troupes huguenotes réunies dans le Poitou⁴⁴. La première manœuvre ouvertement offensive de Mercœur contre l'autorité d'Henri III fut la séquestration du premier président du parlement de Bretagne, Faucon de Ris, le 2 mars 1589. La capture de ce fidèle agent du roi, envoyé par celui-ci pour apaiser Mercœur et s'assurer sa fidélité, marquait clairement la rupture du gouverneur de Bretagne avec le pouvoir royal et son administration. Le 13 avril, le Parlement de Rennes déchoira Mercœur de ses fonctions, mesure entérinée par Henri III cinq jours plus tard.

C'est d'ailleurs à partir de ce mois de mars 1589 que Mercœur commença à rallier les villes bretonnes à la Ligue. Des agents du gouverneur de Bretagne travaillèrent à faire entrer la province dans la sédition. Mercœur envoya des émissaires dans les villes pour les décider à franchir le pas tandis que sur place il bénéficiait du soutien du haut clergé et de prédicateurs qui préparaient les esprits⁴⁵. Des pamphlets circulaient également pour influencer les opinions⁴⁶. Dans les villes, des comités ligueurs se mettaient en place pour contrer les pouvoirs restés fidèles au roi, par consensus ou par les armes⁴⁷. Les autorités locales, dont l'influence décidait de l'engagement des villes, étaient parfois divisées voire en opposition avec le peuple comme à Quimper⁴⁸. À Morlaix et Guingamp, des conseils composés de bourgeois, de nobles et d'ecclésiastiques se mirent en place à la mort d'Henri III⁴⁹. À Saint-

42 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 62.

43 A. BOLTANSKI & P. HAMON, « Le duc de Mercœur gouverneur de province... », p. 78. H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 62.

44 *Ibid*, p. 78.

45 *Ibid*, p. 82. N. LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin"... », p. 54. H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 74.

46 Voir à ce sujet : Antoine PINAULT, « Un pamphlet ligueur : Le dialogue d'Adrien Jacquelot », in Dominique LE PAGE (dir.), *Usages et images de l'argent dans l'Ouest atlantique aux Temps modernes*, 2007, p. 245-305.

47 J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 259 -260.

48 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 81.

49 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 82-83.

Malo un conseil résolument plus anti-nobiliaire s'imposa⁵⁰. Les paroisses rurales participèrent aussi à l'insurrection comme dans le Trégor en mars 1589⁵¹.

Mercœur essaya également de s'assurer en personne la fidélité des villes de Haute-Bretagne avec, selon Hervé Le Goff, l'objectif d'isoler les royaux dans la péninsule⁵². Le mois de mars 1589, il obtint la soumission de Redon⁵³, sans mener de combat, puis celle de Fougères par un arrangement financier⁵⁴. Il ne parvint cependant pas à prendre Vitré, bastion historique du parti huguenot en Bretagne. En revanche, Rennes connut un bref épisode ligueur grâce à Mercœur. Le 14 mars, le duc rentra dans cette ville où un comité ligueur s'était emparé du pouvoir deux jours plus tôt. Rennes, qui abritait pourtant le Parlement, institution restée majoritairement favorable au roi, et des nobles fidèles comme le lieutenant général de la Hunaudaye et le gouverneur de la ville René-Marc de Montbarot⁵⁵, s'était rendue à la Ligue après une journée des barricades. L'autorité de Mercœur, qui était encore gouverneur de la province, finit de convaincre les pouvoirs urbains de se ranger derrière ce mouvement. L'expérience ligueuse de Rennes ne dura cependant pas longtemps car dès le 27 mars une lettre du roi condamnant Mercœur et le parti ligueur ranimèrent les royaux qui reprirent le contrôle de la ville le 5 avril suivant et la gardèrent jusqu'à la fin de la guerre.

Au cours de l'année 1589, deux gouvernements parallèles s'établirent en Bretagne avec comme siège Rennes pour les royaux et Nantes pour les ligueurs⁵⁶. Mercœur installa dans cette ville un parlement ligueur puis une chambre des comptes où il battait la monnaie⁵⁷. À partir de 1591, il convoqua également des États Généraux de la Ligue bretonne, un moyen d'affirmer sa domination sur l'ensemble de la Bretagne ligueuse⁵⁸.

Néanmoins, dans cette situation de renversement des pouvoirs, quelle part de la Bretagne suivait encore Mercœur ? Le mouvement ligueur était lui-même né de la défiance des sujets envers le pouvoir central, parfois même envers la noblesse. Les autorités locales – que ce soit des conseils urbains ou les seigneurs – avaient joué un rôle prépondérant dès le

50 Jean-Marie Constant consacre un chapitre au cas des républiques ligueuses maritimes comme Morlaix et Saint-Malo. Voir : J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 281.

51 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 83.

52 *Ibid*, p. 80.

53 *Ibid*, p. 77.

54 *Ibid*, p. 78.

55 *Ibid*, p. 76.

56 Nantes fut acquise très tôt à la cause de la Ligue. Une partie des habitants avait fait serment à l'Union dès septembre 1588 et s'était emparé du pouvoir au mois de mars suivant. La femme du duc de Mercœur, Marie de Luxembourg, avait joué un rôle important dans cette intrigue sans doute en concertation avec son époux, alors occupé à rallier les autres villes de Haute-Bretagne.

57 *Ibid*, p. 72.

58 À ce sujet, voir : Lorraine DURAND, *Les États de la Ligue en Bretagne (1591-1594)*, mémoire de Master 2 « Histoire, sociétés, cultures » dirigé par Philippe HAMON, Université Rennes 2, 2016.

début du mouvement. À la différence des royaux, qui pouvaient compter sur les réseaux antérieurs aux troubles de 1589, la Ligue était plus déconstruite et divisée. À la tête du mouvement même régnait le flou et l'instabilité. La Ligue étant incapable de se mettre d'accord sur l'élection d'un souverain catholique⁵⁹, c'était le duc de Mayenne qui représentait le parti à la manière d'un intendant. Néanmoins, son autorité restait limitée et de nombreux acteurs concurrents agissaient en toute indépendance, en témoigne l'affaire Brisson de novembre 1591 durant laquelle le Conseil des Seize défia son autorité dans la capitale⁶⁰. Mercœur lui-même agissait avec beaucoup de liberté vis-à-vis de Mayenne d'autant plus que la Bretagne était loin des champs de bataille de Mayenne et bénéficiait de l'appui des Espagnols. Alors la situation de la Ligue nationale était-elle la même à l'échelle de la Bretagne ? Dans ce système ligueur encore balbutiant et difficilement contrôlable, quel était le pouvoir effectif de Mercœur ? Nous allons voir que c'est justement la division du mouvement et la difficile mobilisation de ses membres qui motivèrent Mercœur à demander son soutien à l'Espagne.

b. Mercœur, chef d'un mouvement fragile et démuni

De nombreux commentateurs ont souligné la position de force dans laquelle se trouvait Mercœur à l'avènement d'Henri IV. La liste des villes insurgées en septembre 1589 avancées par le *Tesoro politico* est en effet éloquente et semble confirmer cette thèse. Nantes, Vannes, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Dol, Saint-Pol de Léon, Tréguier, Quimper, Ploërmel, Dinan, Fougères, Redon, Morlaix et Guingamp avaient rejoint la Ligue et c'est bien sûr sans compter les bourgs et les campagnes⁶¹. Une partie de la noblesse bretonne avait aussi affirmé son soutien à Mercœur comme les frères d'Arradon, les Carné, les Goulaine⁶² et le duc pouvait aussi s'appuyer sur l'aide de grands seigneurs comme le sieur de Boisdauphin, gouverneur d'Anjou et du Maine.

Ariane Boltanski et Philippe Hamon nous invitent cependant à remettre en question une tradition historiographique ayant tendance à exagérer l'emprise de la Ligue pour mieux

59 En effet, la Ligue ne parvint pas à se mettre d'accord pour opposer un monarque à Henri IV. Dans un premier temps, elle désigna le cardinal de Bourbon comme successeur à Henri III. Celui-ci fut cependant emprisonné par le pouvoir royal en décembre 1588 et mourut le 9 mai 1590 en prison. Par la suite, le parti catholique ne parvint pas à se mettre d'accord pour l'élection d'un autre monarque lors des États Généraux à Paris en 1593.

60 N. LE ROUX, *Les guerres de religion...*, p. 287-290.

61 N. LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin"... », p. 62.

62 *Ibid*, p. 61.

faire l'éloge du Béarnais. La suprématie de Mercœur en Bretagne est à nuancer, ce que nous proposons de faire ici à travers une étude plus détaillée de l'influence de la Ligue dans la province puis de celle de Mercœur au sein de la Ligue.

L'autorité de Mercœur était tout d'abord limitée par celle des royaux. Bien que la Ligue urbaine fût puissante en Bretagne, comme on a pu le voir avec la liste du *Tesoro politico*, certaines villes influentes lui avaient échappé comme Brest, Vitré et Rennes. Le roi y bénéficiait encore de la fidélité de leurs administrateurs comme à Brest le sieur de Châteauneuf à qui succéda son frère, le sieur de Sourdéac, et à Rennes le lieutenant général de la Hunaudaye et le gouverneur Montbarot qui reprirent en main la défense de la ville après sa courte aventure ligueuse. Bien entendu, des places plus modestes se maintinrent également sous obédience royale à travers la province et même dans le comté nantais⁶³.

Parmi la noblesse bretonne, le roi pouvait également compter des soutiens influents comme celui d'Henri et Louis de Rohan ou du prince de Dombes, qu'Henri III avait nommé gouverneur de Bretagne contre Mercœur en juin 1589. Les historiens sont cependant partagés pour donner une tendance de l'implication de la noblesse dans la province. Si, à l'échelle de la France, elle s'était largement engagée en faveur des royaux, Constant semble faire de la Bretagne une exception. La noblesse se serait engagée autant dans le camp royal que ligueur⁶⁴. Pacault remet cependant en question ce comptage et affirme qu'il y avait un noble ligueur pour deux royaux⁶⁵. Malgré ces désaccords, il reste certain que la noblesse était loin d'être complètement acquise à la Ligue, phénomène qui ne fera que se confirmer à mesure de la reconquête du pays par Henri IV.

Pour comprendre la part de la noblesse non engagée dans le camp de Mercœur, il faut aussi prendre en compte les nobles que l'on appelait rieurs, c'est-à-dire les non-alignés. Selon Constant, ils représentaient 39% des nobles bretons⁶⁶. Cependant, il faut prendre ces chiffres avec précaution car cette part de la noblesse était difficile à comptabiliser, les rieurs ayant choisi précisément de rester dans l'ombre. Elle pose aussi un problème de définition puisque dans une époque de guerre civile, que signifiait rester neutre lorsque, comme la noblesse, on représente un pouvoir militaire ? Un noble qui se serait engagé pour la Ligue, afin de se protéger des attaques de ce groupe, mais aurait gardé ses distances, doit-il être considéré comme rieur ? En se basant sur le cas du comté de Nantes, Philippe Hamon montre qu'il était

63 Voir l'étude de Philippe Hamon sur le comté nantais : Philippe HAMON, « Tous derrière Mercœur ? : le comté nantais pendant les guerres de la Ligue (1589-1598) », in *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Nantes et de la Loire-Atlantique*, 148, 2013, p. 119-13.

64 J.-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 327-330.

65 Cité par A. BOLTANSKI & P. HAMON, « Le duc de Mercœur gouverneur de province... », p. 84.

66 J.-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 330.

impossible pour un noble puissant et influent de rester neutre – tout au plus était-il possible de choisir un camp et de garder ses distances avec les événements – mais que, en revanche, la petite noblesse, dont l'engagement importait peu, put afficher une neutralité ouverte⁶⁷.

Au sein du parti de la Ligue bretonne, tous les acteurs n'étaient pas non plus des fidèles du duc de Mercœur⁶⁸. Rejoindre la Ligue ne signifiait pas mécaniquement reconnaître Mercœur comme chef. Comme nous l'avons évoqué, les libertés qu'acquiescent les autorités locales en 1589 les incitèrent à s'affirmer, voire parfois à se substituer à toute autre autorité⁶⁹.

La ville de Saint-Malo fut l'exemple le plus radical de cette tendance urbaine. Dans leur défiance envers le pouvoir royal et seigneurial et dans leur recherche d'indépendance, les bourgeois malouins mirent en place un gouvernement autonome. La ville avait rejoint la Ligue en août 1589, mais ce fut véritablement le 11 mai 1590 qu'elle affirma son indépendance en exécutant le gouverneur de la ville et en se remettant à un « chef et président du conseil de la ville et du château ». Ce rejet de la noblesse se manifesta aussi par une prise de distance avec Mercœur. Saint-Malo refusa notamment de participer aux États Généraux convoqués par Mercœur et de recevoir un nouveau gouverneur de la ville. De plus, les Malouins, dans leur recherche d'autonomie, multiplièrent les interlocuteurs externes en s'adressant non seulement à Mercœur mais encore à Mayenne et même à Philippe II⁷⁰. Un extrait d'une lettre du frère Jacques le Bossu, envoyé par Mercœur comme représentant en Espagne en 1592, témoigne de cette méfiance mutuelle :

[Le duc de Mercœur] se plaint de ce que les habitans de Saint-Malo [...] s'efforcent d'establir entre eux une Reypublique particulière, sollicitent les autres villes de faire le semblable, escripvent à l'ennemy, courent sur les troupes catholiques du partyr de l'union en Bretaignie, et se desunissent tellement du corps de la Province qu'ils ne daignent rendre obéissance au gouverneur et estats d'icelle ; quoy que les dits estats assemblés en corps leur ayent envoyé des députés exprès, tant, pour les sommer de comparoistre en

67 P. HAMON, « Tous derrière Mercœur ... », p. 124-125.

68 Comme l'écrit Nicolas Le Roux, « La Ligue bretonne apparaît en définitive comme un ensemble très hétérogène de mouvement largement autonomes, sur lesquels l'autorité de Mercœur restait en grande partie théorique, excepté à Nantes ». N. LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin"... », p. 63.

69 Nicolas Le Roux offre une description de ce phénomène à l'échelle de la France dans le chapitre « Les institutions ligueuses et l'idéal d'autonomie urbaine » dans N. LE ROUX, *Les guerres de religion...*, p. 274-279.

70 J-M. CONSTANT, *La Ligue*, p. 280-283.

leurs dittes assemblees, que pour observer se qui a esté résolu et arrêté par eux en icelles⁷¹.

Si l'exemple de Saint-Malo est un cas extrême de sédition interne, il témoigne tout de même d'une défiance des villes bretonnes à l'égard de Mercœur. Comme l'indique Philippe Hamon, les villes étaient souvent réticentes à payer les contributions à la Ligue et recevoir les injonctions. À Quimper par exemple, la population s'opposa à la nomination d'un nouveau gouverneur de la ville par Mercœur en 1594⁷².

Dans la noblesse, les adhésions n'étaient pas non plus toujours synonymes de loyauté. Parmi les nobles qui suivaient Mercœur, beaucoup s'engageaient non pas au nom d'un idéal religieux ou politique mais pour servir leurs intérêts particuliers. Car en effet, les troubles de la Ligue offraient aux seigneurs l'occasion de s'enrichir. Pour une partie de la noblesse pauvre de la région, s'engager pour la Ligue était surtout un moyen de faire fortune grâce non seulement aux soldes reversées par les États Généraux de la Ligue bretonne, mais encore au pillage. Bien que cette pratique fût répandue à l'époque, que ce soit lors de la prise d'une ville ou de la guerre de courses⁷³, certains seigneurs se consacraient complètement à cette activité, souvent sans faire de distinction de camp, ce qui contribuait à brouiller les appartenances⁷⁴. La Bretagne connaissait en cette fin de siècle une situation paradoxale qui avait alimenté ce phénomène : d'un côté la province jouissait d'une grande prospérité économique – qui lui valut le surnom de *Petit Pérou* – et de l'autre une partie de sa noblesse, les cadets, vivait dans le dénuement à cause du système d'héritage favorable aux aînés et de la densité des familles nobiliaires sur le territoire⁷⁵. L'exemple le plus fameux de ces bandits ligueurs est sans doute La Fontenelle, dont le *Barzaz Breiz* a figé l'image dans la tradition populaire. Le duc de Mercœur, qui se portait garant d'un ordre ligueur, rentra souvent en conflit avec ces alliés opportunistes. Le cas de La Fontenelle est révélateur de l'ambiguïté de la relation qui liait le chef de la Ligue à ces nobles. Si Mercœur put compter sur son soutien lors de la victoire de Craon en mai 1592, ce fut en échange de sa libération, La Fontenelle ayant été fait prisonnier quelques mois plus tôt suite à sa condamnation par les États de la Ligue bretonne⁷⁶.

71 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 171, p. 161-163.

72 Mercœur lui-même pratiquait la guerre de course. C'était un moyen de financer la guerre. P. HAMON, « Tous derrière Mercœur... », p. 85.

73 *Ibid*, p. 131.

74 Voir à ce propos la lettre de Don Mendo de Ledesma à Martín de Idiáquez où il l'informe de l'assassinat du gouverneur ligueur de Pontivy par un autre ligueur, M. de Rostis, à la recherche de butin. G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 321, p. 129.

75 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 293-302.

76 *Ibid*, p. 306.

Le soutien intéressé qu'apporta cette noblesse à la Ligue posait la question de sa fidélité. Il faut comprendre que l'engagement de beaucoup de ligueurs était mesuré et instable. Mercœur comprendra l'opportunisme de ces alliés avec l'arrivée des Espagnols vers qui convergèrent les plus intrigants d'entre eux, certains allant même jusqu'à appeler Philippe II à se détourner de Mercœur. Sans doute l'aura du grand empire catholique favorisa-t-elle aussi les sympathies des plus hispanophiles. Mais, d'un autre côté, beaucoup de nobles gardaient également un attachement à la royauté et leur service dans la Ligue était davantage un choix de circonstances dans le contexte d'une guerre civile et dans attente de l'élection d'un roi catholique. D'ailleurs, comme l'indique Antoine Pacault, de manière générale, « insister sur le profit matériel attendu du choix ligueur nous semble permettre de relativiser la gravité de ce choix. Être au service de Mercœur ne semblait probablement pas totalement contradictoire avec le désir, fondamental, de servir le roi »⁷⁷. Ainsi, après la conversion d'Henri IV en 1593, la noblesse franchira aisément le pas pour rejoindre le camp des royaux.

2. Faire appel au protecteur espagnol

La déchéance de Mercœur au poste de gouverneur de province formulée par Henri III le 18 avril 1589 suivie de l'envoi en Bretagne du duc de Dombes pour le remplacer et le combattre le 7 juin, pressait Mercœur à agir. La fragilité et l'insubordination du camp ligueur en Bretagne faisait de lui un acteur démuni face aux armées royales. Si l'influence de la Ligue était conséquente, l'emprise de Mercœur sur ses membres restait limitée. Mener de grandes campagnes militaires nécessitait cependant de pouvoir mobiliser des fonds et des troupes expérimentées et disciplinées. Incapable de les réunir dans la région, c'est alors vers l'Espagne que Mercœur fut contraint de se tourner. Nous allons voir ici ce que signifiait pour un groupe catholique comme la Ligue de demander protection. Ensuite, nous étudierons les liens entre Mercœur et l'Espagne avant 1589.

⁷⁷ Antoine PACAULT, « Grands seigneurs de cour et gentilshommes provinciaux en Bretagne entre 1550 et 1650 », in Jean KERHERVÉ (dir.), *Noblesses de Bretagne du Moyen Age à nos jours : Actes de la journée d'étude à Guingamp le 22 novembre 1997*, Rennes : Presses Universitaires De Rennes & Institut Culturel De Bretagne, 1999, 151-181 [en ligne]. Disponible ici : <https://books.openedition.org/pur/22860?lang=fr> [consulté le 15/06/2019].

a. Le choix de la protection

L'enveniment du conflit et la fragilité des mouvements ligueurs locaux ont favorisé la dépendance de la Ligue vis-à-vis de l'Espagne. À l'autorité du duc de Mayenne, qui représentait, dans une certaine mesure, une figure politique influente, s'ajouta – et bien souvent se supplanta – celle de princes catholiques étrangers ayant consenti à prendre sous leur protection des chefs ligueurs et parfois des villes ligueuses. Bien entendu, Philippe II, dont la réputation de champion du catholicisme était bien connue, s'était rapidement imposé comme le principal élu des instances ligueuses. Le choix de demander l'aide de Philippe II posait cependant question. Que signifiait pour les ligueurs de se mettre sous la protection d'une puissance étrangère comme l'Espagne ?

Il faut réfléchir avant tout sur ce qui unissait la Ligue. Le mouvement était mû par un idéal commun : vivre dans un pays gouverné par un souverain catholique. C'est bien la crise successorale et la crainte de voir un prince protestant monter sur le trône qui avait motivé les premières réunions de la ligue nobiliaire. Par la suite, c'est encore ce rejet d'un prince *hérétique* qui décida les villes à fonder des mouvements de ligue urbaine. Bien sûr, les motivations religieuses ne suffirent pas à expliquer cette mobilisation et notamment son déclenchement. Dans le manifeste de Péronne, la noblesse exposait d'autres griefs concernant la gestion politique du pays et l'entourage du roi, les mignons. À cela s'ajoutaient également les rivalités familiales et la mise à l'écart de la maison de Guise. Ces critiques étaient cependant davantage propres à la Ligue nobiliaire des premières années qu'au mouvement plus global qui s'étendit jusqu'en 1598. On ne retrouvait pas ces revendications dans la Ligue urbaine ou chez les paysans révoltés et ceux-ci avaient d'ailleurs d'autres revendications qui leur étaient propres. Néanmoins, l'identité de la Ligue, le ciment de ce parti qui lui permit de transcender les clivages sociaux et familiaux, était fondamentalement religieux.

Peut-on dire alors que la Ligue avait privilégié l'appartenance religieuse au détriment d'une appartenance nationale et, de là, aurait cherché à installer un prince catholique étranger sur le trône de France ? Certes, il existait un risque de voir le Roi Catholique, ouvertement impliqué dans le conflit à partir de 1589, imposer un Habsbourg sur le trône de France. Si les plus hispanophiles des ligueurs purent être tentés par cette perspective, ce sentiment était loin d'être partagé dans l'ensemble du mouvement. La Ligue entretenait la possibilité de répondre aux deux préoccupations, nationale et religieuse, en avançant des candidats pour le trône de France. Dès 1584, elle avait choisi un successeur concurrent à Henri IV, en la personne du

cardinal de Bourbon, et à sa mort en 1590, elle promit la tenue d'États Généraux pour élire un nouveau roi catholique⁷⁸. La protection était une pratique courante à l'époque moderne et ne signifiait pas se soumettre à un souverain étranger. Le but de cette collaboration avec l'Espagne était de demander le soutien temporaire d'un puissant pour faire rempart contre un ennemi commun : le protestantisme. C'était se remettre à un pouvoir catholique transcendant les appartenances nationales et dynastiques le temps d'une crise et avait ainsi une valeur éphémère. Demander la protection de l'Espagne ne signifiait pas se ranger derrière un État étranger et servir ses intérêts mais bien activer un réseau de solidarité confessionnelle. Ce n'était pas à l'Espagne en tant que puissance politique que s'adressait cette demande mais à l'Espagne en tant que puissance catholique. Il faut dire qu'à cette époque subsistait encore en Europe un idéal de *respublica christiana* que l'empire espagnol semblait le plus à même de défendre face aux religions protestantes⁷⁹. Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, il existait dans l'Europe divisée du XVI^e siècle des réseaux de solidarité dans chacun des deux camps, réseaux que la guerre entre l'Espagne et les puissances protestantes n'avait fait que raviver.

b. Les liens de Mercœur avec l'Espagne

Pourquoi Mercœur avait-il cependant choisi l'Espagne ? D'autres protecteurs s'étaient impliqués dans le conflit comme le pape ou encore le royaume de Savoie. Le choix de Mercœur a-t-il été déterminé par ses liens particuliers avec Philippe II ? Il semble au contraire qu'ils aient été limités avant 1589. Certes, le gouverneur de Bretagne était rentré en contact avec l'Espagne en 1585. Au cours du premier soulèvement de la Ligue, ses cousins, les Guise, l'impliquèrent dans une intrigue politique espagnole. Profitant du désordre dans le royaume, les espions de Philippe II entrèrent en contact avec Mercœur afin de tenter de capturer le prieur de Crato, candidat au trône du Portugal évincé par Philippe II qui venait d'annexer le pays. Ce concurrent du Roi Catholique s'était réfugié dans le comté nantais d'où il préparait une offensive pour reprendre les possessions qu'il revendiquait⁸⁰. Selon Lucinge, Mercœur

78 N. LE ROUX, *Les guerres de religion...*, p. 292.

79 Denis CROUZET, « Chrétienté et Europe : aperçus sur une sourde interrogation du XV^e siècle », in *L'ordre européen du XVI^e au XX^e siècle. Actes du colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, 15-16 mars 1996*, Jean Béranger, George-Henri Doutou (dir.), Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1998, p. 11-50.

80 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 591-592.

avait reçu de l'argent pour cette entreprise qui resta cependant infructueuse, le prieur de Crato étant parvenu à se mettre en sécurité à la Rochelle, contrôlée par les huguenots⁸¹.

Il semble que les liens de Mercœur avec l'Espagne en soient restés là. Le duc avait joué un rôle mineur dans la guerre de la Ligue avant 1589 et de ce fait, peu côtoyé les Espagnols. D'ailleurs avant l'explosion du conflit et sa régionalisation, les Espagnols communiquaient en premier lieu avec les chefs nationaux de la Ligue, que ce soit le duc de Guise ou de Mayenne, et cela pour des affaires concernant même la Bretagne⁸². Pour Mercœur, le choix de demander la protection à l'Espagne plutôt qu'à une autre puissance catholique s'expliquait davantage par sa réputation de championne du catholicisme que par les liens qu'il entretenait avec le grand empire. Sans doute aussi la proximité géographique de l'Espagne avait-elle pesé dans ce choix, la Savoie et Rome étant bien plus distantes de la Bretagne.

Mais intéressons-nous maintenant à l'Espagne. Quel intérêt avait-elle à collaborer et se faire protectrice de la Ligue bretonne ? Était-elle une protectrice désintéressée et sa stratégie se limita-t-elle à repousser le protestantisme dans un élan de fraternité catholique ? On peut en douter et supposer déjà qu'elle trouvait des intérêts dans cette collaboration. Mais alors, quels étaient-ils ? Après avoir étudié le versant ligueur de cette alliance, nous allons changer de point-de-vue pour interroger les intérêts espagnols. De cette manière, nous montrerons comment les affaires de Bretagne s'inscrivaient dans un conflit au niveau européen voire mondial, à l'échelle d'un empire.

81 N. LE ROUX, « "Un prince obligé de droit divin"... », p. 47. H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 56-57.

82 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 147.

B. L'intérêt de l'Espagne

Les sollicitations de Mercœur arrivèrent à un moment critique pour la couronne espagnole. Celle-ci, qui était engagée dans deux guerres simultanées contre l'Angleterre et les insurgés des Pays-Bas, avait essuyé l'année précédente un sérieux revers avec la défaite de l'Invincible Armada. Cet événement avait laissé chez le Roi Catholique un désir de revanche, de dépasser l'humiliation en frappant fort ses adversaires protestants, et les troubles qui secouaient la France en l'année 1589 s'offrirent comme une chance pour mener cette contre-offensive. La mort d'Henri III avait jeté le pays dans la confusion la plus totale et l'Espagne avait compris qu'elle avait là un rôle à jouer auprès des ligueurs. La championne du catholicisme avait à gagner en répondant aux demandes de protection des ligueurs non seulement pour défendre la cause de catholicisme, prétexte qu'elle n'aura de cesse d'agiter tout au long de son intervention, mais encore pour faire avancer sa propre cause. C'est précisément cela que nous allons développer et interroger dans la partie suivante en étudiant les motivations de l'Espagne à intervenir en Bretagne. Nous reviendrons régulièrement sur les instructions que Philippe II laissa à son ambassadeur en Bretagne en septembre 1589 et qui dévoilent clairement les ambitions du Roi Catholique sur la région.

1. La guerre contre le protestantisme

L'Espagne s'était pleinement engagée dans la lutte contre le protestantisme au XVI^e siècle. Nous avons vu dans l'introduction qu'elle avait notamment forgé sa réputation de championne du catholicisme par son intransigeance et son engagement dans les guerres de religions en Europe. Les dernières grandes campagnes militaires de Philippe II l'opposèrent justement à des pouvoirs protestants. À partir des années 1580, ses efforts se concentrèrent sur deux grands fronts. Le premier se trouvait aux Pays-Bas que le roi d'Espagne tentait de reconquérir dans son intégralité après que sept provinces, majoritairement protestantes, eurent déclaré leur indépendance en 1581. Le second était sur les mers entre l'Europe et l'Amérique où l'Espagne et l'Angleterre se livraient une guerre hégémonique. Ces deux conflits étaient distincts mais en même temps intimement liés car les adversaires de l'Espagne étaient en bonne entente et allèrent même jusqu'à officialiser leur union par le traité de Sans-Pareil en 1585.

Les tensions religieuses qui éclatèrent en France en 1585 n'étaient pas étrangères à ces conflits dont la violence semblait essaimer dans toute l'Europe occidentale. La France, qui s'était gardée de choisir ouvertement un camp, se transforma en terrain d'influence. Dès les premiers mois de création de la Ligue, l'Espagne s'était approchée du mouvement avec lequel elle avait contracté une alliance par le traité de Joinville. C'était pour elle un moyen de favoriser les dissensions internes chez son ennemi français et le maintenir à l'écart des affaires européennes. Mais c'est avec la mort d'Henri III que l'ingérence de l'Espagne devint véritablement une priorité. Les implications qu'aurait entraîné l'avènement d'un roi huguenot à la tête d'une puissance comme la France étaient inenvisageables pour l'empire espagnol. En outre, l'instabilité du pays pouvait permettre à Philippe II d'asseoir sa présence vers le nord afin d'être au plus près des conflits qui se jouaient dans la région. La France était devenue un troisième front dans une guerre globale qui voyait s'affronter un camp majoritairement protestant à une coalition catholique menée par l'Espagne.

L'intervention de l'Espagne en Bretagne est à comprendre dans ce cadre. Nous allons, dans cette partie, présenter les visées de l'Espagne en Bretagne et préciser les enjeux européens qui les sous-tendaient. Nous verrons que si les intérêts espagnols et ligueurs purent, dans une certaine mesure, se rencontrer, cette intervention était surtout un moyen pour Philippe II de réaliser ses ambitions militaires et expansionnistes. Dès lors, nous verrons se profiler les tensions entre les deux alliés, dont nous étudierons les manifestations dans le chapitre suivant.

a. Une stratégie d'endiguement du protestantisme

Les ligueurs et l'Espagne partageaient une crainte commune, celle de voir accéder un prince protestant au pouvoir en France. Depuis l'Espagne, la reconquête du territoire par Henri IV était vue comme un danger pour son hégémonie en Europe occidentale. Durant les deux dernières décennies du XVI^e siècle, l'empire avait fait officiellement de la lutte contre le protestantisme un engagement prioritaire et voir la France basculer dans le camp de ses adversaires aurait fragilisé encore davantage la perspective d'une victoire.

Néanmoins, plus qu'une opposition au protestantisme en soi, c'était avant tout une opposition à la religion qui fédérait ses ennemis qui faisait agir les Espagnols. Car, en effet, l'Espagne craignait l'avancée du protestantisme non seulement pour des raisons religieuses

mais aussi politiques et économiques. Derrière la religion protestante s'était formée une coalition de puissances qui lui était hostiles. À la fin du XVI^e siècle, le grand empire était en guerre contre les Provinces-Unies et l'Angleterre pour des raisons qui allaient bien au-delà de la guerre sainte. Les discours religieux étaient plus un prétexte pour légitimer des alliances et déclarer la guerre qu'un véritable *casus belli*. Lorsque Élisabeth I^{re} fut excommuniée en 1570, Philippe II ne s'en offusqua pas et ce n'est que 15 ans plus tard, lorsque ses intérêts étaient contrariés par la couronne anglaise, qu'il reprocha à la reine sa foi *hérétique*⁸³. Les désaccords religieux venaient dans un second temps parer d'une dimension mystique et morale des guerres aux origines pourtant très prosaïques. Les adversaires de Philippe II l'avaient eux aussi compris, ainsi, c'est tout naturellement qu'ils créèrent un front commun dont la couleur protestante était affirmée et revendiquée. De cette manière, deux camps polarisèrent l'Europe de l'ouest et purent s'appuyer sur les divisions confessionnelles dans les pays voisins pour faire avancer leur cause.

Si sous Henri III les rapprochements dangereux du roi avec les ennemis de l'Espagne n'avaient pas justifié une intervention ouverte, avec Henri IV la situation s'annonçait plus critique car l'héritier légitime était le leader du parti protestant. Les huguenots avaient depuis longtemps tissé des liens de solidarité étroits avec les révoltés des Pays-Bas et ils avaient même combattu ensemble à plusieurs reprises⁸⁴. Il ne faisait aucun doute non plus que l'Angleterre apporterait son soutien à Henri IV comme elle l'avait déjà fait en 1586⁸⁵. Empêcher l'expansion du protestantisme signifiait réduire l'influence et la force de la coalition ennemie et en cela, les affaires de France étaient un enjeu capital pour l'Espagne. Dans une lettre adressée au duc de Parme, responsable des grandes campagnes militaires en France jusqu'en 1592, Philippe II partageait ses craintes :

Mi fin es procurar principalmente el bien de la Religión, y que permanezca en Francia la Cathólica y se excluen los herejes [...] Y assí, si para asegurar su exclusión y ayudar a los cathólicos para que prevalezcan, viéredes que será menester entrar en Francia fuerzas más abiertamente⁸⁶.

83 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 618-619.

84 En 1568 par exemple, les protestants français étaient intervenus aux côtés de Guillaume d'Orange pour tenter de renverser le duc d'Albe aux Pays-Bas. Bernard QUILLIET, *Guillaume le Taciturne*, Paris : Fayard, 1994, p. 335.

85 Michel DUCHEIN, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992, p. 522.

86 Mon objectif est de veiller avant tout au bien de la Religion et que se maintienne en France la foi catholique et soient exclus les hérétiques. Et ainsi, pour garantir leur exclusion et aider les catholiques à prendre l'ascendant, vous conviendrez qu'il est nécessaire de faire entrer officiellement mes troupes en France [notre traduction]. G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, p. 878.

Cet extrait expose les justifications d'une intervention de Philippe II qui faisait ouvertement prévaloir les raisons religieuses à son action. Il s'en détache la crainte du Roi Catholique de voir la France devenir protestante, ou tout du moins de voir les catholiques perdre l'ascendant dans le pays, et pour éviter cela, il en appelle à « exclure les hérétiques ».

Nous avons choisi dans le titre de cette sous-partie, le terme d'*endiguement* pour qualifier cette stratégie espagnole de barrage contre l'expansion du protestantisme. Le choix de ce mot est à comprendre, dans un premier temps, dans son sens premier et étymologique. Dans le cas espagnol, on peut parler d'une stratégie d'endiguement dans le sens où Philippe II cherchait à contenir, endiguer l'influence du protestantisme en maintenant la France et ses gouvernants dans la foi catholique. Cependant, le terme d'*endiguement* doit être considéré aussi dans son emploi spécifique et historique car en effet, il renvoie à une terminologie précise et une époque bien postérieure aux troubles de la Ligue. Le diplomate américain Kennan est resté célèbre pour avoir théorisé cette stratégie politique et militaire en 1947, au commencement de la guerre froide. Sa théorie inspira grandement la stratégie américaine et donna lieu à de multiples interprétations et applications au cours du conflit mondial. Selon la conception de Kennan, la théorie de l'endiguement, ou *containment* en anglais, consistait à limiter l'expansion de la doctrine communiste avec l'idée que le bloc communiste se désagrègerait de lui-même à cause de ses faiblesses internes⁸⁷. C'était une doctrine interventionniste qui prônait le maintien d'un statu quo de telle sorte qu'on l'a souvent opposée à celle du *roll back* qui appelait à refouler le communisme.

Ce concept d'endiguement, nous invite à faire un parallèle intéressant entre les deux époques qui, dans une certaine mesure, rend compte des enjeux européens derrière l'intervention espagnole. Cette stratégie d'endiguement au XVI^e siècle comme au XX^e siècle était tout d'abord le produit de la polarisation d'une région autour de deux grands blocs aux idéologies affirmées et irréconciliables. Ensuite, l'influence qu'avaient les deux blocs leur permettait de se livrer un combat indirect. Chacun des deux camps était engagé dans une politique d'ingérence à l'étranger facilitée par les crispations dans un cas politiques et idéologiques, et dans l'autre religieuses. Dans cette dernière période, les attaques frontales contre le cœur du territoire ennemi se limitèrent à des raids navals à l'instar de l'Invincible Armada ou le sac de Cadix. Ce sont surtout les zones excentriques des grands royaumes belligérants, comme l'Irlande, l'Amérique et les Pays-Bas, ou encore des pays tiers comme la France, qui devinrent des zones de combat. Comme ce fut le cas au Vietnam ou en

87 Georges-Henri SOUTOU, *La guerre de cinquante ans : le conflit Est-Ouest 1943-1990*, Paris : Fayard, 2001, p. 165-166.

Afghanistan durant la Guerre Froide, les deux blocs se livraient une guerre interposée en investissant d'autres conflits nationaux.

b. La Bretagne comme espace naval stratégique

Cependant, si Philippe II voyait dans cette intervention en Bretagne un moyen de préserver le pays dans le camps catholique, il considérait également que c'était une manière de s'implanter au plus près des autres conflits dans le nord de l'Europe. La stratégie de l'Espagne était globale et chacun des fronts impliqué plus largement dans la guerre contre le bloc adverse. Tout comme les Pays-Bas servirent de base arrière pour les offensives espagnoles en France, Philippe II voyait la Bretagne comme un point stratégique depuis lequel il pouvait, notamment, prendre sa revanche sur l'Angleterre après la défaite amère de l'Invincible Armada.

1. La défaite de l'Invincible Armada

L'opération de l'Invincible Armada et son échec marquèrent la fin de règne de Philippe II. Ce revers de la flotte espagnole, causé autant par les navires anglais que des facteurs climatiques défavorables, déterminèrent la stratégie impériale de la fin du siècle et même aussi du début du siècle suivant, sous Philippe III.

Les origines du conflit entre les deux puissances anglaises et espagnoles sont nombreuses. Des raisons tant religieuses qu'économiques et politiques étaient en jeu. Les deux pays avaient pourtant été alliés au milieu du siècle. Le danger représenté par la France expansionniste d'avant les traités de Cateau-Cambrésis et les guerres de religion, avait rapproché l'Espagne de l'Angleterre. De plus, la stabilité dans la mer du Nord était recherchée par les deux royaumes qui y trouvaient un intérêt économique. Le mariage contracté entre Philippe II et Marie Tudor, qui dura de 1554 à 1558, année de décès de la reine, marqua cette période d'entente.

Ce fut au cours du règne d'Élisabeth I^{re} que la défiance entre les deux royaumes s'opéra. Les ambitions impérialistes de l'Angleterre, qui commençait à mener de grandes

expéditions maritimes, et l'influence du parti anti-espagnol à la cour avaient progressivement fait naître tension et concurrence entre les deux puissances. Dans les faits, cela se concrétisa tout d'abord par la complicité, plus ou moins tacite, de la reine avec les pirates anglais qui s'attaquaient aux navires et possessions espagnols (notamment américaines). Ces *chiens de mer*, comme on les appelait, et dont les plus célèbres étaient peut-être John Hawkins et Francis Drake, étaient tolérés et soutenus par la reine avec laquelle ils partageaient leur butin en échange des honneurs⁸⁸ et de la protection de la couronne⁸⁹. L'Angleterre avait à gagner avec ces expéditions dont le butin pouvait être conséquent. En 1580, à son retour de la fameuse circumnavigation, Francis Drake avait rapporté à la reine un trésor considérable tiré des galions espagnols que l'on estime à un million de livres⁹⁰. De plus, ces navigateurs hors pair pouvaient s'avérer d'excellents soldats en période de guerre et l'Angleterre sut justement mettre leur talent à profit dans celle contre l'Espagne.

Un autre grand point de crispation entre l'Angleterre et l'Espagne fut évidemment le soutien apporté par la reine aux jeunes Provinces-Unies. Si les actes de piraterie avaient envenimé les relations entre les deux États et entraîné une rupture diplomatique dès 1569⁹¹, le soutien apporté par l'Angleterre aux dissidents des Pays-Bas fut interprété comme une déclaration de guerre, laquelle, il faut le préciser, ne fut jamais officiellement déclarée. Désormais pour l'Espagne, la reconquête des Pays-Bas était intimement liée à une victoire sur l'Angleterre⁹².

À partir de 1585, les deux royaumes intensifièrent les offensives. Les *chiens de mer* d'Élisabeth I^{re} multiplièrent les attaques contre les possessions espagnoles sur les deux continents réalisant des coups d'éclat comme au printemps 1587 où Francis Drake mena une série de raids contre Lisbonne, Cadix et les Açores⁹³. En face, l'Espagne préparait plusieurs tentatives d'assassinat contre Élisabeth I^{re}⁹⁴ mais concentrait surtout ses forces à organiser, avec la bénédiction de la papauté, une grande entreprise d'invasion de l'Angleterre. Les efforts mis en œuvre à la préparation de l'Invincible Armada furent considérables. Dans une lettre adressée aux Cortes de Castille, Philippe II reconnaissait la nécessité d'avoir recours à « *des dépenses très grandes et excessives* »⁹⁵. L'Espagne avait beaucoup misé sur cette

88 Francis Drake, qui était issu du peuple, fut anobli par la reine à son retour de la circumnavigation le 4 avril 1580. M. DUCHEIN, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992, p. 462.

89 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 602 & p. 613-614.

90 M. DUCHEIN, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992, p. 461.

91 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 602-603.

92 G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, p. 882.

93 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 628-629.

94 Pour cela, l'Espagne put compter sur un solide réseau d'alliés en Angleterre dont notamment l'héritière présomptive au trône d'Angleterre et concurrente d'Élisabeth I^{re}, Marie Stuart.

95 « *muy grandes y excesivos gastos* ». G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, p. 843.

entreprise qui s'avéra un humiliant et coûteux échec. Cependant, elle ne comptait pas en rester là.

2. La Bretagne comme espace stratégique en Europe

L'Espagne comprit dès août 1589 les bénéfices qu'elle pouvait tirer d'une intervention en Bretagne pour sa guerre globale contre les protestants. La péninsule, à mi-chemin entre l'Espagne et le nord de l'Europe, pouvait servir de pied-à-terre pour dominer le chemin naval entre l'Espagne et les Pays-Bas mais aussi pour mener des expéditions contre l'Angleterre. La région était, d'ailleurs, dotée de ports importants comme Brest et Saint-Malo.

La guerre que menait l'Espagne contre l'Angleterre était principalement navale. La situation insulaire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande rendait nécessaire pour l'Espagne la mise en place d'une flotte d'invasion pour frapper l'adversaire en son sein. Ces plans de débarquement continuèrent à guider la stratégie espagnole dans les années 1590, malgré l'échec de l'Invincible Armada. Mû par une vision plus providentialiste – pour reprendre l'expression de Geoffrey Parker – que pragmatique, Philippe II persistait dans sa lubie d'invasion de l'Angleterre⁹⁶. En 1596, Philippe II lançait une seconde grande armada qui, encore une fois, fut défaite par une mer défavorable et ne dépassa pas le cap Finisterre en Galice⁹⁷. L'année suivante, une troisième armada connut un sort similaire⁹⁸. Cependant, en contre-partie de cette stratégie offensive, l'Espagne avait négligé la défense de ses côtes et la même année que la seconde armada, en 1596, elle essuya un raid violent des *chiens de mer*, connu sous le nom de sac de Cadix, qui fragilisa grandement la couronne⁹⁹. En 1589, elle avait aussi subi l'offensive de la *Contre Armada* anglaise, une opération ambitieuse menée par Francis Drake et John Norreys¹⁰⁰ qui visait à attaquer les ports espagnols et installer le prince exilé Antoine, le prier de Crato, sur le trône du Portugal. Le bilan de l'opération resta cependant très mitigé.

Ainsi, c'est dans cette optique offensive que Philippe II convoitait les ports bretons. Il faut croire que dès l'arrivée du capitaine Lobier, le Roi Catholique avait compris les intérêts

96 *Ibid*, p. 876-877.

97 Néanmoins, selon Sourdéac, le gouverneur de Brest resté fidèle à Henri IV, cette expédition, qui devait dans un premier temps se diriger vers l'Irlande, reçut l'ordre au dernier moment de faire route vers le très convoité port de Brest mais n'y parvint jamais.

98 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 316-317.

99 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 702-703.

100 Le même qui interviendra en Bretagne contre Mercœur et les Espagnols.

qu'il pouvait en tirer. En effet, Diego de Maldonado, le premier ambassadeur envoyé devant Mercœur, avait déjà pour mission de recueillir des informations sur les ports de Bretagne. Dans les instructions que lui avait données Philippe II, datées du 12 septembre 1589 et dont Gaston de Carné nous donne une analyse, l'ambassadeur était enjoint d'envoyer un rapport à ce sujet tout comme sur l'aide militaire navale que pouvait apporter Mercœur¹⁰¹. Nous développerons dans le chapitre suivant la question des tentatives de conquête des ports bretons qui contribua à faire croître les tensions au sein de l'alliance britto-espagnole¹⁰².

2. Des visées expansionnistes : les droits de l'infante sur la France et la Bretagne

En parallèle à ces plans militaires, l'Espagne nourrissait aussi des ambitions purement expansionnistes sur le territoire français. Il subsista tout au long de la guerre de la Ligue, et notamment à partir de 1589, un flou successoral dont elle avait compris qu'elle pouvait tirer profit. Si, dans un premier temps, son ingérence dans les affaires successorales de son voisin se limita à supporter le candidat de la Ligue pour la succession, le cardinal de Bourbon, le cours inattendu des événements lui offrit de nouvelles aubaines. La crise successorale, démarrée avec la mort du duc d'Anjou en 1584, passait un nouveau cap avec l'assassinat d'Henri III car le trône restait vacant aux yeux d'une grande partie des Français. Le successeur légitime, Henri de Navarre n'était pas reconnu par la Ligue tandis que le candidat avancé par celle-ci, le cardinal de Bourbon, était retenu prisonnier par les royaux en 1589 puis mourut en captivité le 9 mai 1590.

Pour Philippe II, cette conjoncture offrait des perspectives bienvenues pour servir ses ambitions européennes et reprendre le dessus après le revers de l'année 1588. Le Roi Catholique voyait dans cette crise successorale, et plus largement la crise de l'autorité en France, un moyen d'avancer ses pions sur la scène européenne car justement, il avait une carte à jouer : sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, avait des droits au trône de France et donc aussi au duché de Bretagne. L'enfant était née de son union avec Isabelle de Valois, fille

101 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 2, p. 5-6.

102 Dans les faits, les Espagnols s'activèrent davantage à essayer de conquérir des ports bretons qu'à lancer des raids en territoire anglais. Au cours de leur intervention, les troupes du général Águila ne parvinrent à organiser qu'une seule offensive contre l'Angleterre depuis le port de Blavet en août 1595. L'expédition menée par Carlos de Amésquita resta célèbre pour le haut fait que représentait un débarquement en Angleterre. Cependant, l'entreprise avait tourné court et son impact matériel fut limité. Il semblait s'agir d'une expédition punitive – voire d'une fanfaronnade – plus qu'un véritable plan d'invasion.

du roi de France Henri II et de Catherine de Médicis. Ce mariage, qui avait été scellé au moment de la Paix de Cateau-Cambrésis pour rapprocher les deux couronnes, s'était avéré un excellent calcul. Il faut dire que les Habsbourg avaient une remarquable administration de leur politique matrimoniale et c'est en grande partie grâce aux jeux de succession que Charles Quint et Philippe II avaient fait de l'Espagne un empire mondial.

Ainsi, Isabelle-Claire-Eugénie, en tant que Valois, descendait aussi de la dernière famille ducale de Bretagne, les Montfort. L'union des deux familles s'était faite en même temps que celle du duché à la France, au tournant du XV^e et du XVI^e siècles. En donnant un enfant au roi de France Louis XII, l'héritière des Montfort, Anne de Bretagne, avait rapproché les deux États et ajouté le duché de Bretagne aux possessions des Valois. Le rattachement de la Bretagne s'acheva complètement par la suite, en 1532, sous François I^{er} qui menait une politique de centralisation du pouvoir¹⁰³. De principauté, le duché était devenu une province comme les autres. Néanmoins, profitant de la crise de l'autorité en France, Philippe II pensait revenir sur cette annexion encore très récente. Il comptait utiliser l'histoire à son propre avantage en soulignant que le traité de rattachement de la Bretagne s'était fait entre la famille des Montfort et celle des Valois et qu'ainsi Henri de Bourbon n'avait aucun droit sur la région. Sa détermination est, encore une fois, observable dans les instructions qu'il laissa à son ambassadeur :

Vous savez déjà de quelle manière s'est faite l'union du duché à la couronne de France. Vous ne manquerez pas de vous enquérir, avec toute l'habileté possible, du sentiment de tous sur cette matière en la province, et vous saurez de quel côté inclinent les gens du pays. Vous vous informerez de l'humeur et de l'inclination de chacun et du gouverneur lui-même, et aviserez S. M. de tout ce que vous apprendrez et de la manière la plus circonstanciée¹⁰⁴.

Philippe II avait compris qu'une coopération avec Mercœur lui serait bénéfique pour ses entreprises successorales. Son idée était de recueillir des informations sur l'union du duché à la France et les droits successoraux de sa fille¹⁰⁵ et de créer un parti de fidèles en

103 Dominique LE PAGE & Michel NASSIET, *L'Union de la Bretagne à la France*, Morlaix : Skol Vreizh, 2003, p. 153.

104 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 2, p. 5-6. Carné a laissé un fragment non traduit de cette lettre : "de inquirir alla, con lu destreza que conviene, lo que desta materia se siente en aquella tierra y a lo que eslan inclinados los subditos... y el humor y inclinacion de cada uno y del mismo governador, y avisar me lo todo con mucha particularidad."

105 En parallèle à ces actions de terrain, l'Espagne mettait également au point des argumentaires pour dénigrer les droits de succession de la maison de Bourbon et la légitimité de la loi salique.

Bretagne pour les soutenir. Ses intrigues sur le duché de Bretagne pouvaient s'avérer une première étape vers le trône de France¹⁰⁶ ou une solution de repli en cas d'échec.

Ces deux intrigues successorales sont intéressantes car elles témoignent non seulement des ambitions hégémoniques de Philippe II mais aussi de sa résolution à coopérer avec la Ligue. Lorsqu'il accepta la demande de protection de Mercœur, le Roi Catholique n'avait pas pour idée de prendre par la force la Bretagne – ni même la France – mais plutôt de parvenir à s'imposer par la voie politique. Son dévouement affiché à la défense de la religion catholique ne servait qu'à justifier son action d'ingérence et travestir ses ambitions d'expansion.

Ce premier chapitre cherchait à présenter chacun des deux camps et les motivations qui les poussèrent à établir une collaboration. En prenant le point-de-vue de la Ligue et de l'Espagne, nous avons montré comment se télescopaient les tensions régionales avec celles internationales, mais surtout, nous avons pu discerner les limites de la convergence entre les deux acteurs en lutte contre le camp protestant. Si les deux alliés s'entendaient sur la nécessité d'empêcher la reconquête de la France par Henri IV, les raisons qui les y poussaient divergeaient. L'Espagne voyait plus loin que la Ligue ; en tant qu'empire, elle était engagée dans une guerre globale contre les puissances protestantes et considérait les affaires de Bretagne et de France comme des fronts parmi d'autres. En outre, ses ambitions hégémoniques la motivaient à intervenir non seulement pour avancer dans la lutte contre les protestants mais aussi pour étendre son influence en Europe.

Mercœur, dont le soutien en Bretagne était limité, se trouvait cependant contraint de prendre le risque de la protection. Comment s'est alors déroulée cette coopération ? A-t-elle seulement été possible ? Et comment expliquer son échec ? Ce sont les questions qui nous guideront dans le chapitre suivant où nous chercherons à montrer les limites de l'alliance entre la Ligue bretonne et l'Espagne en interrogeant dans les faits le rôle de l'Espagne comme protectrice.

106 En effet, ce parti de soutiens bretons pouvait aussi lui être utile au moment de faire valoir les droits de sa fille au trône de France. Il en avait bien besoin car la candidature de l'infante posait problème. Tout d'abord, d'un point-de-vue du droit français, la loi salique l'évinçait de la succession en tant que femme. Ensuite, le fait d'élire une souveraine étrangère, qui plus est issue de la famille du protecteur mais ancien adversaire espagnol, créait un malaise au sein de la Ligue. Au cours de ces discussions des États Généraux de 1593, qui n'aboutirent pas, il semblerait que les soutiens bretons de Philippe II aient contribué à soutenir la candidature de l'infante. Dans une lettre du 15 novembre 1593, Mercœur confirmait à Philippe II le dévouement des Bretons lors de ces réunions.

II. Les limites de la protection

Il se fait estat de ce que plusieurs prenent occasion, en l'oppinion de tout cessi, de dire que S. M ce couvre du manteau de la religion et se sert des miseres de la France, pour venir a bout de ses prétentions.

Mémoire de Marcellin Cornet à Philippe II, écrit en juillet 1591¹⁰⁷

Après un premier chapitre sur les motivations des alliés, nous allons traiter des limites de l'alliance entre la Ligue bretonne et l'Espagne. Certes, militairement, cette coopération connut des succès retentissants comme la victoire de Craon en mai 1592, alors que les troupes de Mayenne et du duc de Parme venaient d'essuyer une série de défaites en Normandie. Néanmoins, il ne sera pas question ici de faire le bilan de ces guerres bretonnes mais plutôt d'interroger les limites de cette alliance dont nous avons déjà entrevu certains points de crispation potentiels. Par une étude thématique de la collaboration des deux camps entre 1589 et 1598, nous chercherons les raisons qui ont entraîné l'échec de cette entreprise en questionnant tout d'abord la capacité de l'Espagne à assurer le rôle de protecteur et ensuite celle des deux camps à s'entendre sur une stratégie commune au-delà des intérêts particuliers et des tensions personnelles.

¹⁰⁷ Marcellin Cornet fut envoyé par Mercœur à Madrid pour traiter avec Philippe II. G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 90, p. 63-67.

A. Un protecteur fragile

Après l'échec de l'Invincible Armada, l'Espagne connut une profonde crise interne. La santé déclinante du roi semblait accompagner celle du royaume si bien qu'il circulait un refrain cruel dans ces années qui disait « Si le roi ne meurt, le Royaume est mort »¹⁰⁸. Dans le même temps, les prophètes de circonstance pullulaient dans le royaume et allaient répandant les scénarios les plus alarmistes comme Lucrecia de León dont les rêves annonçaient la chute du royaume d'Espagne¹⁰⁹. La blessure laissée par la défaite de l'Invincible Armada avait entraîné dans le royaume une crise non seulement morale mais aussi économique et politique. L'état des finances était alarmant et laissait présager une banqueroute prochaine, tandis que les critiques envers la politique royale et la cour se multipliaient et faisaient naître des tensions en Aragon.

On peut dès lors se demander dans quelle mesure ces troubles propres à l'Espagne ont eu des répercussions sur sa politique étrangère, et plus précisément sur les affaires de Bretagne. Comment ont-ils alimenté les tensions et fragilisé le camp catholique ? Et d'ailleurs, l'Espagne était-elle encore capable de poursuivre la politique étrangère qu'elle avait commencée ? Nous étudierons ces questions à travers les aspects économique et politique de la crise, identifiables et en même temps entrelacés.

1. La crise économique : financer la guerre en Bretagne

Les multiples campagnes militaires de l'Espagne avaient épuisé les ressources du royaume dans les années 1590. La ruineuse expédition de l'Invincible Armada, les raids anglais contre les ports et les navires de commerce espagnols, la politique interventionniste de Philippe II – encore élargie avec l'ouverture des fronts français et irlandais – et l'enlisement de la guerre des Pays-Bas ne cessaient de creuser le déficit espagnol. Le 29 novembre 1596, Philippe II déclara la banqueroute, un événement lourd de conséquences pour sa politique étrangère.

108 M. ESCAMILLA, *Le siècle d'or de l'Espagne...*, p. 725.

109 Voir le chapitre « La caída de los profetas de plaza » dans G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, p. 859-863.

Le roi d'Espagne n'était pas à son coup d'essai ; le royaume avait déjà connu deux banqueroutes sous son règne. La première avait frappé l'Espagne durant ses premières années au pouvoir, en juin 1557, alors qu'il héritait d'un royaume exsangue après des années de guerre menées par son père en Italie et dans le Saint-Empire germanique¹¹⁰. La deuxième, en septembre 1575, fut encore une fois causée par le coût exorbitant des opérations militaires, cette fois dans les Flandres et en Méditerranée¹¹¹. Dans ces trois cas de banqueroute, ce sont les guerres et la politique étrangère qui entraînèrent la précarité financière du pays.

L'effort de guerre espagnol était financé principalement par des emprunts contractés auprès de banquiers étrangers comme les Allemands Fugger, les Génois ou les Judéo-convers¹¹². Ce fonctionnement avait la vertu de permettre la mobilisation de grandes sommes d'argent et de faciliter le paiement des soldats, les banques se trouvant plus près des zones de conflit. Néanmoins, ces emprunts comportaient des intérêts qui ne cessèrent de faire gonfler la dette déjà exorbitante du royaume. Le roi remboursait généralement ses créanciers avec des *juros*, c'est-à-dire des titres de rentes sur les revenus de l'État¹¹³. Pour renflouer ses caisses, Philippe II bénéficiait d'une source de revenus régulière dans les métaux précieux extraits d'Amérique, dont la quantité allait croissant durant le siècle¹¹⁴. Il eut aussi beaucoup recours à la fiscalité et n'hésitait pas, en période de crise, à lever des impôts extraordinaires comme ce fut le cas après la défaite de l'Invincible Armada où le gouvernement vota l'application des très impopulaires impôts des *millones*, qui touchaient les produits de première nécessité¹¹⁵. Mais ces sources de revenu n'étaient jamais suffisantes pour couvrir les frais engendrés par sa politique étrangère irréaliste où la vision hégémonique et messianique du roi primait sur le pragmatisme et toute forme de restriction économique.

Sur le terrain, cet équilibre scabreux des finances et les banqueroutes qui en résultèrent avaient des conséquences catastrophiques. Les soldats et mercenaires employés par le roi, lorsqu'ils n'étaient pas payés, n'hésitaient pas à se servir directement sur les populations. Ces excès donnèrent lieu à des épisodes sanglants comme le sac de Rome sous Charles Quint ou celui d'Anvers dont le traumatisme contribua à fédérer les insurgés des Provinces-Unies. Ce dernier événement, qui éclata en novembre 1576, était particulièrement lié à la seconde banqueroute de Philippe II.

110 I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 172-174.

111 *Ibid*, p. 359-361.

112 *Ibid*, p. 360.

113 A. MOLINIÉ-BERTRAND, *Vocabulaire historique de l'Espagne classique*, p. 64.

114 I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 175.

115 A. MOLINIÉ-BERTRAND, *Vocabulaire historique de l'Espagne classique*, p. 71-72.

De là, on peut se demander quelles ont été les répercussions de la crise des années 1590 et de la banqueroute de 1596 sur les événements de Bretagne. La guerre qu'elle menait sur la péninsule était coûteuse en argent et en hommes¹¹⁶. Les batailles, les maladies et les désertions décimaient les rangs espagnols et autant Mercœur que les agents espagnols réclamaient toujours plus d'aide à Madrid. Nous allons étudier ici, tout d'abord, les conséquences de cette crise économique sur le ravitaillement des alliés ligueurs et des troupes espagnoles et voir que l'Espagne n'était pas en mesure de financer son intervention. Ensuite, nous développerons l'impact de cet abandon de Madrid sur ces mêmes troupes et comment cela entraîna une crise morale profonde parmi les soldats et une multiplication d'actes de pillage aux dépens des ligueurs.

a. Un manque de moyens

L'action du camp catholique en Bretagne s'est trouvée entravée par de graves soucis matériels. Les problèmes de logistique et d'approvisionnement en argent, en matériel ou en soldats étaient notables dès le début du conflit mais allèrent croissant au fil des années. Il semble que la crise économique espagnole ait eu pour première incidence de freiner les opérations de l'alliance britto-espagnole et, en contre-partie, de mettre en doute non seulement la capacité de l'Espagne à maintenir ses troupes mais aussi à assurer son rôle de protectrice envers la Ligue bretonne.

Gaston de Carné a publié un grand nombre de lettres de plaintes des ligueurs concernant le financement de la guerre et le ravitaillement. La Ligue bretonne était très dépendante de l'Espagne, notamment en ce qui concernait le matériel militaire dont certaines villes étaient démunies. L'insécurité sur les terres et sur les mers, engendrée par la guerre civile et le conflit européen, compliquait l'approvisionnement autonome de la région¹¹⁷. Les

116 De 3.000 soldats partis du port de Ferrol en septembre 1590, il n'en restait plus que 2.697 le 25 novembre suivant à Hennebont puis 2.132 en janvier 1591. Quelques années plus tard, le problème n'était toujours pas résolu et l'armée continuait à perdre d'importants effectifs, passant de 5329 à 4306 soldats entre fin mai 1594 et fin juillet 1595. G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 25, p. 17 & doc. 43, p. 30. *Ibid*, II, doc. 209, p. 30 & doc. 268, p. 100.

117 Le 17 septembre 1590, le duc de Mercœur écrivait à Philippe II : « Parce que ceste province de Bretagne a besoing de pouldres a canon et salpestre et quil est fort malaisé d'en recouvrer de voz pais baz de Flandres ou Ion soullait avoir recours, à cause des perilz et dangers quy sont a présent sur la mer de ce costé là tant des Anglais, pirattes et aucuns ennemis leur associez, me faut suplier très humblement V. M. Sire, [...] permettre que Jullien Gravé, marchand de la ville de Saint-Malo, en puisse tirer et enlever de voz pays des Espagne, la quantité de six miliers et aultant dud. salpestre tant pour ayder au fournissement de lad. ville de Saint-Malo que pour en assister les autres de cested. Province [...] ». *Ibid*, I, doc. 19, p. 14-15. Sur le commerce des ligueurs et les attaques espagnoles contre les navires étrangers, voir également plus bas le point **I.B.1.b.2**.

ligueurs vivaient des *largesses* de leur protecteur qui envoyait toujours plus sporadiquement des galères en Bretagne chargées d'hommes, de matériel et d'argent¹¹⁸, et dont, d'ailleurs, la plupart était destinées aux seuls Espagnols¹¹⁹.

Dès la lettre d'instruction de Philippe II pour son ambassadeur Diego de Maldonado, le Roi Catholique faisait déjà allusion au dénuement des ligueurs dont l'émissaire, le capitaine Lobier, lui avait exprimé le besoin urgent d'un « secours en munitions, en argent et en hommes »¹²⁰. Et en effet, par la suite, Mercœur réclama régulièrement l'envoi de poudre, de munitions et d'équipement à Philippe II. Il était appuyé dans ses demandes par d'autres autorités ligueuses comme sa femme, Marie de Luxembourg¹²¹, ses émissaires en Espagne¹²² et même la ville de Nantes¹²³. L'ambassadeur espagnol lui-même, Diego de Maldonado, appelait le roi à envoyer des munitions dans son rapport de fin de mission du 21 mai 1591¹²⁴, sollicitations réitérées par son successeur Mendo de Ledesma. Il alla de même pour les demandes d'or et de soldats¹²⁵. La situation semblait si désespérée dans les dernières années, alors qu'Henri IV avait évincé ou rallié la majorité des grands ligueurs, que Ledesma parlait d'un Mercœur « découragé et triste »¹²⁶ face à l'inertie espagnole.

Les partenaires secrets de l'Espagne connaissaient le même abandon. Tous ces ligueurs, avec qui elle avait des ententes en parallèle de Mercœur¹²⁷, se plaignaient souvent à Juan del Águila ou Mendo de Ledesma du peu de considération qu'avait Madrid à leur égard¹²⁸.

118 Au début de la coopération, Philippe II envoya deux galères à Blavet le 12 octobre 1590 et le 27 avril 1591. Cet enthousiasme espagnol, bien qu'épisodiquement ravivé par des affaires comme celle du fort de Roscanvel, alla s'amenuisant à mesure que s'enlisait le conflit. Nous développerons par la suite cette dimension chronologique de l'alliance.

119 *Ibid*, I, doc. 32, p. 19-21.

120 *Ibid*, I, doc. 2, p. 5-6.

121 *Ibid*, I, doc. 10, p. 11.

122 *Ibid*, II, doc. 320, p. 129.

123 *Ibid*, I, doc. 24, p. 17 & doc. 69, p. 48.

124 *Ibid*, I, doc. 57, p. 37.

125 Mercœur ne se montra satisfait de l'envoi de troupes que dans les années mais cela pour des raisons bien stratégiques, le chef de la Ligue craignant l'implantation toujours plus de son allié.

126 *Ibid*, II, doc. 346, p. 146.

127 Nous développerons le rôle de ces personnages dans la partie **II.B**.

128 *Ibid*, II, doc. 302, p. 118.

b. Les exactions des soldats espagnols

Jusque dans le camp espagnol, on souffrait de l'abandon de Madrid. Face à son manque de réactivité, et malgré les sollicitations répétées de Juan del Águila et des ambassadeurs, les Espagnols durent se résoudre à emprunter de l'argent à Mercœur et aux villes de Bretagne¹²⁹.

Cette défection du pouvoir central avait des répercussions sur le moral des agents espagnols. Dans une lettre du 2 juin 1595, Mendo de Ledesma envoyait un appel à l'aide à Philippe II où il faisait part au roi de la misère à laquelle il devait faire face, le rendant « aussi attristé et inconsolable que le doit être un homme qui est venu ici avec son honneur et qui se voit atteint par l'impuissance et la misère ». C'est cependant parmi les soldats que l'abandon de l'Espagne produisit les effets les plus graves et évidents. Le dénuement dans lequel se trouvaient les garnisons et les retards de paiement de Madrid avaient des répercussions sur le moral des soldats et indirectement aussi sur la discipline militaire, ce qui contribua à alimenter la violence du conflit et favoriser la discorde entre les deux alliés.

1. L'insubordination des soldats espagnols

Au sein du camp espagnol, le laxisme s'était installé. Dans un mémoire rédigé en 1591, Pedro de Illanes, l'administrateur de l'armée de Bretagne, offrait un précieux – et curieux – témoignage de la vie et des mœurs des soldats du fort de Blavet. Il s'y plaignait au roi d'Espagne de ses soldats dont l'immoralité bafouait la réputation et l'honneur de l'empire catholique¹³⁰. Cet aspect moral, dans tout ce qu'il a d'anecdotique, semble néanmoins refléter la perte de contrôle des autorités sur les troupes. Il faut dire que les entraves à la rigueur

129 Sur les emprunts faits par les Espagnols, voir le document intitulé « Relacion del dinero que se a tomado, prestado y se debe al duque Mercurio y a las villas de San-Malo, Morles y Dinan ». *Ibid*, I, doc. 115, p. 93. Sur le même sujet, voir également les documents 126, 197 et sur les sollicitations de recouvrement des ligueurs, voir le document 196.

130 Pedro de Illanes critiquait le relâchement moral régnant au camp de Blavet et plus particulièrement les mariages contractés entre les soldats espagnols et les Bretonnes, celles-ci étant, selon ses mots, « toutes suspectes d'hérésie ». Pour remédier à cette situation compromettante, l'administrateur proposait l'ouverture de lupanars « où des pécheresses notoires fussent abandonnées à la brutalité [des soldats] ». L'introduction de sa lettre donne le ton : « Assurément dans les armées d'un prince si catholique, si jaloux de l'observation des commandements de Dieu, il ne faut ni mœurs infâmes, ni ruffians, ni gens qui donnent un mauvais exemple en traînant avec eux des femmes qu'ils n'ont pas épousées ». *Ibid*,..., I, doc. 72, p. 49-50.

militaire étaient chose commune et allèrent bien souvent beaucoup plus loin, jusqu'à l'insubordination.

Celle-ci s'observait, en premier lieu, par les très fréquents cas de désertion que l'Espagne subit tout au long de sa présence en Bretagne. Dès les premiers temps de son intervention militaire, elle fut confrontée à un nombre inquiétant de désertions. Les premières troupes débarquées à Saint-Nazaire sous le commandement de Juan del Águila en octobre 1590 avaient déjà subi ces défections pendant le trajet à terre jusqu'à Blavet. Parmi les pertes d'effectifs des troupes espagnoles à la fin de l'année 1590, une partie était à imputer aux cas de désertions¹³¹. L'ampleur du problème est attestée par une lettre de Juan del Águila à Diego de Maldonado, dans laquelle le général le pria d'envoyer à Blavet les déserteurs restés à Nantes où ils vivaient, selon ses mots, « en commettant milles bassesses et en demandant l'aumône »¹³². En octobre 1591, la situation était devenue si critique que le nouvel ambassadeur, Mendo de Ledesma, publiait une annonce pour rappeler les déserteurs. Il leur promettait plusieurs avantages dont notamment celui d'être séparés du commandement d'Águila et envoyés en garnison dans une place-forte bretonne¹³³.

Les défauts de paiement de l'Espagne poussèrent de nombreux soldats espagnols à fuir les rangs de l'armée. À la recherche de profit, beaucoup d'anciens soldats déçus trouvèrent dans les désordres en Bretagne un emploi et un moyen de se renflouer. Certains rejoignirent les bandes de ligueurs *sans foi ni loi* comme celle de La Fontenelle qui les envoya prendre le fort de Primel aux côtés des transfuges irlandais issus des rangs anglais¹³⁴. Ces soldats expérimentés contribuèrent à la violence endémique propagée par ces chefs de bande opportunistes qui frappaient aveuglément toutes les strates de la population dans chacun des deux camps.

Ensuite, l'insubordination espagnole prit des aspects plus problématiques pour la stabilité de l'armée en provoquant des soulèvements de soldats. Une grande mutinerie paralysa les troupes espagnoles stationnées à Blavet au cours de la décisive année 1597, c'est-à-dire moins d'un an après la banqueroute de novembre 1596. Les insurgés prirent en otage les responsables du camp : le capitaine Juan del Águila et le trésorier Pedro Bravo. Dans une lettre envoyée à Mendo de Ledesma, les mutins se plaignaient des mauvais traitements infligés par le capitaine et ses officiers et de la misère dont ils souffraient. Leurs

131 Il est difficile néanmoins de faire la part entre les déserteurs et les morts par maladie ou lors du siège d'Hennebont. Sur les pertes de troupes, voir note 117.

132 « haziendo mil baxezas y pidiendo limosna ». *Ibid*, I, doc. 22, p. 16.

133 *Ibid*, I, doc. 121, p. 96.

134 *Ibid*, II, doc. 277, p. 104-105.

revendications touchaient aussi à leur solde dont les retards de règlement devenaient alarmants¹³⁵. Dans les mois qui avaient précédé cette mutinerie de juin 1597, les agents de Philippe II, Juan del Águila comme Mendo de Ledesma, avaient pourtant averti Philippe II du manque non seulement d'argent mais aussi de vivres¹³⁶. Il semble que le roi ait été averti de ce danger mais que ses ordres aient tardé à être appliqués¹³⁷.

2. La pratique du pillage

L'abandon de Madrid poussa également les troupes espagnoles à trouver dans le pillage un moyen de subsistance. Si la pratique de ce que l'on appelait communément la guerre de course était répandue et justifiée par la guerre, les Espagnols la pratiquèrent néanmoins sans faire de distinction, au détriment de leurs alliés. Au cours des États Généraux de la Ligue bretonne de 1594 à Vannes, les représentants de la Ligue se mirent d'accord pour rappeler à Juan del Águila de « faire observer la discipline militaire tant recommandée à la nation espagnolle, de ne permettre que ses soldatz se licentient de piller et ravager les maisons des ecclésiastiques, de la noblesse de l'Unyon et du pauvre peuple »¹³⁸. Pour Mercœur qui, nous l'avons vu, avait déjà beaucoup de difficultés à imposer son autorité à l'ensemble de la Ligue bretonne, ces débordements espagnols, en plus d'appauvrir ses partisans, mettaient encore plus en doute sa légitimité si bien qu'il se plaignait à Philippe II en 1591 que « les villes se [...] [rendent] peu a peu plus difficilles aux contributions »¹³⁹.

Sur les mers, les Espagnols ne se contentaient pas non plus d'attaquer les seuls navires ennemis et mettaient aussi en péril le commerce de leurs alliés. Malgré les troubles, les affaires continuaient en Bretagne et malgré les tentatives de Mercœur de créer un partenariat privilégié avec l'Espagne¹⁴⁰, la région restait dépendante des autres marchés européens, même protestants. La vente de produits et les taxes que tirait Mercœur sur ceux-ci finançaient directement l'effort de guerre, vital pour la Ligue qui ne pouvait pas compter financièrement

135 *Ibid*, II, doc. 322-323, p. 130 & doc. 327, p. 131.

136 *Ibid*, II, doc. 315, p. 124 & 318, p. 128.

137 *Ibid*, II, doc. 318, p. 128.

138 *Ibid*, doc. 204, p. 28-29.

139 *Ibid*, doc. 107, p. 88-89.

140 Voir à ce propos, dans Carné, le document 19 du 17 septembre 1590 dans lequel Mercœur propose à Philippe II d'ouvrir ses ports aux marchands bretons pour l'approvisionnement de la Bretagne, notamment en poudre, ou encore le document 56 du 20 avril 1591 dans lequel le gouverneur de Bretagne incite Philippe II à commercer avec la ville de Morlaix.

sur son allié espagnol¹⁴¹. Plusieurs lettres de Mercœur ou de ses représentants faisaient état, tout au long de la période, d'attaques espagnoles contre des navires de commerce nantais¹⁴² et des partenaires étrangers à l'exemple du marchand allemand Georges Boucault qui, en 1594, fut soumis à extorsion par le prestigieux marin espagnol Diego Brochero alors qu'il se rendait à Nantes¹⁴³. La même année, M. de Vineau, émissaire de Mercœur à la cour d'Espagne, exposait clairement le problème à Madrid :

qui luy plaise [à Sa Majesté] de commander aux gens de guerre qu'ell'a en son armée de terre et de mer, de porter respect à ses passeportz et sauvegardes [décernés par Mercœur] et ne les enfreindre ; ne permettant nullement que les marchandz et autres qui en seront trouvez muniz soient en rien inquiétez, pillez ny arrestez. D'autant que, sans y avoir esgard, lesditz gens de guerre et plusieurs ministres de V. M., establiz au gouvernement de ses royaumes et en ladministration de la justice, prennent indifferemment lesdictz marchandz et autres catholicques et les jugent de bonne prise, jacoitz quilz soient des villes et havres de la province et autres endroitz de la France, recogneuz par mondict seigneur pour gens de bien et tenant le saint party de l'unyon.¹⁴⁴

Dans ses plaintes, Mercœur avait pour coutume de rappeler au Roi Catholique le droit de commercer indépendamment des convictions politiques et religieuses des associés¹⁴⁵. Cette résolution qui nous semble aujourd'hui très moderne – forme de *libéralisme économique* breton avant l'heure – avait été votée par les États Généraux. Cette liberté était d'ailleurs nécessaire aux marchands qui gardaient des liens étroits avec leurs anciens partenaires commerciaux, notamment d'Angleterre et des Pays-Bas protestants. Deux attaques espagnoles impliquèrent justement des marchands traitant avec les Provinces-Unies¹⁴⁶. Par habitude mais aussi par nécessité, la Bretagne avait acquis une conception du commerce plus moderne et souple que l'Espagne qui, forte et indépendante, pouvait se permettre le traditionnel rigorisme.

Néanmoins, dans ces attaques espagnoles, quelle était la part d'erreur et quelle était celle d'opportunisme ? Il était simple en effet pour des soldats laissés pour compte de se servir directement sur place, sans chercher à distinguer l'ennemi de l'allié, d'autant plus quand

141 Dans une lettre à Philippe II, l'intrigant Yves Gourmil évoque cette dépendance de la Bretagne au commerce extérieur. *Ibid*, I, doc. 50, p. 144.

142 *Ibid*, I, doc. 85, p. 57-58, doc. 146, p. 127 & doc. 161, p. 157. *Ibid*, II, doc. 320, p. 129.

143 *Ibid*, II, doc. 192, p. 9.

144 *Ibid*, II, doc. 196, p. 12-16.

145 « la liberté du commerce avecq ung chacun, sans distinction de party ». *Ibid*, I, doc. 161, p.157.

146 *Ibid*, I, doc. 85, p. 57-58 & doc. 146, p.127.

celui-ci traitait avec les *hérétiques*. L'Espagne paraissait jouer un double jeu : d'un côté ses diplomates, comme Mendo de Ledesma, faisaient remonter les plaintes¹⁴⁷, de l'autre elle poursuivait ces *razzias* jusqu'à encore 1597 où Tornaboni s'en plaignait à Madrid.

2. L'Espagne en retrait : crises internes et changements stratégiques

Comme nous l'avons évoqué dans la partie précédente, l'engagement de l'Espagne avec la Ligue bretonne ne fut pas constant de 1589 à 1598. Les soucis économiques du protecteur ont déterminé le cours de la guerre. Ils permettent d'expliquer certains phénomènes comme les pillages espagnols mais aussi des événements cruciaux comme la mutinerie de Blavet ou encore le long enlisement du conflit à partir de 1595. Néanmoins, la crise espagnole n'était pas qu'économique et le grand empire connaissait d'autres difficultés. Des incidents politiques internes et des revirements militaires européens ont également eu un impact sur l'action et la stratégie espagnoles. Nous allons étudier à présent ces autres facteurs en insistant sur la dimension chronologique des événements.

a. Troubles internes : les affaires d'Aragon

L'Espagne de la fin du règne de Philippe II était traversée de tensions violentes. La crise morale et économique causée par la défaite de l'Invincible Armada avait détérioré la confiance des Espagnols envers Madrid et les raids réguliers des *chiens de mer* contre les ports espagnols¹⁴⁸ faisaient planer le risque d'une invasion imminente. C'est dans ce contexte que les crispations et les craintes de l'absolutisme ressurgirent en Aragon, confrontant le pouvoir à un risque nouveau. Ces troubles d'Aragon contraignirent Philippe II à se recentrer sur sa politique intérieure et mobilisèrent une partie des troupes espagnoles de 1591 à 1592. Le danger que représentait une sédition dans la péninsule ibérique, récemment unifiée avec l'annexion du Portugal, obligeait Madrid à traiter en priorité cette affaire. De plus, l'histoire

147 C'est le cas, par exemple, du document 85.

148 Voir sur les attaques contre les possessions américaines le court chapitre « Appui de l'Angleterre à Henri IV » et sur les raids contre l'Espagne le chapitre « Le sac de Cadix par les Anglais (juin-juillet 1596) » dans I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 568 & p. 579-582.

de ces soulèvements était étroitement liée à celle d'Antonio Pérez, secrétaire déchu de Philippe II, dont ce dernier connaissait le pouvoir de nuisance.

En effet, on peut considérer comme point de départ de ces incidents d'Aragon, l'évasion de l'ancien serviteur du roi, emprisonné en 1579 dans le cadre de la sombre intrigue de cour qui avait mené à l'assassinat d'Escovedo¹⁴⁹. Philippe II, qui était lui aussi entaché par l'affaire, gardait Pérez en détention dans l'espoir de faire taire les rumeurs. Les risques que cette évasion faisait peser sur sa réputation et la crédibilité de son gouvernement en crise, appelaient une réponse immédiate. De plus, son rival Henri IV ne cachait pas son intérêt pour l'affaire. C'est parce qu'il était conscient du danger qu'il encourait, qu'Antonio Pérez quitta la Castille pour se réfugier en avril 1590 à Saragosse, dans le royaume d'Aragon, où il pouvait bénéficier de l'immunité due aux prisonniers en attendant son jugement par un tribunal aragonais. L'Aragon, en tant que royaume membre de la monarchie espagnole, jouissait en effet d'un ensemble de privilèges, les *fueros*, qui assuraient à Pérez un rempart contre le pouvoir royal et l'espoir d'une justice impartiale.

C'est l'acharnement de Philippe II à exiger la remise de Pérez qui déclencha le soulèvement des Aragonais, soucieux de faire respecter leurs privilèges¹⁵⁰. En accusant Pérez d'hérésie, pour ses soi-disant ententes avec Henri IV, il trouva le moyen de contourner les *fueros* et d'invoquer l'Inquisition, dont l'autorité était respectée dans toute la monarchie. Néanmoins, les deux tentatives d'emprisonnement de Pérez par les agents de l'Inquisition donnèrent lieu à des soulèvements urbains et l'assassinat du délégué de Philippe II, le Castillan Iñigo de Mendoza. Ces émeutes populaires et anti-castillanes, avivées par Pérez en personne, décidèrent le roi à outrepasser ses droits et lancer une expédition dans la région en novembre 1591. Malgré la faible résistance des insurgés, les troupes furent retenues un moment autour de Saragosse après qu'Antonio Pérez, réfugié à Pau, lança, avec l'aide d'Henri IV, une expédition contre l'Aragon dans l'espoir de réveiller le sentiment anti-castillan des autochtones¹⁵¹. Les soldats castillans s'appliquèrent aussi à organiser la répression du mouvement et faire tomber les têtes, bien que le principal instigateur eût réussi à s'enfuir. Avec les *Cortes* de Tarazona du 15 juin au 2 décembre 1592, les troubles prenaient officiellement fin et Philippe II avait réaffirmé son autorité.

149 Sur l'assassinat d'Escovedo, voir : *Ibid*, p. 375-390.

150 "Que los aragoneses pudiesen y pueden tomar las armas contra cualesquier fuerzas extranjeras que entrasen en su reino en ofensa suya, aunque sea contra su mismo rey y príncipe heredero si en tal forma entrare". G. PARKER, *Felipe II : La biografía definitiva*, p. 895.

151 *Ibid*, p. 898.

Ces opérations mobilisèrent une grande partie des troupes du Roi Catholique stationnées en Espagne. Selon Parker, le commandant chargé de l'expédition, Alonso de Vargas, avait sous son commandement 15.000 soldats d'infanterie et 2.000 cavaliers¹⁵². Une partie d'entre eux était destinée pourtant à intervenir en France où les combats faisaient rage dans les années 1591 et 1592. Dans le Languedoc, Philippe II avait organisé une grande campagne en collaboration avec le chef ligueur local, le maréchal de Joyeuse¹⁵³. Dans le nord de la France, le duc de Parme lançait une seconde grande offensive aux côtés de Mayenne pour, notamment, lever le siège de Rouen mené par Henri IV¹⁵⁴. De même, la Bretagne connaissait une période de conflits intenses et décisifs depuis que les Anglais avaient débarqué à Paimpol le 12 mai 1592.

L'impact qu'eut cette crise aragonaise sur la guerre de la Ligue est difficile à mesurer mais il est certain qu'elle joua en la défaveur de l'alliance catholique en maintenant les forces espagnoles de l'autre côté des Pyrénées. Henri IV était d'ailleurs lucide et s'employa à faire durer le plus que possible ces troubles. Le bilan des grandes batailles de l'année 1592 fut en effet plutôt mitigé pour la Ligue et l'Espagne. Si l'alliance bretonne remportait une victoire fracassante à Craon en mai 1592, la Ligue essuyait des défaites décisives sur les deux autres grands fronts. La seconde expédition de Farnèse s'acheva avec une série de débâcles et la mort du général le 3 décembre 1592 tandis que dans le sud le maréchal Guillaume de Joyeuse et son fils Antoine, décédèrent courant 1592¹⁵⁵. Néanmoins, même si ce repli de l'Espagne n'empêcha pas le camp catholique breton de remporter des victoires, le manque de soutien de l'Espagne se faisait sentir. Dans cette période, Mercœur et les agents espagnols ne cessaient de réclamer des renforts à Madrid et ces plaintes étaient justifiées car effectivement entre le 27 avril 1591 et la mi-octobre 1592, soit avant et après l'intervention militaire en Aragon, la Bretagne ne reçut aucun renfort militaire supplémentaire¹⁵⁶.

Fin 1592, avec le recul de la cause ligueuse et la crise économique qui se profilait, l'Espagne fut contrainte de repenser son intervention en Bretagne et dans le pays. L'époque des grandes campagnes était terminée pour elle qui, l'année suivante, avait encore l'espoir – vain – d'installer l'infante sur le trône de France.

152 *Ibid*, p. 895.

153 I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 524.

154 *Ibid*, p. 533-535.

155 I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 524.

156 Entre ces deux dates, Madrid se contenta d'envoyer en Bretagne de l'argent par galère en septembre 1591 mais pas de soldats.

b. Un désengagement progressif de l'Espagne en Bretagne ?

Henri IV avait repris progressivement l'ascendant sur la Ligue et l'Espagne après l'échec des États Généraux de 1593. En abjurant le protestantisme le 25 juillet de la même année, il faisait un geste fort envers les catholiques fatigués de la guerre et de l'incertitude successorale. Devenu prétendant légitime, il parvint, au fil des années, à conforter son autorité. Dans le royaume, il s'affirmait comme roi en se faisant couronner le 17 janvier 1594 et en ralliant à son parti les ligueurs de la veille et les villes principales. En Europe, il rendait à la France son rôle de puissance active et offensive en déclarant la guerre à l'Espagne le 17 janvier 1595 et en se faisant reconnaître officiellement par les autres souverains dont le pape Clément VIII, qui levait son excommunication et lui concédait le titre de roi Très Chrétien. En outre, Henri IV avait raffermi l'alliance avec ses voisins protestants en signant avec l'Angleterre le traité de Greenwich en mai 1596 puis en octobre suivant le traité de la Haye qui voyait s'ajouter les Pays-Bas à la confédération.

D'une guerre civile, la guerre de la Ligue s'apparentait de plus en plus à un conflit inter-étatique à mesure qu'Henri IV affirmait son autorité. L'année 1595 marqua un tournant dans l'histoire de l'alliance espagnole et ligueuse. On considère généralement la bataille de Fontaine-Française de juin 1595 comme la dernière grande bataille menée par l'alliance. Les conséquences de cette défaite furent en effet considérables car non seulement elle fit basculer la Bourgogne dans le camp d'Henri IV mais elle décida aussi le duc de Mayenne à rendre les armes en janvier suivant. Pour l'Espagne, cette défection de l'allié français signifiait la perte non seulement d'un allié militaire mais surtout de la légitimité de sa présence en tant que protectrice de la Ligue. À travers le royaume, elle était vue désormais comme une puissance agressive, un envahisseur¹⁵⁷, ce que venait entériner la déclaration de guerre de janvier 1595. L'Espagne était chaque fois davantage isolée.

Dorénavant, l'empire misait sur la dernière région qu'elle dominait encore : le nord de la France. En 1595, alors que les troupes espagnoles essayaient une défaite décisive à Fontaine-Française, elles remportaient au même moment une série de victoires en Picardie. C'est dans cette zone que se déroulèrent les derniers grands combats entre Henri IV et

¹⁵⁷ L'opinion publique s'était détournée de l'Espagne et la propagande anti-espagnole en est un bon exemple. Voir à ce propos : Robert DESCIMON & José Javier RUIS IBÁÑEZ, « La imagen de Felipe II en la liga radical francesa », in José MARTÍNEZ MILLÁN (dir.), *Felipe II (1598-1998), Europa dividida, la monarquía católica de Felipe II, Actas del Congreso internacional del 20-23 abril 1598*, t. 1, vol. 1, Université Autonome de Madrid, Madrid : Parteluz, 1998, p. 111-136.

l'Espagne. Le nord de la France était frontalier des Pays-Bas et l'Espagne y contrôlait plusieurs places-fortes comme Calais, Ardres ou Amiens. Néanmoins, c'était ouvertement comme envahisseuse et non plus protectrice qu'elle avait acquis ces places entre 1595 et 1597, n'hésitant pas à piller les villes et rançonner les bourgeois¹⁵⁸.

D'ailleurs, l'empire espagnol n'était plus en mesure de mener de grandes campagnes militaires. La banqueroute de 1596 et le danger que faisait peser sur l'Espagne le traité de la Haye avaient tempéré les ambitions hégémoniques et messianiques de Philippe II. Le vieux roi malade pensait désormais à sa succession. L'Espagne avait renoncé à mener en France une guerre conquérante, comme elle l'avait fait jusqu'en 1595, et s'employait désormais à une guerre de positions. L'issue du conflit étant inévitable, elle cherchait à garder le contrôle sur des places-fortes afin de peser davantage dans les négociations de paix, voire, dans une certaine mesure, garder quelques uns de ces points stratégiques¹⁵⁹.

Qu'en était-il alors de la Bretagne ? Contrairement au reste du pays, l'Espagne pouvait encore y compter des soutiens fidèles jusqu'en 1598 dont le duc de Mercœur. Elle contrôlait également en Bretagne deux places-fortes : Blavet et Primel. Cependant, l'Espagne était-elle encore en mesure de poursuivre la stratégie d'alliance menée jusqu'alors avec Mercœur ? Carné remarque qu'autour de l'année 1595, « tout ce qui touche à l'administration disparaît [...] On ne trouve plus dans les cartons ni états de troupes, ni comptes, ni rapports des commissaires des guerres »¹⁶⁰. Plus frappant encore, en septembre 1596, mois où éclata la grande banqueroute, Philippe II demandait à Mendo de Ledesma de préparer le rapatriement des troupes de Blavet, affaire qui ne fut cependant pas menée à terme. En parallèle, il menait également des pourparlers de paix avec Henri IV¹⁶¹. Philippe II s'était enfermé dans un renoncement qui ralentissait son action diplomatique. Madrid abandonnait progressivement à elle-même l'armée de Bretagne, ce qui déboucha sur la mutinerie de 1597.

Néanmoins, si l'Espagne avait réduit ses moyens et ses ambitions, ses soldats restaient présents et actifs. Ils s'étaient tournés vers une stratégie similaire à celle menée dans le nord de la France. Plutôt que d'entreprendre de grandes et coûteuses campagnes aux côtés de Mercœur, ils se concentrèrent sur la conquête de places-fortes en Basse-Bretagne à l'exemple

158 I. CLOULAS, *Philippe II*, p. 576-578.

159 Dessein contrarié par la Paix de Vervins qui rétablissait les frontières établies par les traités de Cateau-Cambrésis.

160 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 57, p. 37.

161 Dans une lettre du 7 août 1597, Mercœur s'étonnait justement de ces négociations dont il n'avait pas été informé. *Ibid*, II, doc. 331, p. 133.

du fort de Primel. Dans cette zone, l'influence de Mercœur était limitée et la plupart des places acquises aux royaux ou à des ligueurs indépendants comme La Fontenelle. Autour de Blavet, ils renforçaient également leur emprise en installant une garnison à Vannes en 1595 encore une fois en accord avec les ligueurs de la région¹⁶². L'alliance avec Mercœur était passée au second plan au profit d'actions non coordonnées et souvent peu ambitieuses¹⁶³. Désormais oublié par son protecteur, le chef de la Ligue bretonne multipliait les trêves et les pourparlers avec l'ennemi. Tout au long de l'année 1596, il repoussa systématiquement l'échéance de la trêve, de telle sorte qu'elle dura au total 12 mois, et l'année suivante, il signait encore une trêve de 4 mois¹⁶⁴.

De là, nous pouvons nous demander si la stratégie espagnole n'était pas devenue plus individualiste, unilatérale, dans ces dernières années ou si l'Espagne n'était pas, dès le début, portée vers l'unilatéralisme ? Dans ce jeu de dupe qu'est le lien de protection, n'a-t-elle pas toujours fait passer la recherche de son profit personnel avant celui de l'alliance et de la sauvegarde de la chrétienté ? Les dernières années, à cause des difficultés rencontrées, n'ont-elles pas seulement fait tomber les masques et rendu encore plus évidente une réalité déjà tangible ?

162 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 311.

163 Il faut dire que les initiatives espagnoles avec leurs nouveaux partenaires ligueurs étaient souvent ralenties ou contrariées par le mutisme de Madrid. Les agents espagnols devaient régulièrement relancer Madrid pour obtenir leur paiement.

164 Nous développerons la question de l'éloignement entre les soldats espagnols et le duc de Mercœur dans la partie suivante au point **II.B.1.b.2**.

B. L'Espagne, protectrice ou envahisseuse ?

L'enthousiasme qu'avait suscité l'intervention de l'Espagne dans les premières années avait laissé progressivement place au doute à mesure que l'empire affichait ses ambitions expansionnistes. Forts de leur puissance militaire et de leur statut de protecteur, ce fut avec plus ou moins de discrétion qu'ils menèrent des opérations unilatérales dans le but de servir leurs intérêts, souvent en contradiction avec celui de leur allié et d'une stratégie commune. L'exemple le plus frappant fut sans doute la construction du fort du Lion sur la presqu'île de Roscanvel, campagne menée en toute indépendance vis-à-vis de la Ligue. Dès lors, une question se posait dans les rangs ligueurs : l'Espagne était-elle protectrice ou envahisseuse ?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponse par une étude de la stratégie unilatérale espagnole à travers ses deux piliers militaires et diplomatiques. Nous verrons que l'Espagne était engagée dans une campagne expansionniste dont les conséquences furent néfastes pour l'alliance menée avec la Ligue.

1. Un unilatéralisme militaire espagnol

Dans un mémoire adressé à Philippe II en 1594, Yves du Vineau, l'émissaire de Mercœur à Madrid, n'avait pas de mots assez durs pour parler du général Juan del Águila dont il disait qu'il « [n'avançait] pas moins les affaires du Roy de Navarre que s'il estoit à ses gages »¹⁶⁵. Cette expression témoignait des profondes inimitiés qui divisaient les chefs des deux partis alliés. Les antagonismes militaires et personnels avaient pris le pas en cette année 1594 où l'Espagne avait, en toute indépendance, construit un fort sur la presqu'île de Roscanvel. La Ligue catholique voyait la situation lui échapper et le protecteur révéler petit à petit ses véritables objectifs.

Juan del Águila était un général chevronné qui avait servi dans les Flandres. Il fut envoyé en Bretagne dès 1590 et resta jusqu'à la mutinerie de 1597 à Blavet. La nomination d'un tel personnage témoignait de l'intérêt que portait Philippe II aux affaires de Bretagne, intérêt cependant pour la réussite de l'alliance ou l'avancement de ses ambitions personnelles ? Comme le souligne à propos Carné, dans les instructions adressées par

¹⁶⁵ *Ibid*, II, doc. 222, p. 44-50.

Philippe II à son général, il n'est fait nulle part mention de la coopération avec Mercœur, sinon de traiter avec diplomatie et courtoisie le duc et les autres ligueurs¹⁶⁶. Le Roi Catholique souhaitait garder une totale indépendance dans la stratégie qu'il mettait en place.

Dans cette partie sur la stratégie militaire unilatérale et expansionniste de l'Espagne, ce premier point sur la coopération entre les deux alliés nous intéressera particulièrement avant d'étudier les entreprises expansionnistes menées par l'armée espagnole. Nous verrons que cet unilatéralisme a été tant le produit du commandement de Juan del Águila que des ambitions espagnoles.

a. Un manque de coopération avec la Ligue

La question de l'unilatéralisme militaire espagnol nécessite d'étudier dans un premier temps la coopération et l'intégration de l'armée espagnole au sein de l'alliance catholique. Dans quelle mesure les Espagnols se pliaient-ils aux exigences de la Ligue ? Si Águila était avant tout l'émissaire de Philippe II, Mercœur représentait-il alors une forme d'autorité ? La correspondance nous montre que la coopération militaire avait donné lieu à des querelles entre Mercœur et Águila. Comment s'est manifestée cette indépendance de l'armée espagnole et quelles en furent les conséquences ?

1. Un refus de prendre part à des opérations militaires

Plusieurs offensives lancées par la Ligue se heurtèrent au manque de soutien des Espagnols. Dans les premières années du conflit où Mercœur mena de grandes campagnes contre le parti royal, soutenu épisodiquement par les troupes anglaises de Norreys, l'aide des soldats espagnols faisait régulièrement défaut.

Il semble que ce manque de collaboration ait abouti à l'échec de plusieurs entreprises dirigées par la Ligue. Selon les accusations de Mercœur, corroborées par le capitaine italien Oratio Minucci, la défaite du siège de Moncontour en 1593 était à imputer à Águila.

¹⁶⁶ « Dar calor a los buenos intentos del duque de Mercurio y catolicos de aquella provincia ». *Ibid*, I, doc. 17, p. 13.

Contraint de lever le siège le 26 août, après avoir promulgué la trêve nationale exigée par le duc de Mayenne, le chef de la Ligue bretonne soutenait cependant que la prise de la ville aurait été possible sans les lenteurs d'Águila qui mit quinze jours à arriver¹⁶⁷. Un autre exemple de ce désordre nous est donné par Hervé Le Goff qui avance l'hypothèse que l'échec de la bataille du Marchallac'h aurait été causé, entre autres raisons, par un *conflit de commandement* entre Mercœur et Águila¹⁶⁸.

Cette rigidité des Espagnols était autant le produit du caractère d'Águila que d'une stratégie militaire unilatérale. Dans une lettre de décembre 1591, Mercœur se plaignait à Philippe II du refus du général Águila de participer au secours de la ville de Rouen à ses côtés, alléguant « [qu'il n'avait] commandement de V. M. de séparer ses gens, pour les envoyer hors de cette province »¹⁶⁹. Si Mercœur semblait s'étonner de la réponse de son allié et en appelait à Philippe II comme arbitre, dans une lettre du 28 juin suivant, le Roi Catholique félicitait son général et saluait son initiative, en soutenant lui aussi que les troupes espagnoles n'étaient pas assez nombreuses pour être dispersées¹⁷⁰.

2. Un refus de respecter les règles militaires

Le manque de coordination entre la Ligue et les soldats espagnols se manifestait aussi par le refus de ces derniers d'observer des règles militaires communes. Sous couvert de leur fidélité à Philippe II, les soldats espagnols et leur chef Águila refusaient de se plier aux exigences de la guerre et cela aux dépens de l'entente avec leur allié et de l'intérêt commun. Le décalage qui s'installa entre les deux partis catholiques fut source de tensions. En effet, dans une lettre du 27 novembre 1591 adressée à Philippe II, Mercœur rapportait un épisode survenu au cours de la prise de Blain durant laquelle les Espagnols « ne [permirent] aux François de participer aud. butin qui estoyt assez riche, ains userent de grandes insolences envers eulx, n'observant aucune distinction de personnes »¹⁷¹. S'il est impossible de connaître les motivations précises des soldats espagnols, les faits témoignent de la discrimination qui existait entre les deux partis alliés. Dans quelle mesure leur comportement relevait-il de la

167 *Ibid.*, I, doc. 179 & doc. 180, p. 166-167. *Ibid.*, II, doc. 195, p. 11-12. H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 234.

168 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 173-174.

169 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 129, p. 109-110.

170 *Ibid.*, doc. 154, p. 154.

171 *Ibid.*, doc. 125, p. 99-100.

simple recherche de profit¹⁷² ou d'un sentiment d'impunité vis-à-vis des ligueurs ? Cette question reste difficile à trancher.

Au niveau du commandement, les Espagnols agissaient également en totale indépendance par rapport à la Ligue. Le refus d'Águila de respecter les trêves atteste de son insubordination. À deux reprises, en 1593 et en 1596¹⁷³, alors que les alliés ligueurs avaient signé des trêves avec les royaux, les Espagnols n'en firent pas cas, sous prétexte de ne pas avoir reçu d'ordre de Madrid. Ce mépris des accords était dangereux pour deux raisons. Tout d'abord, il mettait en péril la perspective d'une victoire dans l'hypothèse d'une contre-attaque des royaux dont les troupes stationnées dans les autres régions étaient mobilisables. Ensuite, il rendait évidente la stratégie unilatérale de l'Espagne et ses ambitions personnelles dans la région.

La violation de la trêve de 1593, notamment, suscita l'inquiétude de Mercœur. Philippe II avait envoyé en Bretagne 18 compagnies, formant au total un renfort de 2.000 hommes¹⁷⁴, sans l'avoir consulté au préalable. À juste titre Mercœur s'était étonné du débarquement de ces soldats qui avaient été envoyés non pas pour épauler la Ligue mais bien pour préparer une offensive militaire contre Brest. Cet acte constituait un danger pour le camp catholique mais aussi un véritable affront au lien de protection.

Pour lutter contre ce flottement militaire qui était source de tension et de division, Mercœur demanda à plusieurs reprises le commandement des troupes espagnoles à Philippe II¹⁷⁵. Moins dupe qu'il ne le semblait dans ses lettres, il voulait mettre son protecteur face à ses contradictions. Les événements lui avaient fait prendre la mesure du danger représenté par les Espagnols qui ne cachaient plus leurs visées sur le territoire. Plutôt que de participer aux campagnes militaires de front avec la Ligue, il avait compris que les soldats d'Águila étaient avant tout engagés dans des opérations expansionnistes menées en toute indépendance et au mépris de leur allié.

172 Nous avons traité dans la partie **II.A** la question de l'insubordination des troupes espagnoles et montré en quoi elle était intimement liée aux défauts de paiement réguliers de Madrid.

173 *Ibid*, I, doc. 184, p. 170. *Ibid*, II, doc. 273, p. 101-102.

174 *Ibid*, I, doc. 185, p. 171.

175 Le 14 février 1594, quelques mois après le débarquement espagnol inopiné à Blavet, Mercœur écrivait à Philippe II qu'il « supplie très humblement [Sa Majesté] qu'en l'auctorité et charge que j'ay, il luy plaise commander au seigneur dom Jouan et à ses cappitaines de m'obeir en ce que la raison de la guerre présentera et que je soys recogneu ». *Ibid*, II, doc. 193, p. 9-10.

b. Une stratégie expansionniste espagnole

Nous l'avons vu, les ambitions espagnoles en Bretagne étaient multiples. Si, dans une certaine mesure, elles coïncidaient avec celles de la Ligue, notamment en ce qui concernait la lutte contre Henri de Navarre et le maintien du catholicisme, elles allaient beaucoup plus loin. La Bretagne offrait à l'Espagne des avantages stratégiques dont elle comptait tirer profit pour sa guerre contre l'Angleterre et les insurgés des Pays-Bas. La côte et les ports bretons représentaient particulièrement un enjeu pour l'Espagne.

Si elle était officiellement engagée comme protectrice de la Ligue, ses actes trahirent à plusieurs reprises ses intentions premières. En 1592, elle envoyait des troupes par galère en Bretagne avec l'idée de prendre Brest et, afin de tromper Mercœur sur ses intentions, demandait à Águila de lui mentir¹⁷⁶. En parallèle à son engagement dans les campagnes aux côtés de la Ligue, dont nous venons de montrer les limites, elle menait de son côté une stratégie militaire expansionniste en Bretagne. Quelles ont été les conséquences de ces campagnes unilatérales sur l'alliance, c'est-à-dire non seulement sur les alliés ligueurs mais encore la stratégie même de front commun ? Nous chercherons à répondre à cette question à travers deux cas : le fort de Roscanvel et le rapprochement de l'Espagne avec la Fontenelle dans les dernières années du conflit.

1. Le fort du Lion : la crise de l'alliance

Dans une lettre adressée à Philippe II en 1592, le général Águila soulignait la priorité de la prise de Brest dans la stratégie espagnole. Selon ses mots :

Ce qui importe le plus pour commencer, c'est de s'emparer de quelques postes ; or le premier et le principal me paraît être la place de Brest. La plus grande difficulté qui existe en cette affaire, c'est de la conduire de manière que les catholiques de l'Union et le duc ne s'en troublent pas¹⁷⁷.

176 *Ibid*, I, doc. 165-166, p. 158-159.

177 *Ibid*, I, doc. 168, p. 160.

La ville était en effet un port non seulement stratégiquement situé, sur le chemin des Pays-Bas et à proximité de l'Angleterre, mais aussi doté d'infrastructures défensives et portuaires. Les tentatives espagnoles pour s'en emparer donnèrent lieu à une série d'intrigues, que nous étudierons dans la partie suivante sur la diplomatie, mais aussi à des offensives qui, contrairement à ce que préconisait Águila, provoquèrent des troubles en Bretagne jusque parmi les ligueurs. Au niveau européen aussi, les opérations espagnoles sur Brest suscitérent l'effroi du camp protestant, si bien que l'Angleterre et la France restaient à l'affût des mouvements espagnols à la pointe de la Bretagne. Ici, nous nous intéresserons plus particulièrement à un épisode de cette affaire de Brest : la construction du fort du Lion sur la presqu'île de Roscanvel.

Cette entreprise constitua l'offensive la plus ambitieuse de la stratégie expansionniste espagnole en Bretagne. L'opération, mise en place au cours de l'année 1594, mais imaginée par le général Águila dès 1591, visait à assiéger le port de Brest en bloquant ses communications navales. À cet effet, les Espagnols entreprirent la construction d'un fort sur la presqu'île de Roscanvel d'où l'on pouvait contrôler l'entrée de la rade de Brest. Une deuxième étape consistant à ériger un second fort en face de Roscanvel, sur la pointe nord-ouest bretonne, pour renforcer le blocus était également prévue mais ne vit jamais le jour.

C'est en octobre 1592 que Philippe II lançait le feu vert pour la construction du premier fort. Dans une lettre adressée à Juan del Águila, il faisait marque d'un enthousiaste peu commun – peut-être était-il encore sous l'émotion de la victoire de Craon du mois de mai précédant – et appelait à commencer l'offensive contre Brest. Il informait Águila de l'envoi de 2.000 hommes auxquels s'ajouteront 2.000 autres l'année suivante¹⁷⁸. L'affaire ne se fit cependant pas aussi rapidement que le roi l'aurait souhaité et il fallut attendre la fin de l'année 1593 pour voir débiter les travaux sous le commandement de Cristobal de Rojas, l'ingénieur militaire qui avait construit le fort de l'Aigle à Blavet¹⁷⁹. En avril suivant, le général Águila envoya 400 hommes se mettre en garnison à Roscanvel sous le commandement du capitaine Tomás de Paredes¹⁸⁰.

Cette affaire, à laquelle s'était employée l'Espagne avec une ardeur jusqu'alors inconnue, ne porta cependant pas ses fruits. Le bruit provoqué par l'offensive avait résolu ses adversaires à marcher sur Crozon. L'Angleterre, mesurant le danger que représentait la prise de Brest par les Espagnols, envoya 600 hommes en renfort le 30 juin qui s'unirent à ceux du

178 *Ibid.*, I, doc. 164, p. 158 & doc. 185, p. 171.

179 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 259-260.

180 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 209, p. 32.

général Norreys. Le 17 novembre 1594, la garnison espagnole du fort du Lion était décimée par la coalition franco-anglaise et le bâtiment rasé dans les jours suivants¹⁸¹.

Cette action, qui relevait de la seule initiative espagnole, avait eu un mauvais impact sur l'alliance avec la Ligue bretonne. L'ampleur que prit cette affaire et le risque qu'elle fit courir sur le sort de la Bretagne, en firent un point de crispations. Si le gouverneur de Brest, Sourdéac, n'était effectivement pas du parti de la Ligue, il n'était pas non plus un partisan zélé d'Henri IV et savait s'abstenir de provoquer Mercœur. Sans doute les ligueurs étaient plus rassurés de voir Brest entre les mains de Sourdéac que celles des Espagnols. En outre, l'affaire s'était déroulée en totale indépendance vis-à-vis de la Ligue et aux dépens de la trêve de 1593.

Le 10 mai, les États Généraux de la Ligue bretonne, réunis à Vannes, mettaient en garde Águila contre la crainte que produisait cette entreprise impopulaire parmi les alliés ligueurs¹⁸². Cinq jours plus tard, Mercœur envoyait de son côté une lettre à Philippe II pour le prévenir que la construction du fort du Lion « [avait] donné occasion à ceulx du pays de se mescontanter et d'entrer en une certaine deffiance, considérant que, par ce moyen, l'on entreprend contre leur liberté et que mon auctorité estoit exposée en mespris »¹⁸³.

Le 21 novembre 1594, quelques jours après la prise du fort, Mercœur mettait Philippe II face à ses responsabilités. Tout d'abord, il expliquait au Roi Catholique les dégâts qu'avait causés cette opération sur l'opinion des Bretons, déjà fragilisée par la conversion d'Henri IV et la reddition de Paris en mars précédant. Ensuite, il pointait du doigt la perte de terrain du parti de la Ligue en Basse-Bretagne, désormais majoritairement passée dans le camp royal¹⁸⁴. En effet, l'épisode de Roscanvel avait su décider les troupes royales et anglaises à faire front commun et réunir une armée qui, au cours de son cheminement vers Crozon, rallia au parti d'Henri IV les villes dissidentes de Morlaix et de Quimper¹⁸⁵.

Mercœur avait perdu ses dernières grandes places-fortes dans la région. Plutôt que de chercher à reconquérir ces territoires qu'il n'avait jamais su attacher complètement à sa cause, il se concentra dès lors à maintenir son influence en Haute-Bretagne et dans l'ouest de l'Anjou. C'était pourtant sur les ports de Basse-Bretagne que l'Espagne avait des ambitions et où elle continua à mener des opérations jusqu'à la signature de la paix de Vervins. Une

181 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 278-279.

182 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 204, p. 28-29.

183 *Ibid.*, II, doc. 208, p. 31-32.

184 *Ibid.*, II, doc. 235, p. 59.

185 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, 267-276.

question se posait alors : Mercœur était-il encore utile à l'Espagne ? Nous allons voir que dans les dernières années du conflit, l'Espagne s'était tournée vers d'autres chefs ligueurs au détriment de Mercœur et de l'alliance avec la Ligue bretonne.

2. L'Espagne et la Fontenelle : Mercœur, un allié secondaire

Nous avons vu plus haut que l'Espagne connaissait des difficultés dans les dernières années du conflit. La banqueroute de 1596 avait mis un frein à ses dépenses militaires et la lente agonie de la Ligue lui avait fait perdre son emprise sur le territoire français. Dans cette dernière période, elle était plus que jamais distante de Mercœur. Tout d'abord elle n'était plus en mesure de financer de grandes campagnes militaires. L'Espagne s'était tournée vers une guerre de positions moins coûteuse et était plus intéressée par la conquête de places-fortes et de ports qui pouvaient lui servir de monnaie d'échange lors des négociations de paix. Ensuite, elle se concentrait désormais sur des opérations en Basse-Bretagne. Les Espagnols et Mercœur étaient engagés sur deux fronts différents. Le processus n'était pas nouveau mais il devenait plus évident. L'Espagne n'avait jamais montré d'intérêt pour les expéditions de Mercœur dans les terres. Comme l'écrit Hervé Le Goff, « la guerre de Bretagne [est] d'abord, pour les Espagnols et les Anglais, une guerre des îles, des presqu'îles et des ports »¹⁸⁶. Le chef de la Ligue voyait progressivement l'Espagne se désengager de l'alliance pour se consacrer à ses projets expansionnistes à l'autre extrémité de la péninsule.

L'Espagne s'était tournée vers un nouveau partenaire breton dont l'influence ne cessait de croître en Basse-Bretagne : Guy Éder, seigneur de la Fontenelle. Le *folâtre Guyon*, comme le surnommaient ses contemporains, faisait partie de ces ligueurs opportunistes plus intéressés par l'appât du gain que les idéaux politiques ou religieux. Ses liens avec Mercœur étaient ambigus. Si le chef de la Ligue put compter sur son aide à plusieurs reprises, dont lors de la victoire de Craon, ses excès lui avaient valu ses remontrances ainsi que celles des États Généraux bretons. À partir de 1595 cependant, son influence était devenue telle qu'il faisait armes égales avec Mercœur. Il avait sous ses ordres une flotte et une armée puissantes composées de Bretons et de déserteurs espagnols et irlandais¹⁸⁷, et il contrôlait plusieurs places-fortes en Basse-Bretagne. En juin 1595, il s'était emparé de l'île Tristan dans la baie de

¹⁸⁶ *Ibid*, 185-186.

¹⁸⁷ G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 277, p. 104-105.

Douarnenez, une forteresse imprenable dont il fit son quartier général et qu'il rebaptisa même l'île Guyon. L'année suivante, il s'emparait de Penmarc'h et du fort de Primel.

Les Espagnols avaient pris part à ces affaires qui allaient dans le sens de leur nouvelle stratégie. C'est avec beaucoup d'enthousiasme qu'Águila présentait les entreprises de la Fontenelle à Philippe II. Le ligueur-bandit avait d'ailleurs affirmé à plusieurs reprises son dévouement à la cause de l'Espagne, Mendo allant même jusqu'à dire qu'il était *Espagnol*¹⁸⁸. En janvier 1596, alors que la Ligue bretonne avait signé une trêve avec les royaux, Águila se rendait au secours de l'île Tristan¹⁸⁹, assiégée par les ennemis, et cela malgré l'opposition de Mercœur. En avril suivant, alors que la trêve était encore de vigueur, il récidivait en envoyant des hommes participer à la prise du fort de Primel, ce qui lui valut encore une fois les réprimandes de Mercœur¹⁹⁰.

Cependant, ce divorce entre les deux partis ne peut-il pas s'expliquer également par les dissensions personnelles entre Mercœur et Águila ? Car en effet cette nouvelle configuration des alliances arrangeait bien le général espagnol dont les inimitiés pour le chef de la Ligue bretonne furent une constante tout au long de l'intervention. Si dans les premiers temps de la coopération, les deux chefs semblaient pourtant s'entendre¹⁹¹, dès mai 1591, les premières dissensions commencèrent à poindre autour de la question du commandement. Dans une lettre adressée à Philippe II, Águila écrivait :

Je ne fais pas cette guerre à ma manière, mais bien à celle du duc [...] car, s'il avait agi comme il convient, il y a quelques jours, il se serait mis à la recherche du prince de Dombes [...] et s'il survient des revers, qu'il plaise à V . M. de croire que ce n'est pas ma faute, puisque je marche suivant les plans et les ordres du duc.

Par la suite, en plus des désaccords militaires, une défiance profonde s'installa entre les deux hommes. Águila soupçonnait en effet Mercœur de convoiter le duché et d'entretenir des ententes secrètes avec Henri IV. D'ailleurs, à mesure qu'il s'éloignait de Mercœur, le

188 *Ibid*, II, doc. 273, p. 101-102 & doc. 330, p. 133.

189 Comme les Espagnols, la Fontenelle faisait fi des trêves de Mercœur et poursuivait de son côté la guerre contre les royaux.

190 *Ibid*, II, doc. 277, 279 & 280, p. 104-109.

191 Suite au siège d'Hennebont, mené de concert par les deux alliés en décembre 1590, Mercœur remerciait Philippe II de son aide et affirmait sa bonne entente avec le général espagnol. Il lui écrivait : « C'a esté par une belle et avantageuse capitulaon au traité de laquelle le seigneur dom Jouan a tousiours asisté et ne sy est rien faict que par son advis ». *Ibid*, I, doc. 44, p. 30.

général espagnol était porté à croire à ces rumeurs colportées par les ligueurs opportunistes dont il avait fait progressivement ses nouveaux alliés. Beaucoup d'entre eux étaient des intrigants, ennemis de Mercœur, qui cherchaient dans l'Espagne un soutien et un financement¹⁹². En parallèle à La Fontenelle, qui était le plus puissant de ces nouveaux alliés mais peu hostile à Mercœur, il entretenait des liens privilégiés avec les ligueurs du golfe du Morbihan comme les frères d'Arradon et de Montigny – l'un des deux frères, le seigneur de la Hautière, fut particulièrement virulent – ou encore avec le seigneur de Rosampoul. L'opinion d'Águila était-elle manipulée par certains de ces personnages ? Il est certain que leur collaboration n'était pas totalement désintéressée et qu'ils voyaient dans l'éloignement des Espagnols avec Mercœur un moyen de se placer¹⁹³. Ainsi, Águila tint régulièrement le rôle d'entremetteur avec Philippe II pour leur trouver des financements voire des hommes¹⁹⁴. Cependant, on peut faire l'hypothèse qu'Águila trouvait également son intérêt à croire ces rumeurs qui le confortaient dans sa défiance.

D'ailleurs, ce maillage d'alliés ligueurs, dont bénéficiait Águila dans les dernières années d'intervention, avait été le fruit du lent travail diplomatique mené par le général mais aussi par les ambassadeurs de Philippe II, Diego de Maldonado et Mendo de Ledesma. Ces deux agents espagnols qui étaient au plus près de Mercœur à Nantes, s'activaient également de leur côté à favoriser les desseins espagnols. Dans la prochaine partie, nous allons justement nous intéresser à ces ambassadeurs au double visage, représentants et espions, et nous allons voir comment ils contribuèrent, à leur manière, à faire avancer les intérêts espagnols en Bretagne.

192 Les Espagnols furent approchés dès le début par des intrigants qui, dans une certaine mesure, se ressemblaient. Ils étaient tous en effet hostiles à Mercœur et ouvertement hispanophiles. D'ailleurs, bien que ces personnages eussent des profils et des histoires différents, ils formaient un réseau, une sociabilité. Beaucoup d'entre eux étaient amis et se recommandaient mutuellement aux Espagnols comme le firent Guy de Lansac avec la Hautière ou Yves Gourmil avec Rosampoul. Il est difficile cependant de définir clairement les frontières de cette mouvance ligueuse qui ne s'affirmait pas comme parti mais était au contraire le produit d'ambitions personnelles. Ces ligueurs étaient plus ou moins virulents envers Mercœur et leur position put même varier selon les circonstances. Si Águila semblait aimer à s'entourer de ces personnages, ce n'était pas le cas de l'ambassadeur Ledesma qui se méfiait par exemple de la Hautière. Gaston de Carné a publié plusieurs lettres et mémoires que ces intrigants avaient adressés aux Espagnols. On retrouve notamment des documents écrits par Guy de Lansac (doc. 62, 80), Adrien Lamotte-Jacquelot (doc. 68 et 155) et son acolyte Louis Dodieu (doc. 174) tous les deux répudiés par Mercœur au parlement de Nantes en 1593, Yves Gourmil (doc. 150) et les deux frères de Montigny, Julien de la Hautière et Louis, gouverneur de Suscinio (doc. 248, 341).

193 Voir à ce sujet la proposition de la Hautière, auquel se joint la famille d'Arradon, qui appelle Philippe II à collaborer avec eux en laissant de côté Mercœur. *Ibid*, II, doc. 341 & 342, p. 139.

194 *Ibid*, II, doc. 278, p. 105 & 318, p. 128.

2. Intrigues diplomatiques espagnoles

La formule de Henry Wotton est restée célèbre, « un ambassadeur est un honnête homme que l'on envoie mentir à l'étranger pour le bien de son pays »¹⁹⁵. La réflexion de ce diplomate anglais, contemporain de nos événements, souligne bien l'ambiguïté de cette charge. L'ambassadeur n'est pas seulement le représentant d'un prince ou d'un État à l'étranger, il est avant tout le défenseur des intérêts d'une nation.

C'est à l'époque moderne qu'il est devenu un personnage central de la politique étrangère. S'il existait effectivement des émissaires envoyés à l'étranger avant le XV^e siècle, leurs ambassades étaient généralement éphémères et établies pour une mission précise. C'est l'affirmation de l'État à travers l'Europe qui avait favorisé les échanges diplomatiques et, de là, valorisé et théorisé la charge d'ambassadeur¹⁹⁶. Dans ce système qu'est l'État, l'ambassadeur est le représentant d'un pouvoir à l'étranger et le défenseur de ses intérêts. Aussi, en tant qu'intermédiaire, il est un informateur et un espion. Avec la professionnalisation et la titularisation de la charge d'ambassadeur, des services d'intelligence se mirent en place. Nourris des réflexions sur la raison d'État, les premiers théoriciens de la diplomatie soulignaient l'essence janusienne de ces personnages qui alliaient diplomatie ordinaire et diplomatie secrète.

Pour la réalisation de ses ambitions hégémoniques, l'Espagne du siècle d'or s'était dotée d'une diplomatie solide et d'un réseau de renseignement étendu à travers l'Europe. Elle pouvait bénéficier pour le recrutement de ses partenaires étrangers de son aura de championne du catholicisme. Nous avons déjà évoqué certains de ses alliés de poids comme le duc de Guise ou la princesse Marie Stuart en Angleterre, qui servirent de relais pour les intrigues espagnoles. De même, certains ambassadeurs espagnols sont restés célèbres comme Bernardino de Mendoza que Philippe II envoya sur les front les plus brûlants comme l'Angleterre et la France ou encore le duc de Feria qui défendit les droits de l'infante aux États Généraux de la Ligue de 1593.

Il y avait, bien entendu, un paradoxe à ce qu'un pays qui s'affirmait ostensiblement catholique comme l'Espagne s'employât à mener des actions aussi déloyales et moralement condamnables. Se doter d'un vaste réseau de diplomatie secrète signifiait faire de la raison d'État une priorité même sur la morale catholique. Néanmoins, l'Espagne, qui était en même

195 Carlos CARNICER GARCIA & Javier MARCOS RIVAS, *Espías de Felipe II : Los servicios secretos del Imperio español*, Madrid : Esfera de los Libros, 2005, p. 56.

196 *Ibid*, p.49-50.

temps un pays catholique et un empire moderne, avait appris à faire la part des choses entre la théorie et la pratique. De la religion, elle sut garder ce qui pouvait servir ses intérêts et écarter ce qui la dérangeait si bien que, dans une démarche presque *schizophrénique*, elle s'employait en même temps à condamner et à perfectionner l'art de la diplomatie souterraine¹⁹⁷.

Il faut dire que celle-ci était, aux côtés de l'armée, le deuxième pilier de la stratégie expansionniste espagnole. En Bretagne, ce furent les deux ambassadeurs de Philippe II envoyés devant Mercœur – Diego de Maldonado puis Mendo de Ledesma, à partir de 1591 – et, dans une certaine mesure, Juan del Águila, qui s'employèrent à cette tâche. Ainsi, nous verrons dans cette partie comment la diplomatie a contribué à la stratégie unilatérale et expansionniste espagnole en Bretagne. Nous étudierons la mise en place et le fonctionnement de ce réseau puis nous nous intéresserons à une intrigue particulière qui dura tout au long de l'intervention espagnole : l'affaire de Brest.

a. Un réseau espagnol en Bretagne : un contre-poids à Mercœur

Nous avons vu dans le premier chapitre les ambitions qui poussèrent Philippe II à intervenir en Bretagne. Dans les recommandations à son premier ambassadeur Diego de Maldonado, il exposait, à côté des missions officielles, les missions secrètes. Les deux grandes priorités du Roi Catholique étaient énoncées : conquérir les ports de Bretagne et installer l'infante sur le duché de Bretagne. Dans un premier temps, Maldonado devait s'informer à ce propos. Pour mener à bien sa mission d'informateur, Philippe II incitait son ambassadeur à multiplier les interlocuteurs afin de « s'enquérir [...] du sentiment de tous sur cette matière en la province, et [savoir] de quel côté inclinent les gens du pays ». Mercœur n'était déjà aux yeux de Philippe II qu'un partenaire parmi d'autres.

Car en effet, les diplomates espagnols trouvèrent en Bretagne nombre de catholiques favorables à leur cause et disposés à collaborer. Il était utile pour les Espagnols de s'attacher la coopération et la bienveillance des locaux, se créer un parti en Bretagne. Dès l'année 1590, le nombre d'allégeances de ligueurs se multiplia. À côté des turbulents et truculents intrigants comme Yves Gourmil ou Guy de Lansac¹⁹⁸, des notables de la Ligue jurèrent obéissance à

197 Alain HUGON, *Au service du Roi Catholique : « Honorables ambassadeurs » et « divins espions »*. Représentation diplomatique et service secret dans les relations hispano-françaises de 1598 à 1635, Madrid : Casa de Velázquez, 2004, p. 407.

198 Voir note 194.

l'Espagne en toute indépendance et en secret vis-à-vis de Mercœur. En janvier 1591, Georges d'Arradon, l'évêque de Vannes, envoyait ses promesses de fidélité à Philippe II et l'infante, tout comme la même année le seigneur de Boisdauphin, gouverneur du Maine et de l'Anjou et principal lieutenant de Mercœur¹⁹⁹.

Dans la Bretagne ligueuse, le sentiment hispanophile fut d'autant plus fort que l'autorité de Mercœur était limitée, parfois niée. L'Espagne représenta un parti crédible et attira les ligueurs convaincus comme les opportunistes en quête de rétributions ou de charges. Les comptes de Mendo de Ledesma et plusieurs de ses lettres montrent le système de récompense que l'ambassadeur mit en place pour s'attacher la fidélité des Bretons et créer un large réseau d'espions et d'agents dans la province. Voyons à présent comment les diplomates mirent à contribution ces partenaires non-officiels dans le but de servir les ambitions expansionnistes de l'Espagne.

1. Un réseau d'informateurs

Les diplomates espagnols avaient tissé un réseau d'espions en Bretagne. Des ligueurs fidèles informaient régulièrement les ambassadeurs ou Madrid du déroulement des opérations et des événements. Lors de la mutinerie du camp de Blavet, par exemple, les soutiens fidèles du golfe du Morbihan, René d'Arradon et Julien de la Hottière, rivalisèrent de zèle pour informer directement Madrid sans même passer par Ledesma²⁰⁰.

Le seigneur de Boisdauphin fut un informateur régulier des Espagnols jusqu'à sa soumission en août 1595. Gaston de Carné a gardé plusieurs lettres de ce personnage. Bien que dévoué à l'Espagne, il ne faisait néanmoins pas partie de ces ligueurs anti-mercœuriens et ne chercha jamais à salir le chef de la Ligue bretonne. Dans sa correspondance avec Ledesma et Philippe II, il sollicitait l'aide de l'Espagne²⁰¹ et lui envoyait des rapports sur l'affaire de la prise Brest – dans laquelle il était pleinement impliqué – ou sur ses campagnes militaires²⁰².

199 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 39-42, p. 27-29 & doc. 86, p. 58-59.

200 Cependant, des deux lettres ce fut sans aucun doute celle de la Hottière qui fit le plus sensation en Espagne. Outre son contenu, où l'informatif semblait souvent s'effacer devant l'éloge – Blavet étant par exemple qualifié de « bastion de la foi et soutien des catholiques et des gens de bien dans cette Bretagne » –, elle était écrite en espagnol. Cet intrigant avait d'ailleurs pris l'habitude de signer ses cartes « Don Julian de Montigny, señor de la Hottière » ou « la Hottiera Montigny ». *Ibid.*, II, doc. 325-327, p. 131.

201 *Ibid.*, I, doc. 93, p. 71 & doc. 148, p. 127.

202 *Ibid.*, I, doc. 86, p. 58-59, doc. 93, p. 70, doc. 99, p. 83-84, doc. 163, p. 158.

Certains espions espagnols étaient, quant à eux, employés pour surveiller et sonder Mercœur. Les ambassadeurs avaient des intelligences jusque dans l'intimité du duc. En janvier 1594, par exemple, Ledesma rapportait de source fiable à Philippe II que le chef de la Ligue menait des discussions secrètes avec Henri IV²⁰³. Dans cette année de crise pour l'alliance – où les Espagnols étaient engagés dans la construction de l'impopulaire fort de Roscanvel – l'ambassadeur surveillait de près leur allié. Un autre exemple de cette emprise espagnole nous est donné par Juan del Águila dans une lettre à Philippe II du 29 avril 1596. Ce document est très instructif quant aux méthodes employées. On y apprend que le seigneur de Rosampoul, lieutenant de Mercœur mais avant tout grand ami des Espagnols, avait été chargé d'amener une lettre secrète à Mercœur de la part de Sourdéac, gouverneur de Brest. Néanmoins, plutôt que de se rendre directement à Nantes, le messenger passa par Blavet pour lire la lettre en présence d'Águila²⁰⁴.

Dans ses comptes, Ledesma récompensait régulièrement des membres de la cour de Mercœur comme par exemple « la femme du Président Velly qui vit dans la familiarité des duchesses, et m'a donné avis de ce qu'elle entend²⁰⁵ ». Il est attesté aussi que les Espagnols tentèrent d'approcher le fidèle conseiller de Mercœur, Lorenzo Tornaboni, et sa femme Marie de Luxembourg pour surveiller le duc mais aussi l'influencer²⁰⁶.

2. Un réseau de soutiens dans les entreprises expansionnistes

Les partenaires secrets de l'Espagne étaient des informateurs mais aussi souvent des acteurs de la stratégie espagnole. Les diplomates espagnols surent mettre à profit leur dévouement pour faire avancer les deux grandes missions que leur avait confiées Philippe II : gagner des ports en Bretagne et installer l'infante sur le duché de Bretagne. Pour cette dernière mission, les ligueurs hispanophiles leur furent utiles à plusieurs niveaux : pour légitimer des droits de l'infante et pour faire pression sur Mercœur, premier interlocuteur dans cette affaire. Bien entendu, cette question politique de souveraineté de la région nécessitait d'impliquer les Bretons. Les Espagnols, plutôt que de choisir la force en envahissant

203 191 La lettre de Ledesma adressée à Philippe II commençait en ces mots : “On sait de bonne source que le duc de Mercœur...”.

204 *Ibid.*, II, doc. 277, p. 53-54.

205 *Ibid.*, I, doc. 173, p. 163.

206 *Ibid.*, II, doc. 258, p. 85-93.

simplement la péninsule, avaient choisi la voie politique. Ainsi, le soutien des locaux leur était indispensable.

En ce qui concerne le premier aspect de la mission, légitimer les droits de l'infante sur la Bretagne, les diplomates espagnols parvinrent à rassembler des informations essentielles grâce à leur réseau de partenaires ligueurs. Les contributions de plusieurs d'entre eux offrirent à l'Espagne une connaissance plus fine de l'histoire du duché de Bretagne et de son union à la France. Dès la fin de l'année 1589, l'ambassadeur Diego de Maldonado envoyait au roi un mémoire sur l'union de la Bretagne à la France dont l'auteur pourrait être, selon Carné, l'historien polémique Bertrand d'Argentré²⁰⁷. L'hispanophile Georges d'Arradon envoya également, en même temps que ses serments de fidélité, un mémoire en latin intitulé *De Unione ducatus Britanniae*²⁰⁸. Il est certain que ces documents furent reçus avec intérêt en Espagne où les fonctionnaires du roi s'activaient à prouver les droits de l'infante sur le duché, comme l'atteste un mémoire de 300 pages publié par l'aumônier de Saragosse le 20 février 1590²⁰⁹.

Ensuite, les diplomates mirent à profit leurs partenaires ligueurs pour influencer Mercœur dans le cadre des négociations sur la reconnaissance de l'infante comme duchesse de Bretagne. La légitimité de sa candidature ne pouvait se limiter à une légitimation juridique et nécessitait aussi l'adhésion des autorités du pays. Avoir l'assentiment et le soutien officiel du chef de la Ligue bretonne et ancien gouverneur de la province importait à l'Espagne qui cherchait à parer de légitimité son entreprise²¹⁰. Mercœur ne se laissa cependant pas acheter facilement et, nous l'étudierons dans le chapitre suivant, sut faire traîner opportunément les négociations car la reconnaissance de l'infante aurait mis en péril l'alliance. Ce geste de la part de Mercœur aurait signifié la fin de la protection au profit d'un assujettissement de la Bretagne.

207 L'historien Bertrand d'Argentré avait rédigé des traités sur l'histoire de l'union de la Bretagne à la France qui lui valurent la méfiance du roi de France. De nombreux commentateurs ont cherché à montrer la proximité de l'historien avec le chef de la Ligue bretonne, Jacques de La Guesle allant jusqu'à le qualifier, en 1591, de « faciendaire du duc de Mercœur ». Voir à ce propos : Jean KERHERVÉ, « Écriture et réécriture de l'histoire dans l'Histoire de Bretagne de Bertrand d'Argentré. L'exemple du Livre XII », in *Chroniqueurs et historiens de la Bretagne : du Moyen Âge au milieu du XXe siècle*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2001.

208 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 40, p. 28.

209 *Ibid*, I, doc. 5, p.8. Dans le cadre de l'intrigue sur le trône de France, l'Espagne mettait également au point des argumentaires pour dénigrer les droits de succession de la maison de Bourbon et la légitimité de la loi salique.

210 Le Roi Catholique avait lancé le même processus dans d'autres régions de France pour faire reconnaître les droits de l'infante au trône de France. Il avait, par exemple, envoyé le duc de Feria faire campagne en faveur de l'infante auprès du duc de Mayenne avec qui il était parvenu à un accord en janvier 1593. Si l'infante accédait au trône, il assurait au chef de la Ligue le duché de Bourgogne, le gouvernement de Picardie ainsi que la lieutenance générale du royaume à vie.

Les diplomates espagnols avaient créé, d'une certaine manière, un *lobby* espagnol, un groupe de pression porté sur le terrain par ses partenaires ligueurs. Elle bénéficiait pour cela du soutien de personnages influents. Nous avons évoqué les tentatives des ambassadeurs d'acheter les plus proches fidèles de Mercœur, Lorenzo Tornaboni et Marie de Luxembourg, mais il semble que leur adhésion soit restée limitée. En revanche, les diplomates espagnols avaient pleinement acquis le soutien d'un autre conseiller et intime de Mercœur : Jean Vallet, prieur de la Trinité de Fougères. Le duc ne semblait rien savoir de ses ententes secrètes avec Ledesma car il le considérait comme un agent de confiance et l'envoyait traiter des affaires capitales comme en 1594 où il représenta le duc devant Henri IV à Paris ou encore l'année suivante où il se rendit devant le pape à Rome. S'il est difficile de connaître l'ampleur de son rôle secret auprès du duc, les lettres des ambassadeurs laissent entendre la satisfaction qu'il leur procurait. Dans ses comptes d'octobre 1594, Ledesma le qualifiait comme « celui qui donne de très bons et très sûrs avis et nous rend de bons offices auprès du duc » et, en décembre suivant, Martín de Zamudio, le secrétaire de Ledesma, demandait à Philippe II une nouvelle gratification « pour l'engager à aller de l'avant »²¹¹. Cependant, dans le cadre de l'affaire de succession, il semble que c'est encore une fois l'évêque de Vannes, Georges d'Arradon, qui s'employa le plus activement à convaincre le duc. On retrouve régulièrement ce notable de la Ligue lors des deux grands temps de négociations engagés en 1591 et entre 1594 et 1595. Une lettre de Philippe II à Ledesma datée de 1591 est significative quant à la place qui lui était accordée dans ces tractations :

S'il se trouve que M. d'Aradon s'est employé [...] dans l'affaire qui fait l'objet de votre ambassade, pour amener le duc de Mercœur aux propositions qui ont été faites de sa part à l'Infante, ma fille, vous lui donnerez à entendre qu'il sera récompensé comme l'œuvre le mérite, si l'entreprise arrive à bien ; et vous irez l'entretenant, autant que vous le pourrez, d'espérances, que vous rendrez de jour en jour plus certaines et plus grandes, dans la mesure de ce qu'il fera lui-même.²¹²

D'ailleurs, les Espagnols allaient parfois plus loin et, quand ils le jugeaient nécessaire, affichaient ouvertement leurs ententes avec des chefs ligueurs locaux pour faire pression sur Mercœur. Durant le second temps de négociations en 1595, ils obtinrent les serments des ligueurs du golfe du Morbihan, les frères d'Arradon et de Montigny, qui reconnaissaient les

211 *Ibid*, II, doc. 236, p. 60 & doc. 241, p. 69-71.

212 *Ibid*, I, doc. 55, p. 35-36.

droits de l'infante et qui autorisaient surtout les Espagnols à installer une garnison à Vannes²¹³.

À côté de cette affaire successorale, qui resta inachevée, la seconde grande mission des diplomates était l'acquisition de ports en Bretagne. Nous allons maintenant étudier le cas particulier du port de Brest, qui entraîna la mise en place d'une intrigue longue et complexe. Nous avons découvert précédemment un moment précis de cette affaire à travers l'entreprise de Roscanvel ; nous allons voir que ce ne fut qu'un moment fort d'une affaire qui s'étala tout au long de l'intervention espagnole et qui fut également diplomatique.

b. L'affaire de Brest : une série d'intrigues diplomatiques

Brest resta un lieu de tensions tout au long de la période et les échecs successifs de l'Espagne à s'en emparer ne la firent pas abdiquer mais bien au contraire la poussèrent continuellement à chercher de nouveaux partenaires et profiter des conjonctures si fluctuantes dans cette période instable. Selon les circonstances, l'Espagne adopta une stratégie diplomatique ou militaire. Elle avait mené plusieurs offensives armées contre Brest : en 1594 avec la construction du fort du Lion ou encore en octobre 1596 avec la seconde armada partie d'Espagne qui, avant sa déroute en mer, était destinée à prendre de force Brest²¹⁴. En 1591 elle avait également le projet d'envoyer des navires pour épauler les ligueurs léonards qui menaient le siège de Brest, avec peut-être l'idée d'imposer son autorité sur la ville dans la foulée²¹⁵. Néanmoins, ces opérations de grande ampleur n'étaient que la manifestation la plus apparente d'une affaire qui relevait tout autant de la diplomatie secrète.

Les diplomates collaborèrent étroitement avec leurs partenaires ligueurs pour mener leurs intrigues contre Brest. Deux d'entre eux, résolument hispanophiles, jouèrent un rôle capital dans cette affaire : le marquis de Boisdauphin et le sieur de Rosampoul. Les deux hommes avaient des intelligences dans la ville dont ils tentèrent de faire profiter l'Espagne²¹⁶.

213 *Ibid*, II, doc. 230, p. 54-55, doc. 245-247, p. 72-74.

214 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 316.

215 *Ibid*, p. 135.

216 Nous possédons peu de documentation à ce sujet. Dans le mémoire qui précède la correspondance des ligueurs bretons, Gaston de Carné évoque plusieurs lettres concernant cette intrigue de Brest mais ces documents ne sont pas publiés dans la correspondance. Il manque encore un travail précis pour détailler ces intrigues espagnoles.

La femme de Boisdauhin était cousine de Suzanne de Sainte-Melaine, l'épouse du gouverneur de Brest, quant à Rosampoul, il avait des liens plus étroits encore avec cette ville. Ce ligueur assumé avait été gouverneur officiel de Brest jusqu'en été 1589 où, au cours des troubles déclenchés par l'assassinat d'Henri III, il fut évincé au profit du partisan royal Guy de Rieux²¹⁷. Rosampoul gardait de cette époque des intelligences au sein de la garnison de Brest²¹⁸. En outre, il était lui aussi parent de Suzanne de Sainte-Melaine.

Ces intrigues, sur lesquelles nous avons finalement peu d'informations, semblent avoir néanmoins fait couler plus d'encre que de sang. Tout au plus pouvons-nous leur attribuer – avec beaucoup de précaution – la responsabilité d'un soulèvement populaire aux portes de Brest. Dans son mémoire sur les affaires de Brest, Gaston de Carné met à jour une corrélation intéressante – peut-être significative – entre la date du *mouvement des paroisses*²¹⁹ de juin 1592 et celle d'une correspondance plus active de Ledesma avec Rosampoul²²⁰.

Étonnamment, l'intrigue la plus sérieuse survint dans les dernières années et fut démarrée par le gouverneur même de Brest, René de Sourdéac. Le 29 avril 1596, Juan del Águila informait Philippe II des hésitations de Sourdéac dont il avait été informé en détournant une lettre destinée à Mercœur avec la complicité du messager Rosampoul. Quelques jours plus tard, une première phase de négociations débutait, dirigée par M. de Grillon, un diplomate espagnol envoyé des Pays-Bas pour cette mission précise²²¹. L'affaire n'aboutit pas mais en août 1597, une seconde phase de négociations reprenait, menée cette fois par le fidèle Rosampoul, le général Águila étant retenu prisonnier par ses propres troupes révoltées à cette date. Dans un mémoire adressé à Philippe II, il rapportait en détail une discussion qu'il avait eu avec Sourdéac dans laquelle ce dernier lui faisait part de ses doutes et de sa volonté de rentrer en négociation avec l'Espagne²²². Il chargeait Rosampoul de se rendre à Madrid pour traiter de l'affaire, entreprise qui n'aboutit pas non plus. Malgré les perspectives nouvelles qui s'offraient à l'Espagne et l'intérêt que portait à l'affaire Rodrigo de Orozco, le nouveau maître de camp à Blavet, Madrid ne suivit pas²²³. L'Espagne était sur le départ et le gouvernement ralenti par la maladie de Philippe II qui n'avait plus qu'un an à vivre.

217 À sa mort en 1591, c'est son frère qui lui succéda, René de Rieux, sieur de Sourdéac. Il restera à ce poste jusque bien après la fin de nos événements.

218 *Ibid*, p. 98 Cependant il ne faut pas voir dans l'engagement de Rosampoul un simple acte de vengeance car le personnage semblait avoir embrassé sincèrement le parti de l'Espagne.

219 Louis GRÉGOIRE, *La Ligue en Bretagne*, éd. 2014, Paris : Hachette BNF, 1856, p. 168-169.

220 Gaston de Carné a eu connaissance de cette correspondance par une lettre de Philippe II à Ledesma mais n'a cependant pas eu accès à ces documents.

221 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 278, p. 105 & doc. 280, p. 106.

222 *Ibid*, II, doc. 344, p. 140-144.

223 *Ibid*, II, doc. 358, p. 158.

Comment expliquer ce revirement dans l'attitude de Sourdéac à une époque où la cause ligueuse et espagnole semblait perdue ? Ce partisan d'Henri IV jouait un double jeu car il continuait en même temps de combattre pour son parti, en prenant, par exemple, la tête des troupes royales durant le siège du fort de Primel²²⁴. Il semble que les risques que faisait peser sur sa carrière la reconquête du pays par Henri IV l'avait poussé à chercher un remède du côté de l'Espagne. C'est l'hypothèse avancée par le maître de camp Orozco qui écrivait à Philippe II avec beaucoup de lucidité :

comme il est ordinaire de ne se remuer que pour son intérêt, j'ai réussi à savoir que le prince de Béarn avait voulu retirer le gouvernement de Brest à Sourdéac, pour le donner au fils de M. de Châteauneuf, que Sourdéac en avait éprouvé du ressentiment et était resté dans sa place, sans se rendre à la convocation du prince de Béarn et que c'est pour ce motif qu'il veut se jeter dans les bras de V. M²²⁵.

Plus que les autres villes, Brest attisa les convoitises de l'Espagne. Son histoire fut, d'une certaine manière, un exemple manifeste de la stratégie unilatérale espagnole. Les intrigues diplomatiques et les opérations militaires que mirent en place les agents espagnols pour parvenir à en prendre le contrôle trahissaient l'intérêt derrière l'engagement de l'Espagne et remettaient en cause son rôle de protectrice.

Nous avons montré dans cette partie que la stratégie unilatérale, dans laquelle s'est progressivement enfermée l'Espagne, a contribué à l'échec de l'alliance avec la Ligue et dévoilé l'hypocrisie du lien de protection. Non seulement elle alimenta la méfiance et les tensions avec le premier partenaire, Mercœur, mais encore elle entraîna la dispersion des forces aux dépens des grandes campagnes offensives menées de front avec la Ligue. Sur ce dernier point, par exemple, Hervé Le Goff souligne dans son livre que le manque d'harmonie avait empêché les alliés de mener des actions décisives comme en mai 1592 où ils ne surent pas profiter de la dynamique lancée avec la victoire de Craon. L'Espagne, plus intéressée par la Basse-Bretagne et la côte, n'avait pas suivi Mercœur dans sa campagne dans les terres²²⁶.

224 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 311.

225 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 357, p. 157.

226 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 186.

L'Espagne n'était pas en mesure de tenir son rôle de protectrice. Les difficultés économiques et les troubles internes qu'elle connaissait alors avaient non seulement décrédibilisé son armée mais aussi affaibli l'action commune avec la Ligue en la privant du soutien financier et militaire qui l'avait pourtant décidée à faire cette alliance. D'ailleurs, l'Espagne n'était pas non plus disposée à tenir ce rôle de protecteur et, au contraire, multiplia les actions unilatérales et les intrigues dès les premières années d'intervention, tendance qui ne fit que se confirmer avec l'enlisement du conflit. Tous ces facteurs, auxquels il faudrait encore ajouter les inimitiés personnelles, avaient créé une situation de profonde défiance voire même de concurrence entre les deux partenaires. Comment expliquer alors que cette alliance ait tenu jusqu'en 1598 ? Comment ce lien de protection a-t-il pu être pérenne, alors même que l'Espagne n'était pas en mesure de le respecter et, pire encore, le bafouait ouvertement ? C'est que chacun des deux camps avait un intérêt à poursuivre cette collaboration et continuer de croire – ou faire semblant de croire – à ce lien de protection. Nous allons voir dans le chapitre suivant que le lien de protection, plutôt qu'une fusion et entente entre deux camps, était davantage un jeu politique où chacun tentait de tirer de l'autre des avantages.

III. La protection : un jeu d'équilibre

[Le duc] est fin en ses trames à la française, mais homme faible de courage et dans le fond peu batailleur. Son inclination le porte plus à se ménager et à se reposer qu'à faire la guerre. Bien qu'il ne soit pas vicieux, il aime à avoir le temps de se divertir. Il est lent et irrésolu ; il prête l'oreille à tous, et la moindre chose fait impression sur lui. Il aime à traiter avec des artifices, de manière à se conserver une occasion et une porte ouverte pour se dégager de ce qu'il promet. Il donne à entendre qu'il est faible de mémoire, mais cela lui sert pour ce qu'il offre et non pour ce qui est à son profit.

Rapport de Martín de Zamudio à Philippe II, écrit le 20 décembre 1594 à Madrid²²⁷.

Dans cet extrait en préambule, c'est le portrait d'un intrigant que le secrétaire de Ledesma, Martín de Zamudio, dressait du duc de Mercœur. En cette année 1594, marquée par l'affaire du fort de Roscanvel et la reprise des négociations sur les droits de l'infante au duché de Bretagne, les diplomates espagnols avaient mesuré la pugnacité du chef de la Ligue bretonne. En effet, Mercœur, qui était pleinement conscient du danger que faisait encourir l'Espagne sur la Bretagne, jouait un double jeu. Les négociations sur la reconnaissance des droits de l'infante était une affaire capitale pour Philippe II qui le rappelait régulièrement à ses agents en Bretagne. Le chef de la Ligue bretonne, en fin diplomate, l'avait compris, tout comme les bénéfices qu'il pouvait tirer de l'affaire. D'un côté elle lui permettait de motiver et faire poursuivre l'intervention de l'Espagne, et de l'autre, d'avoir un levier de pression pour se prémunir de ses excès.

227 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 241, p. 69-71.

Ce sont deux aspects que nous allons développer dans ce chapitre axé sur l'étude théorique et pratique de la protection. Nous allons dépasser l'idée d'un lien de protection idéal et officiel, tel que nous l'avons présenté dans le premier chapitre²²⁸, pour voir qu'il était avant tout un cadre pragmatique pour maintenir des alliances entre des acteurs mus par des ambitions personnelles. La question des droits de l'enfant seront au centre de notre étude car elle représenta un enjeu important autour duquel s'échafaudèrent d'intenses discussions diplomatiques.

Cette réflexion s'inspirera du travail de Fabrice Micallef qui a étudié le cas des affaires de Provence. Comme la Bretagne, cette région, fortement acquise à la Ligue en 1589, avait fait appel à des puissances étrangères pour se prémunir de la reconquête du royaume par Henri IV. Les divers pouvoirs ligueurs locaux, urbains ou seigneuriaux, avaient multiplié les demandes de protection à l'Espagne mais aussi à Rome et au duché de Savoie, qui était frontalier. La Provence offrait un terrain riche pour l'étude des liens de protection au XVI^e siècle et Micallef en dégage des mécaniques et des concepts éclairants pour l'étude de la Bretagne.

Une étude diplomatique de la relation entre la Ligue et l'Espagne nous permettra aussi d'introduire un nouvel acteur étranger, la papauté, que Mercœur sut utiliser opportunément dans les négociations.

228 Voir le point **I.A.2.a.**

A. D'une demande d'assistance à la sujétion : une ouverture des possibles

La conception de la protection comme simple lien de solidarité catholique est insuffisante pour comprendre sa spécificité. Certes, il y a une dimension religieuse évidente dans les liens de protections que tissait l'Espagne à travers l'Europe. C'est un réseau de fraternité catholique qu'elle tentait de fédérer derrière elle en Bretagne, en France ou encore en Irlande. Dans la correspondance entre Mercœur et Philippe II, cet aspect religieux est omniprésent et s'exprime à travers de nombreuses formules consacrées. Cependant, notre travail a révélé l'hypocrisie de cette posture et comment les deux camps étaient mus avant tout par des intérêts personnels. Dans le premier chapitre, nous avons montré les motivations des deux partis ayant mené à l'alliance et comment elles se rencontraient ou s'opposaient puis, dans le second chapitre, nous avons étudié comment elles compromirent l'action de l'alliance. Dans ce dernier chapitre, plutôt que de partir de l'idée que la pureté de l'engagement revendiquée dans le lien de protection a été corrompue par ses acteurs, nous considérerons que le lien de protection en soi est porteur d'une ambiguïté. Plutôt qu'un lien de pur désintéressement catholique, nous verrons que la protection permettait, en réalité, de jouer habilement avec les ambitions de chaque membre afin de créer un horizon d'attente qui servait de moteur à l'alliance.

1. Flatter et attirer : la protection comme piège diplomatique

Dans un premier temps, nous étudierons les mécanismes du lien de protection pour en souligner l'efficacité et montrer la sécurité qu'ils offraient au protégé. Ainsi, nous verrons les spécificités de ce lien et pourquoi il fut préféré à une simple demande d'assistance.

a. La religion comme lien et rempart : le « piège de la fantaisie »

Dans le second XVI^e siècle, marqué par l'explosion des guerres entre catholiques et protestants, la religion tenait une place fondamentale dans le mécanisme de protection. Elle était tout d'abord le ciment de ces alliances, un lien affectif et un horizon commun justifiant la coopération. Les discours sur le maintien de la religion catholique servaient à fédérer ses acteurs. La religion était ainsi un lieu commun qu'il était nécessaire d'invoquer pour quiconque cherchait un protecteur afin de donner plus de poids à des demandes d'aide très concrètes et triviales. Justement, lorsque Mercœur demanda protection à l'Espagne en août 1589, ses motivations premières étaient précisément la sauvegarde immédiate de son parti. C'est dans l'urgence qu'il avait agi face au danger représenté par les royaux car la province manquait non seulement de matériel mais aussi d'hommes aguerris prêts à le suivre. Les circonstances avaient poussé Mercœur à chercher de l'aide auprès d'un pouvoir extérieur et c'est l'identité catholique de son parti qui lui permit de demander la protection de l'Espagne. La célébration de la chrétienté ne pouvait que faire bonne impression et faire oublier quelque peu la banalité et l'opportunisme de sa demande.

La religion, dans ce qu'elle avait de fédérateur et de consensuel, devenait un instrument de manipulation, une arme rhétorique. Micallef insiste sur son emploi comme outil diplomatique pour montrer que les discours religieux créaient un piège rhétorique pour le protecteur. En s'inspirant d'un traité publié au XVI^e siècle par Gian-Batista de Contugi et redécouvert par Louis Marin, il remet à jour le concept de « piège de la fantaisie », c'est-à-dire « [présenter] à son adversaire sa propre image, dans laquelle il se complaît »²²⁹. Mercœur avait bien mesuré l'utilité de ce piège et multipliait les formules flatteuses ou célébrant la grandeur du catholicisme. Ce jeu de manipulation était utile non seulement au moment de la création d'une protection ou au moment de demander une faveur au protecteur, mais il pouvait aussi s'avérer un gage de sécurité pour le protégé. Enfermer le puissant dans son rôle de sauveur de la chrétienté était aussi un moyen de se prémunir de ses excès. C'était un nécessaire garde-fou dans le cadre de cette relation inégale où les protégés cherchaient autant à attirer le puissant qu'à le garder à distance.

229 Gian-Batista de Contugi cité par F. MICALLEF, « "Sous ombre de protection"... », p.779. Louis MARIN, *Le récit est un piège*, éd. 1990, Paris : Minuit, 1978, p. 11.

b. Susciter l'intérêt du protecteur : le « piège de l'appétit »

La protection fonctionnait en effet selon un double mouvement de distanciation – par l'enfermement du protecteur dans son rôle – et d'attraction. L'inégalité inhérente à la protection était retournée à leur avantage par les protégés pour attirer les protecteurs. Ce jeu dangereux auquel ils se livraient fonctionnait grâce à l'essence même de la protection qui est ambiguë. Il est vrai que la frontière entre protection et sujétion était assez mince. La protection signifiait se séparer de ses obédiences premières pour demander l'aide d'un souverain étranger. Certes, elle était conçue comme un état passager, un acte d'insubordination, mais il n'était finalement pas fait mention de l'issue de la protection. Dans le cas de la Ligue et de l'Espagne, la défense de la chrétienté était la raison invoquée pour demander protection et la question nationale n'était pas prise en compte. Cette situation de flottement créait un horizon d'incertitude et éveillait l'appétit des protecteurs. Si l'issue n'était pas certaine, la sujétion devenait envisageable, ce qui encourageait l'intervention des puissants. La protection créait un horizon d'attente qui favorisait l'adhésion des puissants.

Afin d'appuyer leurs demandes de protection, ou au cours de l'intervention pour soutenir d'autres demandes, les protégés n'hésitaient pas à se vendre. Micallef, en se basant encore une fois sur le traité de Gian-Batista de Contugi, introduit un second piège rhétorique constitutif du lien de protection : « le piège de l'appétit », défini par son auteur comme « [le piège] dans lequel on présente à l'animal ou à l'homme que l'on veut prendre une chose dont il a besoin »²³⁰. Mercœur d'ailleurs était très lucide à ce propos et joua avec les ambitions de Philippe II dès 1589. Dans ses recommandations l'ambassadeur Diego de Maldonado, le Roi Catholique faisait référence aux propos que lui avait tenus l'émissaire de Mercœur, le capitaine Lobier, venu demander de l'aide à Madrid. À côté des demandes d'aide et des démonstrations de dévouement au catholicisme, il semble que Lobier faisait déjà étalage à Philippe II des intérêts qu'il pouvait tirer de sa coopération. Le piège rhétorique sembla d'ailleurs faire effet à en juger par l'engouement du roi. Le 6 décembre 1590, Mercœur entretenait encore davantage ces sentiments chez Philippe II en lui faisant clairement offre de son aide, comme celle de la province, dans sa guerre contre l'Angleterre en échange néanmoins de son appui préalable :

Et nettoyant bien tost ceste dite province comme iespere faire par la grâce de Dieu et de layde qu'il plaira à V. M. me donner, lon pourra tirer des commoditez non seulement pour

230 Cité par F. MICALLEF, « "Sous ombre de protection"... », p.780. L. MARIN, *Le récit est un piège*, p. 13.

la conserver, mais aussi pour employer au service de Vostre dicte Majesté pour l'entreprise d'Angleterre ou autre. ainsy quil vous plaira commander, tant pour lever des gens de pied et de cheval, que pour armer des navires : et de toutes ces choses on en pourra recouvrer une assez bonne quantité et, lorsque m'honorerez de voz commandemens i yré en personne ou il vous plaira me commander²³¹.

On peut comprendre que pour se prémunir des dangers engendrés par le réveil de l'appétit du protecteur, la religion et le cadre moral qu'elle instituait dans la relation entre protégé et protecteur étaient nécessaires. Ainsi, comme nous venons de le montrer, le lien de protection reposait sur autre chose que le simple dévouement catholique. C'est en dépassant les intentions affichées et en étudiant les mécanismes que l'on se rend compte de la complexité de ce lien qui jouait avec les ambitions de chaque membre. Les pièges rhétoriques qu'il rendait possible en avait fait un système d'alliance efficace et relativement sûr pour les protégés. À travers l'étude des tractations entre Mercœur et l'Espagne autour de la reconnaissance des droits de l'infante au duché de Bretagne, nous allons voir à présent comment cette ambiguïté du lien de protection était justement le moteur de l'alliance.

2. La reconnaissance des droits de l'infante : la tractation comme moteur de la protection

La reconnaissance des droits de l'infante Isabelle-Claire-Eugénie au duché de Bretagne a été le lieu d'âpres et longues discussions entre Mercœur et les Espagnols. C'était effectivement un point de tension éminent car la reconnaissance de l'infante aurait fait basculer l'alliance dans la sujétion. Nous allons voir ici comment Mercœur, conscient du danger, réussit justement à retourner ces négociations à son avantage pour en faire un outil de pression sur l'Espagne et un moteur de la protection.

231 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 32, p. 19-21.

a. Ouverture des possibles et perspectives de sujétion

Nous l'avons longuement démontré au chapitre précédent : l'Espagne avait des visées expansionnistes en Bretagne et tenta de les réaliser au détriment de l'alliance avec la Ligue. Les tractations autour de la reconnaissance des droits de l'infante au duché de Bretagne représentèrent un des axes majeurs de la stratégie diplomatique espagnole pour faire basculer la province sous son autorité. Elle organisa deux grands moments de discussion avec Mercœur en 1591 et entre fin 1594 et 1595.

En effet, l'Espagne aspirait à sortir de l'ambiguïté de la protection pour assujettir la Bretagne et faire avancer sa stratégie globale. Elle voyait la protection comme une première étape vers la domination de la région et non pas comme le but de son intervention. Comme l'écrit Micallef : « Si les protecteurs acceptent de se laisser prendre au piège de leur ambition, c'est en ayant conscience que les changements de fortune peuvent leur permettre, en fonction des aléas, de se concevoir à leur tour comme des piègeurs »²³². Derrière son engagement, l'Espagne espérait dépasser le lien de protection pour annexer la Bretagne ou obtenir des places-fortes et elle utilisa les tractations sur les droits de l'infante pour parvenir à ses fins. Cette question devint le cheval de bataille de sa stratégie diplomatique.

Afin de faire reconnaître les droits de l'infante par Mercœur, l'Espagne essaya, elle aussi, d'utiliser opportunément le cadre de la protection. Dans un mémoire adressé à Philippe II du 3 juillet 1595, Mendo de Ledesma, qui était en charge des négociations, présentait au roi la nécessité de subordonner l'aide apportée à Mercœur à la reconnaissance des droits de l'infante²³³. Comme Mercœur, l'Espagne jouait elle aussi avec *l'appétit*, les ambitions, de son interlocuteur pour gagner son obéissance. Entre 1591 et 1594, elle faisait monter les enchères pour s'assurer la soumission du duc et promettait notamment de grandes sommes d'argent mais aussi « le comté de Nantes pour lui et ses successeurs, sous la suzeraineté de l'Infante et la ville de Dinan, avec reconnaissance de la même suzeraineté »²³⁴.

232 F. MICALLEF, « "Sous ombre de protection"... », p. 785.

233 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 258, p. 85-93.

234 *Ibid*, II, doc. 228, p. 54.

b. Une diplomatie à plusieurs acteurs : faire monter les enchères

De son côté, Mercœur avait aussi à gagner dans ces tractations pour obtenir de l'Espagne des faveurs pour son compte et pour son parti. Il semble que le duc l'avait bien compris au moment des secondes négociations de 1594-1595. L'année 1594 avait été marquée par une crise profonde entre l'Espagne et la Ligue bretonne à cause de l'affaire de Roscanvel. Cet événement avait eu des répercussions négatives sur la confiance entre les deux acteurs mais aussi sur les campagnes militaires, Mercœur se retrouvant privé de l'aide espagnole. En outre, l'influence de la Ligue avait encore davantage reculé en Basse-Bretagne où de nombreuses villes ligueuses étaient passées dans le camp adverse au cours de l'offensive de l'alliance royale et anglaise. Le chef de la Ligue bretonne avait multiplié les plaintes et les demandes d'argent et de troupes tout au long de l'année²³⁵.

Cet abandon dans lequel l'avait jeté l'Espagne motiva certainement la stratégie diplomatique du duc consistant à multiplier les interlocuteurs pour faire pression sur Madrid. En parallèle de l'Espagne, Mercœur était en lien avec le pape et Henri IV. Ces ententes de Mercœur pouvaient s'avérer néfastes pour l'Espagne. Dans un cas, en traitant avec le pape, il remettait en cause l'exclusivité de l'Espagne à lui servir de protecteur, et dans l'autre, par ses pourparlers avec Henri IV, il menaçait de se rendre au camp adverse, qu'avaient déjà rallié quantité de grands ligueurs au cours de l'année 1594.

Ces dernières négociations de Mercœur inquiétaient particulièrement l'Espagne qui se décida en juin 1595 à lui faire d'importantes concessions. En échange de l'arrêt des négociations avec Henri IV, le grand empire s'engageait à lui envoyer 6.000 hommes, de l'argent et des galères. Le chef de la Ligue procédait à un chantage et feignit de se soumettre en acceptant l'accord des Espagnols et en prononçant un serment officiel le 30 juin suivant. L'Espagne, qui cherchait à fixer l'engagement du duc, dont l'opinion était fluctuante et opportune, lui avait fait effectivement signer deux serments : celui du 30 juin et un autre le 20 novembre précédent. Néanmoins, les documents engageaient peu Mercœur qui se garda bien d'annoncer officiellement sa soumission²³⁶. Le chef de la Ligue bretonne cherchait avant tout des résultats immédiats et cette réponse des Espagnols lui permettait de gagner du temps et peut-être des moyens. Finalement, ces conférences avec les royaux n'avaient été, pour reprendre l'expression de Carné, « qu'un épouvantail à l'adresse des Espagnols »²³⁷.

235 *Ibid.*, II, doc. 240, p. 62-69.

236 *Ibid.*, II, doc. 258, p. 58-93.

237 *Ibid.*, I, préface, p. XXIX.

c. Faire durer les tractations pour faire durer l'alliance : l'art du désengagement

La situation bancaire et ambiguë de la protection était avantageuse pour Mercœur qui ne souhaitait pas aller vers la sujétion. Ainsi, au cours de ces négociations, le chef de la Ligue bretonne s'illustra comme un *as* du désengagement. Si, dans les premiers temps, il avait fait preuve de beaucoup d'enthousiasme devant les émissaires de Philippe II et s'affichait prêt à reconnaître les droits de l'infante sur la Bretagne, ces dispositions s'étaient dissipées au moment de négocier. Ce qui relevait sans doute avant tout d'un piège rhétorique avait confirmé chez Philippe II l'intention de prendre l'affaire au sérieux. Ainsi, lorsque Ledesma arriva à Nantes en mai 1591, dépêché par Madrid pour relever Maldonado et mener les tractations, il rencontra un Mercœur réticent et timoré²³⁸. Ce premier temps de négociations n'aboutit d'ailleurs pas à cause de Mercœur. Son émissaire à Madrid, Yves du Vineau, exposait en juillet suivant la principale raison de cet échec : les négociations, qui devaient rester secrètes, avaient fuité causant l'inquiétude d'une partie de la noblesse bretonne qui espérait encore l'élection d'un souverain lors des États Généraux nationaux de la Ligue²³⁹. Plutôt que de montrer son malaise face à cette affaire, le chef de la Ligue rejetait la faute sur un contexte encore défavorable et un attachement de la province à ne pas se désolidariser du reste de la nation, aspects qui néanmoins étaient également avérés.

C'est justement suite à l'échec des États Généraux, qui tardèrent à se réunir en 1593, que les Espagnols reprirent les négociations sur les droits de l'infante au duché de Bretagne. La candidature de l'infante au trône de France ayant été écartée, les Espagnols redoublèrent d'ardeur dans les négociations en Bretagne en s'employant, nous l'avons vu, à contrer l'inconstance de Mercœur par des serments écrits. Le prétexte pour se désengager que brandit cette fois Mercœur fut d'ordre moral et religieux : il exigeait d'avoir l'aval du pape avant de s'engager. Dans un rapport destiné à Philippe II, Ledesma rapportait un épisode très évocateur de la finesse diplomatique de Mercœur :

Nous sommes entrés en matière, moi mettant toujours en avant que cette affaire le concernait personnellement, en elle-même et au point de vue de l'honneur, et qu'il devait donc l'avoir pour agréable et en faciliter l'exécution. Il a alors commencé à me démontrer

238 *Ibid*, I, préface, p. XV–XVI. Voir aussi la synthèse de Carné d'une lettre pour Philippe II de Maldonado, qui servait encore d'interprète à Ledesma, dans laquelle il faisait montre de sa défiance envers Mercœur qui ne cessait d'avoir recours à des artifices durant les négociations : *Ibid*, I, doc. 77, p. 53.

239 *Ibid*, I, doc. 90, p. 63-67.

qu'il ne pouvait faire de déclaration publique en faveur de la Sérénissime Infante, sans avoir mieux préparé les esprits de la province, sans être plus fort et sans avoir plus de crédit vis-à-vis des Bretons, enfin sans l'avis et l'approbation de Sa Sainteté, à qui il en avait rendu compte. J'ai répondu à ses objections par tous les moyens possibles, lui donnant toutes les raisons que j'ai pu imaginer et mettant en première ligne la crainte de ce que V. M. pouvait penser, si, avec la récompense qu'elle avait l'intention de lui faire (et j'avais ordre de lui déclarer ce qu'elle était,) il faisait traîner les choses en longueur, après les événements qui s'étaient succédés dans ce royaume, et ce que ses parents avaient fait, sans compter quelques points obscurs dans sa propre conduite, avant cette heure.

Pour qu'il ne fût pas autorisé à conclure que V. M. écartait quoi que ce fût de la bienveillance et de l'autorité de S.S., je lui ai dit qu'en ce qui concernait S. S., il y aurait lieu de faire ce qu'il disait, mais que ce ne devait pas être avant que la duchesse sa femme et lui, eussent reconnu la Sérénissime Infante et lui eussent prêté serment ; que, lorsqu'on aurait commencé par cette solennité, l'approbation de S. S. suivrait le serment public²⁴⁰.

Il faut sans doute voir derrière ces artifices de Mercœur non seulement un moyen pour ne pas trop s'engager, les perspectives d'une défaite s'étant confirmées après l'échec des États Généraux, mais aussi pour sauvegarder le lien de protection dont il espérait pouvoir tirer davantage d'effets. Ces tractations étaient manipulées par le chef de la Ligue bretonne qui s'en servit comme d'un subterfuge en les faisant traîner en longueur. Tout en se préservant de leur donner une issue, il cherchait à les faire durer afin de tirer le plus de bénéfices possibles de l'aide espagnole. Nous avons souligné l'ambiguïté du lien de protection dont l'issue était incertaine et c'est justement là que résidait la force de ce lien. Pour reprendre les mots de Micallef : « la protection a l'avantage de laisser le jeu politique dans une ouverture des possibles qui convient à tous. Elle permet à chaque acteur d'espérer une évolution favorable et de tenir en équilibre les risques et les opportunités »²⁴¹. Les deux partis alliés trouvaient un intérêt dans ce lien : le protégé d'avoir une aide immédiate et le protecteur la légitimité d'une intervention en espérant dépasser un jour le lien de protection pour réaliser ses ambitions hégémoniques.

D'ailleurs, il est intéressant de noter que la dynamique de l'alliance s'essouffla avec la fin des tractations. Dans les années 1595, les revers qu'avait subis l'alliance à l'échelle nationale et les difficultés économiques et militaires de l'Espagne avaient contraint Philippe II à réduire ses forces et voir son ambition à la baisse. L'époque des grandes tractations était

240 *Ibid*, II, doc. 258, p. 85-93.

241 F. MICALLEF, « "Sous ombre de protection"... », p. 791.

terminée et progressivement l'alliance entre Mercœur et les Espagnols allait s'étioler. La protection n'était plus activée par aucun horizon²⁴² si bien que le camp catholique s'était divisé en deux partis séparés tant géographiquement que stratégiquement. Ne subsistait qu'un lien diplomatique de façade qui n'était plus activé ni nourri par aucun projet commun ni aucune convoitise. Certes, Mendo de Ledesma restait à Nantes mais il était incapable de faire s'activer Madrid ou de commander le général Águila et ses soldats. L'acharnement de Mercœur à refuser de se rendre à Henri IV (alors que dans les faits il était inoffensif sans les Espagnols et multipliait les trêves) reste d'ailleurs un mystère dont il est difficile de comprendre pleinement les raisons. Sans doute espérait-il encore mobiliser les Espagnols à en juger par son enthousiasme épisodique. En 1597 par exemple, il affichait son engouement à l'idée de faire venir 2.000 soldats wallons en Bretagne, affaire qui resta sans suite²⁴³.

Néanmoins, si Mercœur ne pouvait plus attirer et mobiliser les Espagnols, il ne cessait cependant pas de se plaindre des agissements de Juan del Águila ou des pourparlers de paix que menait Philippe II avec Henri IV²⁴⁴. Dans la partie suivante, nous allons justement développer ce second élément constitutif du lien de protection et qui en permettait l'équilibre : la sécurité qu'offrait le cadre religieux et moral de la protection. Nous verrons comment Mercœur le mit à profit pour se défendre des excès de son protecteur et nous interrogerons les limites de ce procédé qui empêcha la consolidation du pouvoir espagnol en Bretagne.

242 Nous l'avons vu, suite à la perte du fort de Crozon et la campagne militaire menée de front par les troupes royales et anglaises, la Ligue avait perdu de son influence en Basse-Bretagne, région convoitée par l'Espagne pour ses ports et sa zone côtière.

243 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 309, p. 120-122.

244 *Ibid*, II, doc. 331, p. 133.

B. Un moyen de contenir les excès du protecteur

Au cours des négociations de 1594–1595, l'Espagne avait envisagé de faire infléchir la position de Mercœur en ayant recours à la force. Dans son rapport sur les négociations, Ledesma exhortait Philippe II à faire pression sur Mercœur non seulement en activant son réseau de fidèles ligueurs²⁴⁵ mais encore en menant des opérations militaires et en « [s'emparant] de ce qu'il y aura de plus facile et de plus à propos, et se [jetant] immédiatement sur une place forte »²⁴⁶. S'emparer de places-fortes pour peser dans les négociations, était une tactique classique des Espagnols, un *argument* coercitif, qu'ils réemployèrent à l'échelle nationale dans les mêmes années pour préparer la paix de Vervins.

Si ces recommandations de Ledesma ne menèrent à aucune application militaire durant les tractations²⁴⁷, elles nous rappellent la disposition de l'Espagne à faire usage de la force pour faire avancer ses projets expansionnistes comme ce fut le cas également avec l'autre grande affaire de Brest. D'une certaine manière, l'armée était le recours lorsque la voie diplomatique bloquait ou ne fonctionnait pas et il est intéressant de noter que les offensives militaires suivaient généralement des tractations diplomatiques manquées²⁴⁸. Mercœur n'était cependant pas démuni face aux offensives espagnoles et, nous allons le voir, tenta de leur opposer le lien de protection dont le cadre moral et religieux s'avéra un rempart.

1. Le cadre de la protection : un moyen de limiter les excès du protecteur

La protection a permis à l'alliance entre la Ligue et l'Espagne de dépasser la mésentente qui la caractérisait et les crises qui la traversèrent épisodiquement. Son cadre moral, sous-tendu par la religion catholique et ses principes de charité et de fraternité chrétienne, n'était pas seulement un prétexte pour l'alliance mais aussi un gage de loyauté pour le protecteur et un rempart pour le protégé. Car en effet, les obligations morales dans

245 Voir la sous-partie **II.B.2.a.2.** sur les agents ligueurs en Bretagne et leur rôle comme groupe de pression dans les négociations.

246 *Ibid.*, II, doc. 258, p. 85-93.

247 Si, en effet, les Espagnols parvinrent à installer une garnison à Vannes en début d'année 1595, cela s'est fait en collaboration avec les frères d'Arradon et non par la force.

248 Par exemple, la construction du fort de Roscanvel suivit l'échec espagnol aux États Généraux de 1593 et précéda le second temps de tractations sur la reconnaissance des droits de l'infante sur le duché de Bretagne. On note une alternance entre diplomatie et offensive militaire jusqu'en 1595 où l'Espagne prit ses distances avec Mercœur et se concentra sur des offensives en Basse-Bretagne.

lesquelles la protection confinait ses membres offraient un moyen de rappeler au protecteur son rôle et éviter ses excès. La mauvaise entente entre les deux partis du camp catholique et l'unilatéralisme *décomplexé* des Espagnols avaient donné à Mercœur des raisons de se plaindre régulièrement aux ambassadeurs espagnols à Nantes voire même directement à Philippe II.

D'ailleurs, la forme avec laquelle Mercœur rappelait ses obligations à Philippe II est également intéressante. En bon diplomate, il savait parer ses accusations d'un vernis d'éloquence. La rhétorique du chef de la Ligue bretonne pour aborder la question des débordements de son allié est intéressante car éminemment diplomatique. Plutôt que de nommer les problèmes et accuser ouvertement Philippe II d'outrepasser son rôle pour se faire envahisseur, Mercœur jouait la carte de la prudence en rejetant la faute sur l'insubordination de ses agents sur place. En d'autres termes, il pratiquait la langue de bois diplomatique avec l'idée que Philippe II comprendrait le sens profond de ces remontrances et se sentirait directement visé.

Un exemple caractéristique de cet usage bien compris du cadre de la protection nous est donné par le père Marcellin Cornet, un émissaire envoyé par Mercœur à Madrid en 1592 pour relayer ses plaintes au Roi Catholique. L'année précédente avait été marquée par une grande offensive britto-espagnole au cours de laquelle les premières tensions entre Mercœur et Águila avaient commencé à poindre. Le père Cornet s'y plaignait de cela mais surtout des intrigues que menaient les Espagnols dans le dos de la Ligue :

Mondict seigneur ne peult aussi s'empecher de faire entendre à V . M. les pratiques secretes que font quelques ungs des dictz Ministres en Bretagne [les agents espagnols] [...] sans luy en communiquer aulcune chose, non quil treuve mauvais quilz gagnent et acquièrent, par tout en bons lieux, un bon nombre de serviteurs à V . M. [...] mais ce luy est ung très grand ennuy de voir que se cache de luy, ainsi que s'il avoit donné quelque occasion de doubter de sa fidélité²⁴⁹.

Cet extrait est intéressant parce que caractéristique de la rhétorique diplomatique de Mercœur, bien que ce soit ici un émissaire qui parle en son nom. Tout d'abord on y retrouve la prudence rhétorique du chef de la Ligue qui se garde d'accuser directement Philippe II, en rejetant la faute sur ses agents de terrain. Ensuite – et c'est ce qui nous intéresse en premier

249 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 136, p. 114-119.

lieu – il est intéressant de voir comment l'émissaire de Mercœur utilisait le cadre moral de la protection pour rappeler au Roi Catholique son rôle de protecteur. Il soulignait la faille morale que représentaient les ententes secrètes de l'Espagne avec d'autres nobles ligueurs, notamment lorsque cela se faisait aux dépens de Mercœur, puis amenait la question sur le terrain, éminemment personnel et moral, de la confiance. Avec une candeur feinte, le père Cornet jouait la carte de l'offense et rappelait au Roi Catholique l'obéissance et la rectitude dont avait fait pourtant preuve la Ligue bretonne. Sans mettre ouvertement en cause son protecteur, Mercœur parvenait ainsi à lui faire comprendre son mécontentement et, indirectement, le mettre en garde contre les répercussions que pourraient avoir ces excès sur l'alliance.

Si la plupart des – très nombreuses – plaintes qu'envoya Mercœur à Philippe II suivaient ce même schéma, en mai 1594, le comportement de l'allié espagnol l'avait convaincu de se montrer plus offensif. Cette année fut marquée par une profonde crise de l'alliance à cause de la construction du fort de Roscanvel par les Espagnols en toute indépendance. Mercœur avait envoyé à Philippe II un nombre bien plus important de plaintes que les autres années et cela dès l'arrivée des renfort espagnols à Blavet en décembre 1593. À partir de mai, la prudence rhétorique dont il avait fait preuve dans les premiers temps était mise de côté face à l'urgence. Dans ce qui ressemblait presque à une accusation directe, il disait à Philippe II :

Et pour mon regard, j'aurois aussy argument de me mescontanter, si je pensois que tel mespris procedast du consentement de V. M.. Mais, ne luy ayant jamais donné subiect de me traicter de la sorte, je ne puis me persuader qu'il vienne d'elle [...] scachant quelle ne demande sinon repartir et conserver à un chascun ce quy luy appartient, suivant l'équité et la justice²⁵⁰.

Bien qu'il soit difficile de mesurer l'impact de ces plaintes sur l'action espagnole, il semble que leurs répercussions immédiates soient restées limitées. Dans le cadre de l'affaire de Crozon, la construction du fort se poursuivit après mai 1594 jusqu'à l'arrivée de la coalition des Anglais et des royaux. De même, les nombreuses plaintes de Mercœur contre le général Águila et ses demandes répétées de contrôle sur les troupes espagnoles dans un souci

250 *Ibid*, II, doc. 208, p. 31-32.

de coordination, restèrent sans suite. L'Espagne agissait avec indépendance vis-à-vis de son allié et, par moment, n'hésita pas à bafouer les principes de la protection.

Néanmoins, il est probable que ces plaintes aient eut un effet plus indirect et aient freiné ainsi les opérations espagnoles. En rappelant à Philippe II son rôle et son engagement envers une Ligue vigilante et prête à défendre ses droits, Mercœur envoyait une menace. Il faisait prendre conscience au Roi Catholique du danger que ses actions unilatérales et expansionnistes faisaient courir à l'alliance et à son image en Bretagne. On peut supposer que Philippe II y était réceptif car il avait besoin d'un relai dans le pays et ne pouvait se permettre de se fâcher avec les locaux. Au moment de l'affaire du fort de Roscanvel, la question des droits de l'infante au duché de Bretagne était encore en suspens. L'Espagne jouait sur deux tableaux en même temps : la diplomatie et la conquête armée, et ne pouvait donc pas se brouiller complètement ni avec Mercœur ni avec les Bretons en général. Elle était contrainte de tenir son rôle de protectrice. Ainsi, c'est avec une certaine retenue qu'elle mena ses opérations unilatérales. Lorsqu'elle envoya des troupes pour prendre Brest à partir de 1592 par exemple, elle essaya de garder l'affaire secrète et Philippe II rédigea même une lettre mensongère à Mercœur pour justifier le débarquement d'octobre 1592²⁵¹.

2. Mercœur, gardien de la Bretagne

De là, ne pouvons-nous pas penser que la protection, en offrant au protégé un moyen de limiter les excès du protecteur, ait permis de maintenir la Bretagne au sein du royaume de France ? Cette remarque était, dans une certaine mesure, formulée par Philippe Le Goff, qui se demandait si « [l']attitude dilatoire et ambiguë [de Mercœur] à l'égard de Philippe II n'a pas contribué [...] à retarder une intrusion massive des Espagnols en Bretagne et [...] l'avoir rendue impossible »²⁵². Cependant, là où Le Goff reste ouvert en se contentant de souligner la responsabilité de Mercœur par « sa manière lente et longue » d'agir, nous faisons l'hypothèse que la volonté de Mercœur de se maintenir dans le cadre de la protection a permis cette sauvegarde de la Bretagne.

En effet, lorsque Henri IV se décida à marcher sur la Bretagne en 1598, ses forces ne rencontrèrent que peu d'opposition, pas même venant des Espagnols. Désuni et affaibli, mais

251 *Ibid*, I, doc. 165 & 166, p. 158-159.

252 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 416.

surtout démoralisé par la défaite en France et la mutinerie de Blavet, le camp catholique faisait pâle figure. Sa longévité semblait s'expliquer par le simple désintérêt d'Henri IV trop occupé à batailler dans le nord dont il avait fait une priorité par crainte de voir les Espagnols s'ancrer durablement sur ce territoire, la région étant frontalière avec les Pays-Bas espagnols. Avec le succès de la prise d'Amiens cependant, la région lui était acquise et il put concentrer ses forces à la reprise de la dernière province insurgée. Tandis que le maréchal de Brissac²⁵³ s'emparait des places ligueuses, le roi menait des négociations avec les chefs ligueurs. C'est ainsi qu'il obtint dès décembre 1597 la soumission secrète des ligueurs du Golfe du Morbihan²⁵⁴ puis celle officielle de Mercœur le 21 mars suivant par le traité d'Angers²⁵⁵.

Pour leur part, les Espagnols s'étaient trouvés tout aussi démunis face à Henri IV. Tout d'abord, ils n'étaient pas en mesure d'opposer à Brissac un front commun avec la Ligue. Ils n'en avaient pas les moyens financiers et militaires et n'avaient plus d'alliés solides en Bretagne. Dans un traité secret avec Henri IV, René d'Arradon, qui était pourtant devenu un partenaire privilégié de l'Espagne, leur tournait le dos et allait jusqu'à planifier avec les royaux le renvoi de la garnison espagnole de Vannes. Quant à Mercœur, il était démoralisé à cause de l'abandon de l'Espagne et de la tentative d'assassinat qui avait été fomentée contre lui par un capitaine ligueur en contact avec Brissac²⁵⁶. Les Espagnols ne pouvaient plus compter que sur quelques derniers fidèles comme Rosampoul, qui traitait en secret la reddition de Brest²⁵⁷, et des têtes brûlées comme La Fontenelle²⁵⁸; mener une contre-offensive était donc impossible.

Ensuite, et c'est là que la responsabilité de Mercœur est notable, les Espagnols possédaient peu de places-fortes à défendre. Vannes ne leur était pas acquise et ils en furent délogés pacifiquement par son gouverneur René d'Arradon. Les seules places-fortes qu'ils contrôlaient véritablement étaient Primel et Blavet. Cependant, le 4 mai 1598, le nouveau commandant de Blavet, Orozco, rapatriait la garnison de ce premier fort vers Blavet²⁵⁹. Face à la grande offensive d'Henri IV, les Espagnols se décidaient à serrer les rangs car ils avaient encore espoir de garder au moins une place en Bretagne.

253 Charles de Brissac avait été gouverneur de Paris pour la Ligue jusqu'en mars 1594. En octobre 1596, Henri IV confiait à ce ligueur repentin la charge de lieutenant général en Bretagne. *Ibid*, p. 291

254 *Ibid*, p. 333.

255 *Ibid*, p. 339-340.

256 *Ibid*, p. 328. G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 349, p. 152.

257 Sur l'affaire de Brest, voir le point **II.B.2.b.2**.

258 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 356, p. 156.

259 H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 337. G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 356, p. 156.

Mercœur avait empêché effectivement une implantation durable des Espagnols en s'opposant systématiquement à leur installation dans des places-fortes. Cette obstination du chef de la Ligue avait donné lieu à un bras de fer entre les deux alliés tout au long de la guerre de la Ligue. Les Espagnols avaient essayé de parvenir à leurs fins en empruntant tout d'abord la voie diplomatique²⁶⁰. Lors des négociations sur les droits de l'infante de 1594-1595, ils avaient ajouté à leurs exigences la cession de places-fortes en Bretagne, requête acceptée officiellement par Mercœur mais non suivie des faits²⁶¹. En secret, ils menaient aussi des intrigues pour prendre Brest avec l'aide de Rosampoul et de Boisdauphin. Enfin, les Espagnols avaient tenté de s'emparer de places fortes par la voie des armes avec des offensives infructueuses comme la construction du fort de Roscanvel contre laquelle encore une fois Mercœur s'était opposé catégoriquement.

Nous l'avons vu, Mercœur était dans son bon droit en dénonçant ces excès du protecteur espagnol et en tentant de garder actif le lien de protection. Laisser les Espagnols s'emparer de places-fortes signifiait la fin de la protection et la naissance d'un nouveau péril. En se maintenant sous protection de l'Espagne mais en refusant de lui céder des places, Mercœur maintenait la province à l'écart de deux écueils : Henri IV et l'Espagne.

D'autres hypothèses pour expliquer la froideur de Mercœur ont été avancées depuis le XVI^e siècle et peuvent également enrichir notre compréhension du personnage sans remettre en cause ce que nous venons d'exposer. Certains contemporains et historiens soulignaient l'incertitude de Mercœur et sa crainte de s'engager, de franchir un cap qui s'avérerait irréversible. C'est notamment la vision qu'ont les Espagnols du chef de la Ligue²⁶² et plus largement des Bretons dont ils se méfiaient pour leur *inconstance* et *instabilité*²⁶³. D'autres vont encore plus loin et trouvent chez Mercœur des velléités indépendantistes pour son propre compte. Le rattachement de la Bretagne à la France était encore récent dans les années 1590 et la femme du duc, Marie de Luxembourg, avait des droits à faire valoir sur le duché en tant qu'héritière de la famille de Penthièvre. Des rumeurs sur les ambitions de Mercœur

260 Dans ses recommandations à Mendo de Ledesma, Philippe II faisait comprendre à son ambassadeur la nécessité de prendre des places en Bretagne. Il lui écrivait : « Il faudra exiger de lui des garanties. La meilleure qu'il puisse donner, c'est d'introduire l'armée espagnole dans les châteaux et garnisons qui sont en son pouvoir. S'il résiste beaucoup, il faudra au moins exiger l'entrée des Espagnols dans quelques places qui sont sur les bords de la mer pour que les Anglais et autres hérétiques ne s'emparent pas de ces positions-là ». G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, doc. 54, p. 33-35.

261 *Ibid*, II, doc. 252, p.77-78.

262 Voir l'extrait d'une lettre du secrétaire Martín de Zamudio en préambule du chapitre.

263 Ces deux qualificatifs sont employés par Philippe II dans ses instructions à Mendo de Ledesma. *Ibid*, I, doc. 55, p. 35-36.

proliférèrent chez ses opposants et dans une lettre à Philippe II, Yves Gourmil allait jusqu'à l'accuser ouvertement²⁶⁴. Les espions des Espagnols les avaient aussi informés d'intrigues secrètes que menait le duc de Mercœur avec le pape²⁶⁵. Gaston de Carné s'est employé à vérifier ces allégations et démontre qu'il y avait eu effectivement une intrigue menée par Mercœur mais qui resta secrète et limitée à cause du manque de crédibilité du duc et de la concurrence que lui faisait l'Espagne²⁶⁶. D'ailleurs, la Bretagne n'était pas favorable à une séparation du royaume de France. Malgré son union encore récente, les sujets étaient dans l'ensemble attachés au royaume, ce que venaient assurer les États de la Ligue à Mercœur en mai 1594²⁶⁷.

Cette question des motivations secrètes de Mercœur reste sujette à interprétation. Elle continue d'alimenter les théories et les lectures de ces événements dont l'ambiguïté fait précisément l'intérêt. Comme l'écrivait admirablement Hervé Le Goff, cette guerre de la Ligue en Bretagne s'était déroulée sous le signe de Janus et de Protée, de la duplicité et de l'inconstance²⁶⁸. Les affirmations et les intentions étaient le plus souvent dissonantes et les alliances de façade cachaient les ambitions contrariées et les haines étouffées.

264 *Ibid*, I, doc. 150, p. 130-151.

265 *Ibid*, II, doc. 211, p. 35.

266 Carné parle notamment de sa tentative de se faire reconnaître duc par le pape. *Ibid*, I, préface, p. XVIII–XXII.

267 A. BOLTANSKI & P. HAMON, « Le duc de Mercœur gouverneur de province... », p. 94.

268 « Prototype de la guerre baroque, s'il en fut, au sens que les historiens de l'art et de la littérature donnent à ce terme, la Ligue en Bretagne confirmait au royaume de Mars, le triomphe de Janus et de Protée. Elle appartenait à ce monde de l'outrance, de l'apparence et de la métamorphose, de l'inconstance et de l'irrégularité, du déguisement et du trompe-l'œil, valeurs politiques autant qu'esthétiques [...] La dissimulation, la transformation devenaient des éléments du jeu politique comme de la morale ». H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 413.

Conclusion

Notre sujet s'est construit autour de paradoxes et d'oppositions fortes. Néanmoins, plutôt que de nous intéresser à la première opposition évidente, entre les camps catholiques et protestants, nous avons étudié les tensions internes à l'alliance entre l'Espagne et la Ligue bretonne et nous avons cherché à montrer comment une alliance de façade a pu perdurer. Les deux partis avaient des intérêts divergents. La Ligue bretonne, et plus particulièrement son premier représentant le duc de Mercœur, avait fait appel à la plus grande puissance catholique de la période pour lui venir en aide contre un ennemi protestant arrivé à la tête de l'État, tandis que l'Espagne avait de son côté accepté car elle voyait les intérêts qu'elle pouvait tirer de cette intervention. C'est sur cette alliance intéressée qu'est venue se greffer, de façon très pragmatique, l'idée de protection qui justifiait et normalisait la situation.

Deux partis aux ambitions et aux préoccupations bien différentes avaient scellé une alliance dont les dissensions ont très vite pris le dessus. Les faiblesses du protecteur ralentissaient l'action du camp catholique et, conséquence indirecte, ajoutaient de la violence à la violence. Les déserteurs et les soldats aux abois du général Águila ravageaient les territoires et le commerce des villes ligueuses, fragilisant un parti pourtant déjà en manque cruel de moyens. De plus, les Espagnols étaient engagés dans une stratégie expansionniste unilatérale qui nuisait à la cause commune et accentuait les tensions et les inimitiés. Néanmoins, et c'est là un autre paradoxe, c'est précisément de cette tension qu'était née la dynamique du camp catholique. Le lien de protection fonctionnait non pas comme une alliance désintéressée entre catholiques mais bien comme une alliance entre acteurs lucides mus par leurs propres intérêts. Grâce au cadre moral qu'il offrait et à la finesse diplomatique de Mercœur, le lien de protection permit de canaliser les excès de l'Espagne et offrit à cette alliance sa pérennité.

Bien entendu, il ne faut pas non plus concevoir la coopération comme constante du début à la fin. À partir de 1595, la crise économique et les conjonctures nationale et européenne défavorables à l'Espagne avaient vidé l'alliance de sa vitalité et éloigné les deux partis dont la coopération se limita aux formalités diplomatiques. Mercœur ne recevait plus d'aide de l'Espagne et les soldats espagnols étaient livrés à eux-mêmes. Le désintérêt d'Henri IV pour la Bretagne avait cependant permis au camp catholique de survivre encore quelques années dans la mésentente.

Le 2 mai 1598, la paix de Vervins était signée entre les représentants de Philippe II et Henri IV, mettant fin à une guerre officiellement déclarée en janvier 1595 mais dans les faits bien antérieure. Dans les mois qui suivirent, les Espagnols abandonnèrent les places fortes gagnées lors du conflit dont notamment le fort de Blavet en Bretagne. Le roi de France mit à disposition des troupes étrangères une flotte pour les ramener en Espagne. Marque de l'inconsistance de l'alliance entre la Ligue et l'Espagne, un des nobles bretons qui offrit avec le plus de zèle ses navires pour cette mission, était le seigneur de la Hautière, Julien de Montigny, peut-être le plus hispanophile – et opportuniste – des ligueurs bretons²⁶⁹.

Cette anecdote semble attester définitivement de la fin de l'alliance entre les Espagnols et les ligueurs bretons. Dans la France de l'Édit de Nantes et de la Paix de Vervins, les ligueurs de la veille, comme la Hautière, avaient prêté allégeance à Henri IV tandis que les plus déterminés – ou peut-être ceux qui n'ont pas senti le vent tourner à temps – avaient pris le chemin de l'exil comme Mercœur²⁷⁰.

Finalement, les Espagnols n'avaient pas retiré grand chose de leur intervention en Bretagne. Le Roi Catholique avait épuisé son pays pour une guerre manquée qui se poursuivait cependant dans les années suivantes sur un autre front : l'Irlande. Depuis les années 1570, l'Espagne avait compris la spécificité du pays et les avantages qu'elle pouvait tirer d'une collaboration avec les résistants catholiques du Munster farouchement opposés au pouvoir anglais. Dès 1578 elle avait monté une entreprise de soutien aux insurgés et même envoyé des troupes sur place. Bien que l'affaire n'eût pas réussi, l'Espagne avait tissé des liens dans le pays²⁷¹. Ainsi en 1596, lorsque le nouveau chef des rebelles, le comte de Tyrone, Hugues O'Neill, demanda son secours à Philippe II, le roi, qui voyait la situation en France lui échapper, se décida à lancer une nouvelle entreprise qui, cette fois, réussit non seulement à déclencher mais surtout à enraciner le conflit²⁷².

Mais ne soyons tout de même pas trop négatifs quant au bilan de l'intervention de Philippe II en Bretagne car les Espagnols avaient tout de même ramené au pays des *objets*

269 *Ibid*, II, doc. 361-362, p. 161-162.

270 Voir à ce sujet : Robert DESCIMON, José Javier RUIZ IBÁÑEZ & Gabriela VALLEJO, *Los Franceses de Felipe II : el exilio católico después de 1594*, Madrid : Fondo De Cultura Económica, 2013.

271 En 1578, le leader des catholiques, Jacques Fitzmaurice, se rendait en Espagne pour demander l'aide du Roi Catholique. Avec la bénédiction du Saint-Père, il arma deux navires avec cinquante hommes et parti le 27 juin 1579 pour l'Irlande. En septembre 1580, il reçut un secours espagnol mais l'affaire tourna court et les six cents hommes réfugiés au fort de l'Or furent exécutés par les troupes d'Élisabeth lors du « massacre de Smerwick ». Cette affaire avait refroidi les rapports entre les deux États mais ne provoqua pas l'entrée en guerre de l'Angleterre car de son côté elle n'était pas non plus irréprochable à cause des incessants raids de Francis Drake. Pour plus de détails, voir le chapitre « L'Irlande, tête de pont espagnole » dans : M. DUCHEIN, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992, p. 468-468.

272 Voir les chapitres « Les débuts de la guerre d'Irlande » et « Irlande : ultime intervention espagnole et défaite de Tyrone » dans : *Ibid*, p. 629-631 & 717-719.

d'une importance capitale. Le 3 mars 1597, alors que le fort de Primel s'apprêtait à être assiégé et que celui de l'Aigle dépérissait à cause du manque de perspective et du dénuement, Mendo de Ledesma rapportait au Roi Catholique une nouvelle réjouissante : après d'âpres négociations, le vicaire de Vannes était venu lui remettre « un tibia entier d'une des jambes [provenant des reliques de Saint Vincent Ferrier], depuis l'articulation jusqu'en bas, avec une partie du suaire dans lequel le saint [avait] été enterré »²⁷³. Cette affaire qui avait été vaillamment menée par l'ambassadeur espagnol et démarrée déjà avant lui par son prédécesseur Diego de Maldonado, trouvait enfin une issue favorable²⁷⁴. Et trois ans plus tard, le butin s'alourdissait grâce au général Don Juan del Águila qui remit à la cathédrale de Valence un morceau de la côte du saint homme, obtenu, selon lui, de la main du chapitre de Vannes en remerciement de son engagement. Lui qui avait suscité l'ire des alliés ligueurs et la crainte de tous les Bretons avec l'affaire du fort de Roscanvel, et dont la gestion catastrophique des hommes avait entraîné une mutinerie à Blavet, comptait racheter ses fautes²⁷⁵. Le gouvernement du nouveau roi Philippe III ne lui avait cependant pas tenu rigueur pour son échec en Bretagne et, bien au contraire, lui confia la responsabilité du nouveau front irlandais. Encore une fois, le vieux général, âgé de 56 ans, était envoyé rejoindre les insurgés catholiques pour lutter contre les forces protestantes²⁷⁶. L'Espagne persistait dans une stratégie inefficace et irréaliste de soutien aux insurrections en Europe qui demandait des ressources qu'elle n'avait plus. L'exemple de ce général est symptomatique de cette maladie d'une monarchie qui ne parvenait pas à se repenser.

Que reste-t-il de cette intervention espagnole aujourd'hui ? Si le fort de Blavet, actuel Port-Louis, a subi tant de travaux depuis 1598 qu'il ne reste plus grand chose de l'édifice original, et si celui de Roscanvel a été rasé en 1594, la presqu'île où fut érigé ce dernier bâtiment garde dans sa toponymie le souvenir des événements. L'extrémité de la presqu'île est encore appelée « pointe des Espagnols » aujourd'hui, en souvenir du haut fait qu'ont représenté la construction du fort et la résistance tenace de la garnison espagnole lors de son

273 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, II, doc. 305, p. 118-119.

274 Il semblerait que Ledesma eût également obtenu une relique de Saint Dominique. C'est du moins ce qu'il affirmait à Philippe II le 20 avril 1597. Il n'est cependant plus fait mention de cette relique par la suite dans les documents réunis par Carné. *Ibid*, doc. 312, p. 122-123.

275 Sur cette affaire des reliques de Saint Vincent Ferrier et de Saint Dominique, voir l'article de Cesáreo FERNÁNDEZ DURO, « Restos mortales de San Vicente Ferrer », in *Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. 9, Madrid, 1886. Disponible ici : http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/restos-mortales-de-san-vicente-ferrer-0/html/00a14580-82b2-11df-acc7-002185ce6064_2.html [consulté le 12/06/2019]. Les analyses sur les événements de Bretagne et le rôle de l'Espagne est cependant à prendre avec précaution car l'auteur semble avoir une lecture plus patriotique que scientifique de l'histoire.

276 M. DUCHEIN, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992, p. 718.

siège. La Ligue bretonne a, quant à elle, réussi à s'inscrire dans la tradition populaire et a inspiré de nombreuses chansons et histoires autour de ses personnages les plus fantasques comme La Fontenelle. L'édition du Barzaz Breiz au XIX^e siècle montrait que la mémoire de la Ligue était restée dans la tradition orale jusqu'à après la chute de l'Ancien Régime. Deux de ses gwerziou inspirés de ces événements, « Les Ligueurs » et « La Fontenelle le Ligueur »²⁷⁷, témoignent encore de la violence de ces neuf années de guerre dont le peuple a été – comme toujours – la première victime²⁷⁸.

Il faut dire que ces événements de Bretagne avaient quelque chose de littéraire, un ensemble de paradoxes et une tension qui en font un objet passionnant et mystérieux. Dans un même parti, le chevalier pieux et intransigeant rencontrait le brigand et les intrigants. Tantôt de grands sentiments comme la haine ou le fanatisme entraînaient des carnages, tantôt c'était les instincts les plus bas et la quête du profit. Le camp catholique même était porteur d'un contraste fort de par cette union inégale entre la petite Ligue bretonne et le grand empire espagnol. Aussi, des personnages, que l'on croirait davantage fictionnels qu'historiques, ont eu leur rôle à jouer dans les événements. À cause du renversement de l'autorité et de la hiérarchie qui s'est progressivement opéré depuis 1585, certains individus qui n'auraient pas joué de grand rôle dans l'ancienne société ordonnée, ont été portés sur le devant de la scène à l'instar des cadets de famille comme La Fontenelle²⁷⁹. Des femmes également ont joué un rôle de premier plan comme Marie de Luxembourg, l'épouse de Mercœur qui a mené l'insurrection à Nantes en 1589, ou encore Madame de Quimerch dont la contribution aux intrigues espagnoles sur Brest est rappelée par Carné²⁸⁰. D'autres aussi, des personnages de second plan et sans naissance, ont laissé leur trace dans les archives comme le bras droit de La Fontenelle, La Bouille²⁸¹, ou le « sergent réformé, nommé Guerrero [...], chef élu de ces pervers »²⁸² qui a allumé la mutinerie de Blavet. Cependant, nous laissons à la fiction l'initiative de broder à partir de ces éléments.

277 Théodore HERSART DE LA VILLEMARQUÉ, *Barzaz Breiz*, éd. 1946, Didier & Cie, 1839 [en ligne]. Disponible ici : https://fr.wikisource.org/wiki/Barzaz_Breiz/1846 [consulté le 13/06/2019].

278 Hervé le Goff développe cet aspect dans un chapitre intitulé « Stupeur et tremblements ou le champ du désastre » dans H. LE GOFF, *La Ligue en Bretagne...*, p. 355-412.

279 *Ibid*, p. 293-302. La fiction s'est emparée de ces thèmes de l'ambition et de la mort de l'autorité. Pensons, par exemple, à l'arriviste Littlefinger dans la série télévisée *Game of Thrones* qui disait, avec le cynisme qui lui sied, que « le chaos est une échelle ».

280 G. DE CARNÉ, *Correspondance du duc de Mercœur...*, I, préface, p. XXIV.

281 *Ibid*, II, doc. 280, p. 106-109.

282 Ces mots sont ceux du capitaine espagnol Miguel Maestre. *Ibid*, II, doc. 324, p. 130.

Annexes

La frise chronologique que je présente en annexes m'a servi dans la rédaction du mémoire. Elle regroupe un ensemble de dates clefs pour éclairer le sujet et épouse toute la durée du conflit ligueur du début de la crise successorale en 1584 à la ratification de l'édit de Nantes et la paix de Vervins en 1598. Différents contextes sont mis en perspectives et mélangés afin de montrer l'enchaînement et l'interdépendance des événements à diverses échelles et entre plusieurs lieux. Je les ai différenciés par des polices de caractères différentes. La police en noir correspond aux événements de la guerre de la Ligue en Bretagne. La police en rouge et gras m'a servi pour les événements à l'échelle de la France. La police en vert et italique est celle des événements clefs de la guerre anglo-espagnole. Enfin la police en gras et en bleu distingue les événements liés à la papauté. Plusieurs représentations des personnages et des événements évoqués ponctuent également le document.

Nous avons aussi ajouté une page sur la chronologie de la Bretagne en 1589 afin d'isoler et de détailler les événements si nombreux qu'ils ne pouvaient pas tous entrer dans la page consacrée à cette même année. De plus, cela permet de rendre compte plus clairement de la chronologie propre des événements en Bretagne.

1584



10 juin: Mort de François d'Anjou. Le prince protestant Henri de Navarre devient héritier légitime du trône de France. Début de la crise de succession.

10 juillet: Assassinat de Guillaume d'Orange. Son fils reprend le flambeau.
17 juillet – 17 août 1585: Siège d'Anvers mené par le duc de Parme. Fuite des protestants des Pays-Bas espagnols vers les provinces insurgées du nord.
Septembre: Conférence de Nancy instituant la deuxième Ligue (la première étant celle de 1576) sous parrainage des Guise. Absence de Mercœur.

31 décembre: Traité de Joinville entre le Duc de Guise et l'Espagne. Absence de Mercœur.



1585

31 mars : Manifeste de Péronne rédigé par le Cardinal de Guise. Signé par Mercœur.

Avril : Déclenchement de l'insurrection ligueuse. Apparente neutralité – ou duplicité – de Mercœur.

10 avril : Mort du pape Grégoire XIII.

24 avril : Élection du pape Sixte V.

Mai : Intrigue de Mercœur avec l'Espagne afin de capturer le prétendant au trône du Portugal, Don Antonio, réfugié à Nantes.

Siège d'Anvers

7 juillet : Édit de Nemours. Henri III se fait leader de la Ligue. Traité défavorable aux protestants et empêchant la succession par un prince protestant. Attribution de places de sûreté pour la Ligue. Concarneau et Dinan reviennent à la Ligue.

Août : Défaite de Mercœur dans le le Poitou aux mains du prince de Condé.

10 août 1585 : Traité de Sans-Pareil entre les Provinces-Unies et l'Angleterre.

Réponse au traité de Joinville et à la mort des protecteurs François d'Anjou et Guillaume d'Orange. Envoi du comte de Leicester aux Pays-Bas où il est nommé gouverneur.

9 septembre : Excommunication d'Henri de Navarre.

14 septembre : Départ d'une grande expédition de Drake contre l'Espagne.



Siège d'Anvers

Expédition de Drake

1586

Janvier : Prise de Saint-Domingue par Drake. S'ensuivront les attaques de Carthagène et de la Havane.

21 juin : Retour triomphal de l'expédition de Drake en Angleterre.

Expédition de Drake

22 septembre : Bataille de Zutphen. Défaite des troupes de Leicester.



1587

8 février : Exécution de Marie Stuart, héritière présomptive au trône d'Angleterre et concurrente d'Élisabeth I^{re}.

12 avril – 6 juillet : Expédition de Drake contre Cadix, Lisbonne et les Açores. Destruction d'une partie des navires de l'Invincible Armada.

Expédition de Drake



Expédition de Drake

Octobre – novembre : Victoire d'Henri de Guise sur les Reîtres à Vimory et Auneau. Mercœur participe à cette dernière bataille.

20 octobre : Bataille de Coutras. Victoire des troupes protestantes d'Henri de Navarre et mort du duc Anne de Joyeuse.

Décembre : Face à la mésestime avec le comte de Leicester, Maurice de Nassau, prince d'Orange, s'impose comme leader militaire des Provinces-Unies.

1588

5 mars : Mort du prince Henri de Condé. Henri de Navarre devient le principal leader du parti protestant.



Événements de Paris :

* **8 mai** : Entrée d'Henri de Guise à Paris malgré l'interdiction d'Henri III méfiant face au climat insurrectionnel parisien.

* **12 mai** : Entrée des gardes Suisses. Journée des Barricades.

* **13 mai** : Fuite d'Henri III pour Chartres.

17 juillet : Édit d'Union signé à Rouen. Affirmation du principe de catholicité.

Août : Confirmation de Mercœur au gouvernement de Bretagne et obtention des droits d'amirauté.

21 juillet – 6 août : Offensive de l'Invincible Armada commandée par Medina-Sidonia. Débâcle dans la Manche.

Septembre : Lutte de Mercœur et du duc de Nevers contre Henri de Navarre entré dans le Bas-Poitou.

16 octobre – 16 janvier 1589 : États Généraux de Blois. Fermeture sur un échec. Absence de Mercœur (averti du danger?).

23 décembre : Assassinat du Duc de Guise à Blois.

24 décembre : Assassinat du Cardinal de Guise.

1589

5 janvier : Mort de Catherine de Médicis à Blois.
7 janvier : La Sorbonne relève les sujets de leur obéissance au monarque.
16 janvier : Clôture des États Généraux de Blois.
6 février : Lettre de Henri III de demande de soutien rédigée à Blois.
12 février : Entrée de Mayenne à Paris. Mise en place d'institutions ligueuses.
Cohabitation avec le Conseil de Seize. Présence de Mercœur.
23 - 24 février : Journée des Barricades à Lyon. Duc de Nemours nommé gouverneur.
2 mars : Capture de Faucon de Ris venu traiter à Nantes avec Mercœur pour Henri III.
6 mars : Installation d'Henri III à Tours.
22 mars - 14 août : Siège de Vitré.

États Généraux

Mi-mars - 13 avril : Affaires de Rennes.

* **14 mars** : Journée des Barricades à Rennes menée par des ligueurs.

Entrée de Mercœur. Éviction des royaux Montbarot et La Hunaudaye.

* **28 mars** : Départ de Mercœur pour Fougères.

* **4 avril** : Arrivée de lettre royales condamnant la ligue. Reprise de la ville par les royaux.

* **13 avril** : Mercœur déchu de ses fonctions par le parlement de Rennes.

3 avril : **Traité de Tours. Henri de Navarre déclaré successeur.**

18 avril : Révocation de Mercœur au poste de gouverneur par Henri III. Envoi du Comte de Soisson, en Bretagne. Remplacé par Dombes le **7 juin**.

Mai - début juillet : *Contre-Armada : attaque de La Corogne et Lisbonne et tentative avortée de réinstaurer Don Antonio sur le trône. Bilan mitigé.*

Siège de Vitré

8 mai : Offensive de Mayenne contre Tours.

26 mai : Monitoire d'excommunication de Henri III.

19 juillet : Autorisation de Mayenne de créer un parlement ligueur à Nantes.

Mi-juillet - 6 août : Siège de Paris

* **2 août** : Assassinat d'Henri III par Jacques Clément à Saint-Cloud.

* **4 août** : Henri IV déclare son attention de maintenir la religion catholique mais reste protestant

Août : * **Envoi de Lobier à l'Escorial pour demander protection à l'Espagne.**

* Prise de Brest par le royal Guy de Rieux, seigneur de Châteauneuf.

15 - 29 septembre : Bataille d'Arques, en Normandie, entre Henri IV et Mayenne. Gagnée par les royaux grâce aux renforts anglais.

Siège de Vitré

18 octobre : Arrivée de Diego de Maldonado à Nantes.

31 octobre - 3 novembre : **Siège de Paris mené par Henri IV.**



1590

<p><u>8 janvier</u> : Réunion du parlement ligueur de Nantes.</p> <p><u>14 mars</u> : Bataille d'Ivry. Défaite cuisante des Ligueurs et des Espagnols. Mort du comte d'Egmont et capture de Boisdauphin. Naissance du mythe du panache blanc.</p>	<p><i>Avril</i> : <i>Évasion d'Antonio Pérez de la prison de Madrid. Fuite à Saragosse où il bénéficie du privilège de Manifestation.</i></p> <p><u>Avril</u> – <u>11 septembre</u> : Siège de Paris.</p> <p><u>3 mai</u> : Convocation des États Généraux ligueurs.</p> <p><u>7 mai</u> : Décret de la Sorbonne appelant à lutter contre Henri IV.</p> <p><u>9 mai</u> : Mort du Cardinal de Bourbon dans la prison de Mailliezais.</p> <p><u>11 juin</u> : Incendie et prise de la ville protestante de Blavet par Mercœur.</p>
<p>Août : Raids d'Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas espagnols, sur Paris.</p> <p><u>1^{er} août</u> : Entrée d'un contingent espagnol dans le Languedoc.</p> <p><u>27 août</u> : Mort du pape Sixte V.</p> <p><u>11 septembre</u> : Levée du siège de Paris.</p>	<p><u>12 octobre</u> : Débarquement de 3.000 soldats menés par Juan del Águila à Saint-Nazaire.</p> <p><u>Décembre</u> : Début de construction du Fort de l'Aigle à Blavet.</p> <p><u>5 décembre</u> : Élection du pape Grégoire XIV.</p> <p><u>22 décembre</u> : Prise d'Hennebont par Mercœur et Águila.</p>

1591

<p>19 janvier : Journée des Farines.</p> <p>2 février : René de Sourdeac remplace son frère comme gouverneur de Brest.</p> <p>12 février : Installation d'une garnison espagnole à Paris.</p> <p>19 février – 19 avril : Siège de Chartres par Henri IV.</p> <p>21 février : Restauration d'une République ligueuse à Marseille.</p> <p>Mars : États de la Ligue à Nantes.</p> <p>18 mars : Début du siège de Brest par les ligueurs léonards.</p> <p>28 mars : Grégoire XIV renouvelle l'excommunication d'Henri IV.</p> <p>Avril : Libération de Boisdauphin contre M. d'Avaugour.</p> <p>27 avril : Débarquement de 2 000 soldats espagnols menés par Echavarni.</p>	<p>1^{er} mai : Arrivée de Ledesma à Nantes. Début des négociations sur la reconnaissance des droits de l'infante au duché de Bretagne.</p> <p>12 mai : Débarquement anglais à Paimpol organisé par John Norreys.</p> <p>23 mai – 8 juin : Siège de Guigamp par John Norreys et Dombes.</p> <p>24 mai : Transfert d'Antonio Pérez accusé d'hérésie à la prison de la Aljaferia.</p> <p><i>Assassinat du représentant du vice-roi et transfert de Pérez dans la prison de Manifestation par ses partisans.</i></p> <p>Juin : Bataille du Mar'hallach.</p> <p>4 juillet : Édit de Mantes. Reprend les dispositions de l'Édit de Poitiers, soit la liberté de pratiquer le culte réformé dans les faubourgs d'une ville par bailliage ou sénéchaussée. Refusé par le parlement.</p>
<p>Siège de Brest</p> <p>Insurrections en Aragon</p>	
<p>Fin août : <i>Victoires navales espagnoles de Flores et du Golfe d'Almeria.</i></p> <p>24 août : Fin du siège de Brest résolu par des négociations secrètes.</p> <p>31 août : Abandon des négociations sur la reconnaissance des droits de l'infante au duché de Bretagne.</p> <p>Septembre – novembre : <i>Insurrections en Aragon :</i></p> <p>* 24 septembre : <i>Date de transfert d'Antonio Pérez. Soulèvement urbain à Saragosse. Fuite d'Antonio Pérez vers la France puis retour à Saragosse.</i></p> <p>* Fin septembre – octobre : <i>Prise de Saragosse par les partisans de Pérez.</i></p> <p>* 7-8 novembre : <i>Entrée de 12 000 soldats castillans en Aragon.</i></p> <p>* 12 novembre : <i>Entrée des troupes castillanes à Saragosse. Fuite de Pérez au Béarn. Répression des chefs insurgés. Maintien de garnisons en Aragon.</i></p>	<p>Septembre : Débarquement de galères espagnoles chargées d'argent menées par Diego Brochero. Prise de 7 navires hollandais.</p> <p>16 octobre : Mort du pape Grégoire XIV.</p> <p>29 octobre : Élection d'Innocent IX.</p> <p>11 novembre - 20 avril : Siège de Rouen par Henri IV.</p> <p>15 novembre : Exécution de magistrats dont Brisson par les Seize.</p> <p>28 novembre : Entrée du duc de Mayenne à Paris. Pendaïson de 4 membres des Seize dans le cadre de l'affaire Brisson.</p> <p>Décembre - mai 1592 : Siège de Rouen par Henri IV.</p> <p>30 décembre : Mort d'Innocent IX.</p>
<p>Siège de Brest</p> <p>Insurrections en Aragon</p> <p>Siège de Rouen</p>	

1592

30 janvier: Élection du pape Clément VIII. Libération de la papauté du joug espagnol.

21 mars – 10 avril: États de la Ligue à Vannes. Condamnation de La Fontenelle.

20 avril: Le duc de Parme lève le siège de Rouen. Mayenne rentre dans la ville.

12 – 15 mai: Série de défaites ligueuses en Normandie. Le duc de Parme, blessé, se replie aux Pays-Bas.

23 mai: Bataille de Craon. Défaite cuisante des royaux. Disgrâce de Dombes rappelé par Henri IV et remplacé par le maréchal d'Aumont.

15 juin – 2 décembre: Cortes de Tarazona. Réforme du système aragonais.

Siège de Rouen



Mi-octobre: Débarquement de 2.000 soldats menés par Bertendona dans le cadre de l'affaire de Crozon.

19 octobre: Défaite et mort du duc Antoine de Joyeuse à Villemur.

Novembre: Bataille du Golfe de Gascogne. Victoire du capitaine espagnol Pedro de Zubiaur.

2 décembre: Mort du duc de Parme à Arras. Le comte de Mansfeld lui succède à la gouvernance des Pays-Bas.

1593

26 janvier – 8 août : États Généraux de la Ligue. Fermeture sur un échec.
* **29 avril** : Conférence de Suresne avec les royaux. A boutit à une trêve.
* **14 mai** : Présentation de la candidature de l'infante par le duc de Feñá.
* **20 juin** : Déclaration d'interdiction d'élection d'un prince étranger.
* **31 juillet** : Trêve de 3 mois signée à la Villette. Non appliquée en Bretagne avant le 14 août.

18 avril : *Bataille navale de Blaye. Victoire de Pedro de Zubiaur.*
13 avril – 5 mai : États de la Ligue à Vannes.
13 mai : Arrivée du maréchal d'Aumont à Sablé.

États Généraux de la Ligue

25 juillet : A bjuration du protestantisme par Henri IV à Saint-Denis.
Août : Le maréchal d'Aumont prend son poste en Bretagne.
8 août : Fermeture des États Généraux de la Ligue.
14 août : Mercœur se résout à accepter la trêve sous ordre de Mayenne.

12 décembre : Ralliement du marquis de Vitry, gouverneur de Meaux, à Henri IV.
Fin décembre : Débarquement de soldats espagnols menés par Juan de Luna dans le cadre de l'affaire de Roscanvel.

États Généraux de la Ligue

Trêve ligueuse

1594

Hiver : Reddition des places ligueuses Aix, Lyon, Rouen...

27 février : Sacre d'Henri de Navarre à Chartres.

Mars : Première édition de la *Satire Ménippée*.

22 mars : Reddition de Paris et entrée triomphale d'Henri IV avec la complicité du gouverneur Brissac.

2-12 mai : États de la Ligue à Vannes. Réprimandes de Mercœur contre La Fontenelle qui commet des exactions en Comouaille depuis fin 1593.



1^o octobre - 17 novembre : Siège de Roscanvel par d'Aumont et Norreys. Reddition de nombreuses places ligueuses en Basse-Bretagne.

16 novembre : **Soumission de Charles de Lorraine.**

20 novembre : Reprise des négociations sur la reconnaissance des droits de l'infante au duché de Bretagne. Premier serment de Mercœur.

12 décembre : Ouverture de la conférence d'Ancenis à laquelle assistent du Plessis-Momay et en face Tornaboni, Marie de Luxembourg, l'évêque de Saint-Malo et le président de Launay.

Fin décembre : Débarquement à Blavet d'armes, munitions et vivres.

Ancenis

1595

17 janvier : Déclaration de guerre de la France à l'Espagne.

Printemps : Victoire espagnole à Doullens gagnée par le comte de Fuentes, gouverneur des Pays-Bas. Massacre des soldats français et prise de la ville. Prise de Cambrai en entente avec les bourgeois de la ville.

Mars : Fmeture sans résultat de la conférence d'Ancenis.

Juin : * Reprise des négociations avec Mercœur sur les droits de l'infante.

* La Fontenelle s'installe à l'île Tristan avec la bénédiction des Espagnols.

5 juin : **Bataille de Fontaine-Française. Défaite du duc de Mayenne et des Espagnols de Frias. Ralliement de la Bourgogne à Henri IV.**

30 juin : Second serment secret d'allégeance de Mercœur à l'infante.

Conférence d'Ancenis

Juillet : Le cardinal archiduc Albert nommé gouverneur des Pays-Bas.

Août : Soumission de Boisdauphin.

2 août : Raids espagnols contre la Comouaille anglaise menée par Carlos de Amésquita depuis Blavet.

19 août : Mort du maréchal d'Aumont lors du siège du château de Comper.

17 septembre : Absolution d'Henri IV par le pape Clément VIII. Henri IV gagne le titre de roi Très-Christien.

Début octobre – 24 avril 1596 : Trahison de La Fontenelle arrêté par Saint-Luc. S'ensuivent des attaques des royaux contre l'île Tristan.

Noël : Trêve de quatre mois. Elle sera systématiquement prolongée durant 1 an.

Trêve

1596

24 janvier : **Traité de Folembray**. **Soumission de Mayenne et Joyeuse**.
27 janvier : *Mort de Francis Drake à Panama.*

20 avril : *Prise de Prinel par les soldats de La Fontenelle.*
24 avril : *Libération de La Fontenelle contre 18.000 écus.*
25 avril : **Prise de Calais par les Espagnols.**
Mai : *Prise de Penmarc'h par La Fontenelle.*
14 mai : **Traité de Greenwich entre la France et l'Angleterre.**
22 mai : **Capitulation de la garnison espagnole de la Fère.**
23 mai : **Prise d'Andres par les Espagnols.**
31 mai : *Mort de Georges d'Arradon.*
30 juin – 15 juillet : *Sac de Cadix par les Anglais.*

Trêve ligueuse en Bretagne

3 juillet : *Prolongation de la trêve de 2 mois à Ancenis.*
1^{er} septembre : **Ordre de Philippe II d'évacuer les troupes de Bretagne.**
29 novembre : *Banqueroute espagnole.*

25 octobre : * **Arrivée du comte de Brissac à Rennes.**
* **Débaïche de la Seconde Armada au large du Cap Finisterre.**
Elle était destinée à prendre Brest.
31 octobre : **Traité de la Haye entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies.**

Trêve ligueuse en Bretagne

1597

<p>5 janvier : Annonce à Angers de la reprise des hostilités par Mercœur. 11 mars - 25 septembre : Siège d'Amiens mené par Henri IV. Mars : Siège du fort de Primel.</p>	<p>Avril : * Prise de Chateaubriant par les royaux. * Trêve de 4 mois. * Installation de l'amiral de La Fontenelle à Camaret. 22 mai : Reprise de Penmarc'h par Sourdéac. 4 juin - 27 septembre : Mutineries des soldats du Fort Aguilla. 7 juin - fin août : Attaque de l'île Tristan. Levée du siège face à l'arrivée de renforts espagnols à Nantes.</p>
<p>Mutineries de Blavet Trêve ligueuse en Bretagne Siège d'Amiens</p>	
<p>12 août : Débarquement de 1.000 soldats à Nantes menés par Rodrigo de Orozco, nouvel administrateur du fort de Blavet. 25 septembre : Reddition du gouverneur espagnol d'Amiens à Henri IV.</p>	<p>Octobre : Retour de Juan del Aguilla en Espagne. <u>Octobre - novembre</u> : <i>Troisième Armada. Débâcle espagnole.</i> 15 octobre : Trêve jusqu'à janvier signée à Angers. Fin décembre : Soumission de René d'Arradon, gouverneur de Vannes et Auray, son frère le baron de Camors et Louis de Montigny, gouverneur de Suscinio (≠ Julien de la Hauteière Montigny) à Philippe II.</p>
<p>Mutineries de Blavet Trêve ligueuse en Bretagne Siège d'Amiens</p>	

1598

Février: Départ d'Henri IV pour la Bretagne.

13 février: Prise de Dinan par les royaux. Poursuite de la reconquête aisée de la Bretagne par les royaux.

24 février: Signature du traité secret de reddition des ligueurs du golfe du Morbihan. La garnison espagnole est encore à Vannes.

15 mars: Départ des 120 soldats de la garnison espagnole de Vannes pour Blavet.

21 mars: Traité d'Angers :

* Soumission de Mercœur et abandon du gouvernement de Bretagne.

* Don de 4.295.350 livres.

* Mariage de sa fille avec César, fils illégitime d'Henri IV.

24 mars: Lettre de renoncement de Mercœur à Philippe II.

31 mars: Reddition de Cesson, dernière place ligueuse près de St-Brieuc.

8 avril: Lettres d'abolition de La Fontenelle. Il garde le contrôle de l'île Tristan.

13 avril: Entrée d'Henri IV à Nantes.

30 avril: **Promulgation de l'Édit de Nantes.**

2 mai: **Paix de Vervins entre Henri IV et Philippe II. Rétrocession des places de Picardie et de Blavet dans les 3 mois.**

4 mai: Abandon de Premel par les 100 soldats de la garnison espagnole qui repart pour Blavet.

Juillet – 9 septembre: Départ des 1.800 soldats de la garnison espagnole de Blavet

13 septembre: *Mort de Philippe II.*



Bibliographie générale

Collection imprimée de documents originaux

DE CARNÉ Gaston, *Correspondance du duc de Mercœur et des ligueurs bretons avec l'Espagne*, 2 volumes, Rennes : Plilhon et L. Hervé, 1899 [en ligne]. Disponible ici : <http://bibnum.univ-rennes2.fr/items/show/683>, <http://bibnum.univ-rennes2.fr/items/show/684> [consulté le 15/06/2019].

Articles, mémoires, ouvrages et pages internet

*** Histoire de l'Espagne du siècle d'or et sous le règne de Philippe II**

CARNICER GARCIA Carlos & MARCOS RIVAS Javier, *Espías de Felipe II : Los servicios secretos del Imperio español*, Madrid : Esfera de los Libros, 2005.

CLOULAS Ivan, *Philippe II*, Paris : Fayard, 1992.

ESCAMILLA Michèle, *Le siècle d'or de l'Espagne : apogée et déclin, 1572-1598*, Paris : Tallandier, 2015.

FERNÁNDEZ CONTI Santiago, *Los consejos de Estado y guerra de la monarquía hispana durante la época de Felipe II (1548-1598)*, thèse doctorale d'Histoire moderne dirigée par José MARTÍNEZ MILLÁN, Université Autonome de Madrid, octobre 1596.

FERNÁNDEZ DURO Cesáreo, « Restos mortales de San Vicente Ferrer », in *Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. 9, Madrid, 1886. Disponible ici : http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/restos-mortales-de-san-vicente-ferrer-0/html/00a14580-82b2-11df-acc7-002185ce6064_2.html [consulté le 12/06/2019].

HUGON Alain, *Au service du Roi Catholique : « Honorables ambassadeurs » et « divins espions »*. Représentation diplomatique et service secret dans les relations hispano-françaises de 1598 à 1635, Madrid : Casa de Velázquez, 2004.

MOLINIÉ-BERTRAND Annie, *Vocabulaire historique de l'Espagne classique*, Collection *Que sais-je ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 1997.

PARKER Geoffrey, *Felipe II : La biografía definitiva*, Barcelona : Planeta, 2010.

PÉREZ Joseph, *L'Espagne de Philippe II*, Paris : Fayard, 1999.

SOUTOU Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans : le conflit Est-Ouest 1943-1990*, Paris : Fayard, 2001.

*** Histoire des puissances protestantes**

DUCHEIN Michel, *Élisabeth I^{re} : le pouvoir et la séduction*, Paris : Fayard, 1992

QUILLIET Bernard, *Guillaume le Taciturne*, Paris : Fayard, 1994.

*** Histoire des guerres de religion en France et de la guerre de la Ligue**

BRUNET Serge, « Philippe II et la Ligue parisienne (1588) », in *Revue historique*, n° 656, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 795-844.

CONSTANT Jean-Marie, *La Ligue*, Paris : Fayard, 1996.

CROUZET Denis, « Chrétienté et Europe : aperçus sur une sourde interrogation du XV^e siècle », in *L'ordre européen du XVI^e au XX^e siècle, Actes du colloque de l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne, 15-16 mars 1996*, BÉRANGER Jean & DOUTOU George-Henri (dir.), Paris : Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1998, p. 11-50.

DESCIMON Robert & RUIS IBÁÑEZ José Javier, « La imagen de Felipe II en la liga radical francesa », in MARTÍNEZ MILLÁN José (dir.), *Felipe II (1598-1998), Europa dividida, la monarquía católica de Felipe II, Actas del Congreso internacional del 20-23 abril 1998*, t. 1, vol. 1, Université Autonome de Madrid, Madrid : Parteluz, 1998, p. 111-136.

DESCIMON Robert, IBÁÑEZ José Javier Ruiz & VALLEJO Gabriela, *Los Franceses de Felipe II : el exilio católico después de 1594*, Madrid : Fondo De Cultura Económica, 2013.

LE ROUX Nicolas, *Les guerres de religion (1559-1629)*, Paris : Belin, 2009.

DE RONSARD Pierre, *Discours des misères de ce temps*, éd. 1979, Genève : Droz, 1562.

* Histoire de la guerre de la Ligue en Bretagne

BOLTANSKI Ariane & HAMON Philippe, « Le duc de Mercœur gouverneur de province : entre statut, Ligue et Bretagne (1589-1598) », in BURON Emmanuel & MÉNIEL Bruno (dir.), *Le duc de Mercœur, 1558 1602 : les armes et les lettres*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 75-97.

DURAND Loranne, *Les États de la Ligue en Bretagne (1591-1594)*, mémoire de Master 2 « Histoire, sociétés, cultures » dirigé par Philippe HAMON, Université Rennes 2, 2016.

GRÉGOIRE Louis, *La Ligue en Bretagne*, éd. 2014, Paris : Hachette BNF, 1856.

HAMON Philippe, « Tous derrière Mercœur ? : le comté nantais pendant les guerres de la Ligue (1589-1598) », in *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Nantes et de la Loire-Atlantique*, t. 148, 2013, p. 119-137.

HERSART DE LA VILLEMARQUÉ Théodore, *Barzaz Breiz*, éd. 1946, Didier & Cie, 1839 [en ligne]. Disponible ici : https://fr.wikisource.org/wiki/Barzaz_Breiz/1846 [consulté le 13/06/2019].

KERHERVÉ Jean, « Écriture et réécriture de l'histoire dans l'Histoire de Bretagne de Bertrand d'Argentré. L'exemple du Livre XII », in TONNERRE Noël-Yves, *Chroniqueurs et historiens de la Bretagne : du Moyen Âge au milieu du XXe siècle*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2001, p.77-109.

LE GOFF Hervé, *La Ligue en Bretagne : guerre civile et conflit international, 1588-1598*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010.

LE ROUX Nicolas, « "Un prince obligé de droit divin". Les Engagements du duc de Mercœur sous le règne d'Henri III », in BURON Emmanuel & MÉNIEL Bruno (dir.), *Le duc de Mercœur, 1558 1602 : les armes et les lettres*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 27-74.

PACAULT Antoine, « Grands seigneurs de cour et gentilshommes provinciaux en Bretagne entre 1550 et 1650 », in KERHERVÉ Jean (dir.), *Noblesses de Bretagne du Moyen Age à nos jours : Actes de la journée d'étude à Guingamp le 22 novembre 1997*, Rennes : Presses Universitaires De Rennes & Institut Culturel De Bretagne, 1999, 151-181 [en ligne]. Disponible ici : <https://books.openedition.org/pur/22860?lang=fr> [consulté le 15/06/2019].

PINAULT Antoine, « Un pamphlet ligueur : Le dialogue d'Adrien Jacquelot », in LE PAGE Dominique (dir.) *Usages et images de l'argent dans l'Ouest atlantique aux Temps modernes*, 2007, p. 245-305.

VÁZQUEZ DE PRADA Valentín, « Un episodio significativo de las relaciones de Felipe II con la Liga : La intervención en Breaña (1589-1598) », in MARTÍNEZ MILLÁN José (dir.), *Felipe II (1598-1998), Europa dividida, la monarquía católica de Felipe II, Actas del Congreso internacional del 20-23 abril 1598*, t. 1, vol. 2, Université Autonome de Madrid, Madrid : Parteluz, 1998, p. 923-951.

*** Généralités sur l'histoire de la Bretagne**

CORNETTE Joël, *Chronologie de la Bretagne* [en ligne]. Disponible ici : <http://centredhistoiredebretagne.com/chronologie-de-la-bretagne/> [Consulté le 28 mai 2019].

LE LANNOU Maurice, *La Bretagne et les Bretons*, 3^e éd., Collection *Que sais-je ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 1992.

LE PAGE Dominique & NASSIET Michel, *L'Union de la Bretagne à la France*, Morlaix : Skol Vreizh, 2003.

*** Théorie de la protection**

MARIN Louis, *Le récit est un piège*, éd. 1990, Paris : Minuit, 1978.

MICALLEF Fabrice, « "Sous ombre de protection". Stratégies et projets politiques pendant les "affaires de Provence" (France-Espagne-Italie, 1589-1596) », in *Revue historique*, n° 656, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 763-794.

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	3
Introduction	4
I. La genèse de la protection : les motivations des alliés	15
A. L'intérêt des ligueurs bretons	16
1. Les limites de l'insurrection ligueuse : une révolte démunie	16
a. <u>L'entrée de la Bretagne dans la guerre de la Ligue</u>	17
b. <u>Mercœur, chef d'un mouvement fragile et démunie</u>	21
2. Faire appel au protecteur espagnol	25
a. <u>Le choix de la protection</u>	26
b. <u>Les liens de Mercœur avec l'Espagne</u>	27
B. L'intérêt de l'Espagne	29
1. La guerre contre le protestantisme	29
a. <u>Une stratégie d'endiguement du protestantisme</u>	30
b. <u>La Bretagne comme espace naval stratégique</u>	33
1. <i>La défaite de l'Invincible Armada</i>	33
2. <i>La Bretagne comme espace stratégique en Europe</i>	35
2. Des visées expansionnistes : les droits de l'infante sur la France et la Bretagne	36
II. Les limites de la protection	39
A. Un protecteur fragile	40
1. La crise économique : financer la guerre en Bretagne	40
a. <u>Un manque de moyens</u>	42
b. <u>Les exactions des soldats espagnols</u>	44
1. <i>L'insubordination des soldats espagnols</i>	44
2. <i>La pratique du pillage</i>	46

2. L'Espagne en retrait : crises internes et changements stratégiques	48
a. <u>Troubles internes : les affaires d'Aragon</u>	48
b. <u>Un désengagement progressif de l'Espagne en Bretagne ?</u>	50
B. <u>L'Espagne, protectrice ou envahisseuse ?</u>	54
1. Un unilatéralisme militaire espagnol	54
a. <u>Un manque de coopération avec la Ligue</u>	55
1. <i>Un refus de prendre part à des opérations militaires</i>	55
2. <i>Un refus de respecter les règles militaires</i>	56
b. <u>Une stratégie expansionniste espagnole</u>	58
1. <i>Le fort du Lion : la crise de l'alliance</i>	58
2. <i>L'Espagne et la Fontenelle : Mercœur,</i> <i>un allié secondaire</i>	61
2. Intrigues diplomatiques espagnoles	64
a. <u>Un réseau espagnol en Bretagne : un contre-poids à Mercœur</u>	65
1. <i>Un réseau d'informateurs</i>	66
2. <i>Un réseau de soutiens dans les entreprises</i> <i>expansionnistes</i>	67
b. <u>L'affaire de Brest : une série d'intrigues diplomatiques</u>	70
III. <u>La protection : un jeu d'équilibre</u>	74
A. <u>D'une demande d'assistance à la sujétion : une ouverture des possibles</u>	76
1. Flatter et attirer : la protection comme piège diplomatique	76
a. <u>La religion comme lien et rempart : le « piège de la fantaisie »</u>	77
b. <u>Susciter l'intérêt du protecteur : le « piège de l'appétit »</u>	78
2. La reconnaissance des droits de l'infante : la tractation comme moteur de la protection	79
a. <u>Ouverture des possibles et perspectives de sujétion</u>	80
b. <u>Une diplomatie à plusieurs acteurs : faire monter les enchères</u>	81
c. <u>Faire durer les tractations pour faire durer l'alliance : l'art du</u> <u>désengagement</u>	82

B. <u>Un moyen de contenir les excès du protecteur</u>	85
1. Le cadre de la protection : un moyen de limiter les excès du protecteur	85
2. Mercœur, gardien de la Bretagne	88
<u>Conclusion</u>	92
<u>Annexes</u>	96
<u>Bibliographie</u>	113
<u>Table des matières</u>	119
<u>Résumé</u>	122

Résumé

Les guerres de religion de France n'étaient pas qu'une série de guerres civiles enclavées aux frontières du pays mais dépendaient du contexte européen. Cette affirmation est d'autant plus signifiante lorsqu'on s'intéresse au dernier grand conflit religieux du XVI^e siècle qui déboucha sur la ratification de l'édit de Nantes : la guerre de la Ligue. Cette crise représenta peut-être le plus grand défi des guerres de religion notamment parce qu'elle remit en question l'autorité établie, et cela de la manière la plus radicale et évidente qui soit : le régicide. C'est précisément suite à l'assassinat d'Henri III que les puissances étrangères investirent ouvertement le conflit en supportant l'une ou l'autre des factions en guerre : la Ligue ou le parti de l'héritier contesté, Henri de Bourbon. La Bretagne fut en premier lieu concernée par ces manifestations d'ingérence car l'Espagne avait pris sous sa protection le parti ligueur local dirigé par le duc de Mercœur. Son implication fut non seulement considérable dans cette région, où elle installa des représentants diplomatiques et des forces militaires, mais aussi pérenne puisqu'elle dura jusqu'en 1598. Cependant, sous couvert d'entraide et de fraternité catholique, l'Espagne servait ses ambitions. Le grand empire était en guerre contre les Provinces-Unies et l'Angleterre et comptait tirer profit de cette intervention pour ces deux fronts. Ainsi, cette alliance intéressée montra bien vite ses limites et céda le pas à la méfiance et au soupçon. Comment a-t-elle donc pu durer jusqu'en 1598 compte tenu de ces différends ? C'est autour de ce paradoxe que se construit ce travail.

Mots clefs : Guerre de la Ligue en Bretagne, Mercœur, guerre anglo-espagnole, Philippe II, diplomatie, protection.

Las guerras de religión de Francia no fueron simplemente una serie de guerras civiles contenidas dentro de las fronteras del país sino que estuvieron supeditadas al contexto europeo. Esta afirmación cobra aún más sentido cuando se analiza el último gran conflicto religioso del siglo XVI : la guerra de la Liga que se finiquitó con la ratificación del edicto de Nantes. Esa crisis representó quizás el hito más importante de las guerras de religión porque se cuestionó la autoridad establecida de la manera más radical y evidente posible : el regicidio. Fue justo después del asesinato de Enrique III que los poderes extranjeros se involucraron abiertamente en el conflicto apoyando una u otra facción en guerra : La Liga o el partido del cuestionado heredero Enrique de Borbón. Bretaña se vio afectada directamente por esas manifestaciones de injerencia pues España tomó bajo su protección el partido *ligueur* local acaudillado por el duque de Mercœur. Su implicación fue considerable en esa región, donde instaló representantes diplomáticos y tropas, pero también perenne ya que la alianza duró hasta el año 1598. Sin embargo, de manera soterrada, con el pretexto de cooperación y fraternidad católica, España buscaba beneficiarse. El gran imperio estaba en guerra contra las Provincias Unidas e Inglaterra y pensaba sacar provecho de su participación para esos dos frentes. Por eso, esa alianza interesada pronto mostró sus límites y dio paso a la discordancia y el sospecho. ¿ Cómo fue posible que durase hasta el año 1598 en medio de tantos desacuerdos ? Es alrededor de esta paradoja que se construye este trabajo.

Palabras claves : Guerra de la Liga en Bretaña, Mercœur, guerra anglo-española, Felipe II, diplomacia, protección.